

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'Industrie Sardinière en Bretagne

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 19 Mars 1912, à 3 heures du soir

PAR

Pierre CADORET

JURY

Président : M. PERREAU.

Suffragants : { MM. GIDE, *professeur.*
TRUCHY, —

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1912

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

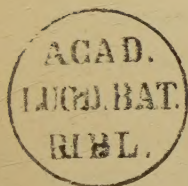
L'Industrie Sardinière en Bretagne

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 19 Mars 1912, à 3 heures du soir

PAR

Pierre CADORET



JURY

Président : M. PERREAU.

Suffragants : { *MM. GIDE, professeur.*
TRUCHY, —

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1912

L'INDUSTRIE SARDINIÈRE

EN BRETAGNE

INTRODUCTION

La pêche de la sardine est l'industrie dominante sur la côte sud de la Bretagne. La population de cette région vit presque exclusivement de la pêche et des professions accessoires qui s'y rattachent. Et, de toutes les pêches qui sont pratiquées sur le littoral, la plus importante est assurément celle de la sardine. Depuis Trébeurden jusqu'aux Sables-d'Olonne, cette industrie donne la vie à 150 usines, à plus de 160 ateliers de salaison. Elle assure l'existence d'environ 20.000 pêcheurs, qui gagnent annuellement une dizaine de millions de salaire, sans compter le personnel d'ouvriers soudeurs, de manœuvres et de femmes dont la subsistance est liée à la prospérité des industries annexes (construction des bateaux, commerce des agrès, des cordages, des voiles, des rogues, fabrication des conserves, commerce de l'épicerie en gros et en détail). Bref, plus de 40.000 fa-

milles, soit une population de 200.000 individus, vivent directement ou indirectement de la pêche à la sardine.

C'est dire l'importance que présente cette pêche pour tous les ports du sud de la Bretagne, pour toutes les industries qui sont solidaires de cette pêche, à tel point que les irrégularités de la production retentissent gravement sur elles, et que les crises mystérieuses périodiquement constatées amènent le chômage et la misère de milliers d'individus. Les pêcheurs et les ouvriers des industries annexes se trouvent d'un seul coup privés de leur gagne-pain. Il est donc naturel de rechercher les moyens d'éviter ou, tout au moins, d'atténuer le retour de ces crises périodiques, qui provoquent la détresse de tous les habitants de la côte, et retentissent, par une solidarité économique inévitable, sur toutes les autres branches de la production (transports, industries oléagineuses et textiles ou métallurgiques, comme la fabrication des boîtes de fer-blanc, etc.). Il ne s'agit pas seulement de l'intérêt d'une région ; celui de la nation tout entière est lié à la prospérité des pêches maritimes, qui peuvent être si florissantes dans un pays comme la France, baignée d'une part par l'Océan, d'autre part par la Méditerranée.

La France possède ainsi une nombreuse population maritime, qui se mélange aux millions d'agriculteurs peuplant l'intérieur du pays. Or, le fait qu'un peuple est également apte à supporter les travaux des champs et à affronter les périls de la mer est une preuve de

force, d'énergie; c'est, en même temps, l'application de la loi de la division du travail, qui est la caractéristique de toutes les civilisations avancées. L'Etat, de tout temps, s'est montré sympathique aux populations maritimes, mais les idées qui inspiraient cette bienveillance se sont modifiées: les Gouvernements ne voient plus aujourd'hui, comme autrefois, dans les marins exclusivement des défenseurs des côtes; le point de vue militaire, malgré l'importance qu'il conserve, n'est plus le côté dominant de la question; le rôle social et économique du marin apparaît de nos jours avec toute son importance. Jadis, les ports de pêche étaient considérés comme la pépinière des matelots du Roi; aujourd'hui, ils se signalent à l'attention des Gouvernements par l'appoint qu'ils donnent aux richesses du pays. En France notamment, où le sous-sol est assez pauvre, où les mines de toutes sortes ne sont pas très abondantes, une compensation qui a sa valeur résulte de la prospérité des pêches maritimes. C'est en France surtout qu'il convient de méditer le mot célèbre de Franklin: « Tout individu qui pêche un poisson retire de la mer une pièce de monnaie. » Les pêches maritimes communiquent, en effet, une impulsion remarquable à de nombreuses industries annexes.

Importantes par leur rôle économique, les populations maritimes ne sont pas moins dignes de l'attention des Gouvernements au point de vue social. L'homme qui, libre sur son bateau, parcourt l'Océan, en butte à

des risques quotidiens, n'a pas la même mentalité que le cultivateur qui, chaque jour, creuse péniblement un sillon pour la récolte prochaine. L'un a l'insouciance du danger et l'amour de la vie d'aventures ; le cultivateur est épris davantage de l'ordre et de la légalité, et le maigre gain que lui procure son travail quotidien, uniformément le même, développe davantage chez lui les qualités d'épargne et d'économie. Le marin, chez qui l'esprit de sacrifice, le courage, sont poussés jusqu'à l'héroïsme, a les défauts correspondants de ses qualités : l'irréflexion et l'imprévoyance. Enfin, si l'un est enthousiaste, enclin aux décisions extrêmes, facilement gagné par les perturbations violentes qu'engendrent le chômage et la misère, le cultivateur, au contraire, d'esprit plus rassis et plus pondéré, est étroitement attaché au passé, manifeste une défiance instinctive contre les évolutions trop soudaines et est imbu des traditions conservatrices qui sont un gage de stabilité pour toute société. Le développement économique de la nation, comme le relèvement de son niveau moral, exige donc également que sa population soit mélangée dans une proportion assez forte d'éléments maritimes qui viennent s'adjoindre aux éléments agricoles et industriels : telle est précisément la situation de la France.

Le maintien de l'industrie sardinière est, en conséquence, indispensable à la prospérité du pays ; or, cette industrie a subi des crises violentes au cours des dernières années ; certaines de ces crises même ont été si

graves qu'on a pu douter de l'avenir de la pêche de la sardine, et prédire la disparition, à brève échéance, de toutes les industries dont la vie se greffe sur elle. Nous examinerons les causes de cette décadence et les remèdes proposés pour l'enrayer, après avoir préalablement indiqué les conditions techniques dans lesquelles se pratique la pêche principale de la Bretagne. De là, la division suivante :

1° Les conditions techniques de la pêche et de l'industrie de la sardine sur les côtes de la Bretagne ;

2° Les crises de l'industrie sardinière bretonne au cours des dernières années ;

3° Les moyens proposés pour améliorer l'industrie sardinière.

Auparavant, nous donnerons quelques indications sur l'histoire de l'industrie sardinière en Bretagne.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE DE L'INDUSTRIE SARDINIÈRE EN BRETAGNE

L'histoire de la pêche à la sardine démontre que, depuis le début jusqu'à nos jours, cette industrie a toujours été en proie à des crises périodiques. Nous étudierons, dans deux sections, l'histoire de la pêche à la sardine et l'histoire de la rogue, qui est le principal appât employé pour cette pêche.

SECTION I

HISTOIRE DE LA PÊCHE A LA SARDINE

Que la pêche à la sardine ait été depuis longtemps pratiquée en Bretagne, c'est ce qui semble très probable, sans qu'il soit bien facile, d'ailleurs, de fixer une date exacte. Ce n'est guère qu'à dater du ^{xvii}^e siècle qu'on trouve des documents officiels s'occupant de la pêche de

la sardine. Une ordonnance de 1681 fixe le minimum des mailles pour les filets employés à cette pêche (1).

Des arrêts du Conseil du Roi des 24 août 1715, 7 octobre 1717, 18 novembre 1720 et 24 août 1748, viennent interdire sous des peines sévères l'entrée des sardines salées étrangères dans le royaume (2).

A cette époque, la pêche de la sardine était rémunératrice non seulement en Bretagne, mais sur les côtes de la Méditerranée, en Languedoc. Un peu plus tard, pour des causes inconnues, la sardine manqua dans la Méditerranée, et les pêcheurs de Cette et de Montpellier allèrent s'établir à Belle-Isle. Les Méridionaux s'établirent également à Port-Louis ; en tous cas, il n'est pas douteux que le XVIII^e siècle vit l'industrie sardinière se développer considérablement en Bretagne. L'une des principales causes de cette prospérité fut le régime prohibitif, qui protégeait les Bretons contre la concurrence étrangère ; mais il faut tenir compte aussi d'autres facteurs : les boîtes de salaison étaient un aliment à bon marché, par conséquent à la portée des populations malheureuses des villes et des campagnes. Pour la même raison, elles formaient l'alimentation principale des nègres des colonies ; et, enfin, l'observation stricte des règles du Carême favorisait encore la vente de ces

(1) De Seilhac, *la Pêche à la sardine*. Paris, 1903, Gauthier-Villars, p. 27.

(2) Voir Le Gall, *l'Industrie de la pêche dans les ports sardi-niers bretons*. Thèse, Rennes, 1904, p. 15.

produits. Le Gouvernement encourageait aussi le commerce de la sardine en exemptant des droits de gabelle, à partir de 1719, le sel employé pour la conservation des sardines.

De bonne heure cependant les crises dont cette industrie est coutumière apparurent menaçantes. En 1725, il n'y eut ni sardine ni maquereau en Bretagne; c'était la suite d'un hiver froid et d'un été de température fraîche. En 1745, on emploie la « gueldre », concurremment avec la « rogue », comme appât. Cette pratique suscita des réclamations; on lui reprochait de corrompre la sardine enfermée dans les boîtes; on essaya de prendre des mesures pour défendre l'emploi de ce nouvel appât; mais on y renonça devant la difficulté d'exercer une surveillance constante et efficace sur les côtes. Les années 1748 et suivantes furent favorables à la sardine, et les pêches furent abondantes.

En effet, par la signature du traité d'Aix-la-Chapelle, la guerre de la succession d'Autriche avait pris fin, et les marins pouvaient sillonner tranquillement la mer sans redouter une agression étrangère. En 1755, on relève une nouvelle crise; la pêche fut des plus mauvaises: au lieu de 33.000 barriques de contingent annuel, Belle-Isle n'en produisit que 7.000; cette pêche subit, à la même époque, un grand préjudice, en raison de la guerre de Sept Ans (1756-1763). Après 1767, l'activité de cette industrie se concentre dans les ports d'Audierne et de Douarnenez.

Quels en étaient les débouchés, à cette époque ? En raison de l'insuffisance des moyens de transport, une grande partie du poisson frais était consommée sur place ; une autre partie, achetée par les chasse-marées (bateaux à marche rapide), était vendue à Nantes et à Bordeaux ; enfin le surplus était pressé dans les ateliers des marchands saleurs et consommé surtout dans le Midi. Dès cette époque, les Espagnols essayaient de concurrencer les Bretons, pour les débouchés que la sardine trouve dans le Midi ; de là, l'attachement des pêcheurs bretons au régime protectionniste qui était alors en vigueur sous l'empire des idées mercantilistes qui prédominaient encore au XVIII^e siècle. La fraude toutefois n'était pas évitée ; souvent des sardines pêchées sur les côtes de l'Espagne étaient introduites en France, pressées dans notre pays et vendues comme de provenance française ; c'était une opération bien connue à Bayonne et à Saint-Jean-de-Luz. Dans le Midi, les négociants invoquaient le fait d'une disette de sardines en Bretagne comme de nature à justifier une importation de sardines espagnoles ; mais, la plupart du temps, cette affirmation était inexacte, et il n'y avait là qu'un moyen d'éviter l'application des tarifs douaniers trop élevés (1).

Cependant, les demandes des Méridionaux furent quelquefois écoutées : ainsi, en 1779, Necker permit, l'en-

(1) Voir Le Gall, p. 29.

trée de sardines espagnoles avec limitation à 2.000 demi-barriques. En 1786, sous l'influence des idées physiocratiques, l'interdiction de laisser entrer en France des sardines salées étrangères est rapportée ; mais, devant les réclamations des pêcheurs bretons qui signalent au Gouvernement la décadence que subit leur industrie et la ruine à laquelle l'exposerait le maintien d'un pareil régime, le tarif protecteur est bientôt rétabli.

Un mémoire rédigé par des négociants Bretons, en l'an VI, donne des renseignements intéressants sur la production et les débouchés de la pêche à la sardine : un quart de cette pêche se vendait sur les ports et les villes proches du littoral de la Bretagne ; un autre quart était transporté par les chasse-marées dans les principaux ports de l'Océan et jusque dans les Landes ; le surplus était salé et pressé et acheté par des marchands de Nantes, Bordeaux, La Rochelle, Bayonne ; les principaux centres d'armement et de pêche étaient Brest, Concarneau et Douarnenez. Douarnenez produisait annuellement 35.000 barils de 75 kilogrammes, Concarneau, 22.000 barils.

Rien ne fut plus néfaste à l'industrie sardinière que la présence continuelle de vaisseaux et de corsaires anglais sur les côtes bretonnes, pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire. De 1789 à 1801, le nombre de marins sardiniers tomba de 4.958 à 2.835 ; les produits de la pêche bretonne baissèrent de 75.750 à 41.750

barils de 85 kilogrammes (1). En vue de frapper le commerce anglais, un arrêté du 21 septembre 1803 vint réduire les droits sur le poisson étranger pendant la durée de la guerre ; seule la pêche anglaise fut exceptée de ce régime de faveur. Au cours du xix^e siècle, la pêche de la sardine subit les mêmes alternatives de prospérité et de disette ; on peut signaler notamment les crises de 1839, 1887, 1902, 1903, 1905, 1907 et 1908. De 1834 à 1875, le rendement moyen de la pêche fut presque toujours favorable, sauf en 1839. A la suite de la crise de 1887, un ralentissement dans la production se manifeste pendant quelques années ; en 1901, l'industrie bretonne s'est notablement relevée, mais depuis cette époque elle a connu de nombreuses et longues périodes de détresse.

Au xix^e siècle, une transformation de l'industrie sardinière a été due à la découverte du mode de conservation des poissons par l'huile, procédé infiniment supérieur à ceux pratiqués autrefois, notamment au sel ou au vinaigre. Cette invention est due à Nicolas Appert, en 1804. En 1811, il publia sa méthode sous le titre de *l'Art de conserver pendant plusieurs années toutes les substances animales et végétales*. Il appliqua son procédé à la conservation des légumes, et il fonda à cet effet une usine à Massy (Seine-et-Oise). L'invention d'Appert fut appliquée à la conservation des sardines

(1) Voir Le Gall, p. 34.

par des négociants de Nantes et de Lorient, vers 1825 (1). Et immédiatement les conditions économiques de l'industrie sardinière furent transformées. Grâce à l'emploi des boîtes métalliques, à l'amélioration de l'art de souder, des produits ont été obtenus, qui sont accessibles aux bourses les plus modestes et qui constituent un poisson nourrissant, fin et délicat. Des usines vastes et supérieurement outillées se sont fondées pour répondre aux demandes croissantes des consommateurs. La première fut créée aux Sables-d'Olonne, en 1832, par M. Juette ; d'autres se fondèrent dans les années suivantes à Belle-Isle, à la Turballe, enfin à Douarnenez, qui est devenu de nos jours le plus grand port sardinier de la Bretagne, et qui compte 30 usines ; enfin, Audierne, Concarneau, Camaret, Port-Louis suivirent l'exemple et, dans tous ces établissements, sont manipulés aujourd'hui, non seulement la sardine, mais encore le maquereau et le thon. Mais la prospérité de ces usines dépend manifestement de la quantité de poisson pêché ; de là, la préoccupation du choix d'un appât. Celui qui est habituellement employé est la rogue.

(1) Voir De Seilhac, p. 86.

SECTION II

HISTOIRE DE LA ROGUE

La rogue est le principal appât propre à attirer la sardine. Elle consiste dans les poches remplies d'œufs que la morue porte dans son ventre avant la ponte. On voit dès lors la connexité qui existe entre la question de la rogue et celle de la pêche à la sardine. C'est la Norvège qui, de tout temps, a été le siège du marché de la rogue. Dès que la pêche de la sardine a été pratiquée, les marins se sont préoccupés de se procurer cet appât. Le premier document relatif à la rogue est une autorisation consentie, en 1658, par le roi Frédéric III, et accordant à plusieurs négociants le droit de s'associer pour préparer et recueillir la rogue dans le Norland (1).

En France, une ordonnance de 1727 décide qu'à l'arrivée des navires de rogue, la préférence pour l'achat sera donnée aux pêcheurs. La paix de 1763, qui termina la guerre de Sept Ans, eut une influence désastreuse sur l'utilisation de la rogue par nos pêcheurs. En effet, la guerre avait entraîné pour nous la perte du Canada et l'impossibilité de continuer dans cette région la pêche de la morue ; il fallut désormais demander à la Norvège toute la rogue qui était nécessaire à la pêche de la sar-

(1) De Seilhac, p. 43.

dine. Aussi songea-t-on, à cette époque, à employer des appâts similaires, par exemple les œufs de maquereaux ou de harengs. Peu à peu le commerce de la rogue se concentra entre les mains de quelques gros négociants qui, maîtres du marché, dictèrent leurs prix aux acheteurs. Devant les plaintes que souleva cet accaparement, Louis XV fit acheter à son compte plusieurs cargaisons de rogue et donna l'ordre de les distribuer au prix coûtant entre les pêcheurs. Mais ce régime ne dura pas, en raison des plaintes des commerçants qui ne pouvaient plus écouler les stocks de rogue amassés par eux. En 1772, le prix de la rogue était monté très haut ; elle se vendait 66 livres le baril de sapin. Un mémoire présenté aux États de Bretagne, en 1773, insistait sur la nécessité d'arrêter cette élévation excessive et préjudiciable du prix des rogues. « Obligez, disait ce mémoire, les Danois à venir eux-mêmes dans nos ports : fixez un prix régulateur et que la rogue ne pourra jamais dépasser ; formez un fonds provincial pour que toutes les rogues soient achetées et distribuées immédiatement sans intermédiaires aux pêcheurs » (1). Le mémoire de 1773 nous apprend qu'en outre, auparavant, on se servait uniquement de la gueldre, ou crevette pilée, pour la pêche de la sardine.

Malgré les plaintes des pêcheurs bretons, le prix de la rogue ne diminua pas : il s'éleva, en 1775, à 75 livres le

(1) De Seilhac, p. 44.

baril. En Norvège, d'ailleurs, les pouvoirs publics se préoccupèrent de maintenir la supériorité de leur pays au point de vue de la vente de la rogue, en assurant les meilleurs procédés de fabrication et de conservation de ce produit. Une ordonnance publiée à Bergen, le 6 avril 1773, défend d'exporter de la rogue en tonneau, sans une marque distinctive faisant connaître le nom du fabricant, de manière à reconnaître, en cas de plainte de l'acheteur, les négociants qui vendraient des produits défectueux. Les marques adoptées, en présence du bailli de la ville de Bergen, par les négociants norvégiens, furent communiquées au Consul de France. Malgré ces précautions, des abus furent commis, et, sur les plaintes de la France, le bailli de Bergen édicta, à diverses reprises, des mesures sévères contre la fraude.

En France, on chercha inutilement, par des essais tentés à Saint-Pierre et Miquelon, à faire concurrence à la Norvège. La guerre avec l'Angleterre, sous la Révolution et le Premier Empire, interrompit ces premiers essais. L'industrie française tenta alors de substituer un autre appât à la rogue et de se servir de la rogue artificielle. Un négociant de Douarnenez, Grivart, recommanda les pommes de terre cuites pilées dans une auge de pierre, pétries avec du son, mélangées de chevrettes (1) pour un sixième et additionnées d'un peu de saumure

(1) Le mot *chevrettes* est le terme courant que les pêcheurs emploient en Bretagne pour désigner les crevettes.

grasse. Ce procédé ne donna pas de résultats nettement favorables, et l'on songea à autre chose. Une ordonnance du 8 février 1816 vint encourager la préparation des rogues de morues françaises, par l'allocation d'une prime de 20 francs par 100 kilogrammes de rogue de provenance française importée dans la métropole. Malgré cet encouragement, les importations de rogue française furent loin d'être abondantes ; en 1816 et en 1817, un grand nombre de pêcheurs ne purent exercer leur profession faute d'appât, et toutes les expériences qui ont été tentées au cours du XIX^e siècle pour remplacer la rogue par un appât équivalent ont été inutiles (1). De sorte que, loin de subir une réduction, les hauts prix de ce produit n'ont pas cessé de persister. En 1902, il s'est vendu jusqu'à 130 francs le baril, et le VII^e Congrès des Fabricants français de conserves de sardines, tenu à Nantes les 14 et 15 janvier 1910, a émis le vœu que la production de la rogue de Bergen, actuellement de beaucoup la plus importante, étant forcément très limitée, le Gouvernement encourage, par tous les moyens possibles, la production, la mise en vente et l'emploi des rogues artificielles (2).

La pêche de la rogue s'effectue à l'archipel des îles Lofoten. Une fois la morue pêchée, elle est ouverte, et la tête est coupée, ainsi que la langue, le foie et la rogue ;

(1) Voir Le Gall, p. 56.

(2) *Compte Rendu de ce Congrès*, p. 11.

celle-ci est mise en saumure dans des barils et expédiée aux négociants de Bergen, qui procèdent à un nouveau triage et à plusieurs changements de futailles avant de les expédier aux pêcheurs bretons. Bergen produit annuellement 35.000 barils de rogue environ, dont 15.000 sont exportés en France, les autres en Espagne et au Portugal. En face de cet approvisionnement, les rogues françaises de Terre-Neuve et d'Islande ne figuraient que pour 8.000 barils en 1907 (1).

(1) *La Crise sardinière* (*Réforme sociale*, 1910, p. 244).

DEUXIÈME PARTIE

LES CONDITIONS TECHNIQUES DE LA PÊCHE ET DE L'INDUSTRIE DE LA SARDINE SUR LES CÔTES DE LA BRETAGNE

Nous étudierons successivement :

- 1° Les procédés techniques de la pêche à la sardine.
- 2° La condition économique et sociale du pêcheur sardinier.
- 3° La fabrication des conserves.

SECTION I

LES PROCÉDÉS TECHNIQUES DE LA PÊCHE DE LA SARDINE

La sardine apparaît généralement sur les côtes de Bretagne au mois de juin ; elle y séjourne jusqu'au mois de novembre, tant que la température des eaux du littoral ne s'est pas refroidie. La saison de pêche dure donc en général cinq mois. Les premières sardines qui

se montrent sont de petite taille, avec une peau très mince et sans écailles. « Ces premiers voyageurs font un court séjour et, sans que ce poisson prenne des proportions sensiblement plus fortes, au bout de huit ou dix jours il devient plus rond, l'écaille se raffermir, et la chair prend plus de consistance. Il est à remarquer que ces sardines sans écailles ont un goût fade et fort éloigné de la saveur délicate du poisson frais. Quand les choses marchent régulièrement, la sardine, tout en se raffermissant et s'arrondissant, reste néanmoins petite jusque vers la fin de juillet. C'est vers la moitié du mois d'août qu'elle commence à devenir plus grosse, et enfin, en septembre et octobre, arrivent les plus fortes, qui terminent la campagne. Mais cette règle est soumise à de nombreuses exceptions : souvent on a vu le poisson du mois de mai aussi fort que celui d'automne, ce qui est d'ailleurs un mauvais symptôme pour les bons résultats de la pêche ; tandis qu'en octobre des bancs de la plus petite taille venaient remplacer les vieilles bandes » (1).

Les bandes de sardines se tiennent en général à une assez grande profondeur ; mais leur présence est révélée par l'aspect huileux et l'odeur fade de l'eau. La pêche se fait avec des bateaux à deux mâts, non pontés, jaugeant 8 à 9 tonneaux, montés par cinq hommes et un mousse. Dès qu'un bateau a pris les premières sardines,

(1) Cuillo, *Recherches sur la pêche de la sardine en Bretagne et sur les industries qui s'y rattachent*. Nantes, Vincent Forest, 1855.

il touche des usiniers une prime, et immédiatement tous les bateaux disponibles partent pour la pêche. Un seul jour suffit pour la préparation. Les bateaux naviguent en groupe vers le point de la côte où la sardine a été signalée; ces bateaux, à formes fines et élégantes, à voilure étendue, marchent à une vitesse remarquable quand ils sont favorisés par la brise, et ils sont assez légers pour être conduits à l'aviron, en cas de calme plat. En raison de la difficulté avec laquelle ces barques découvertes résistent aux gros temps, on tend de plus en plus à les remplacer par des barques pontées, et d'un tonnage plus élevé. Une barque de pêche, avec ses agrès, vaut environ 1800 à 2.000 francs (1).

L'engin utilisé pour la capture de la sardine est un filet spécial, d'une grande finesse de mailles, formant un rectangle de 40 mètres de long environ sur une hauteur de 12 à 16 mètres, qui se place verticalement dans l'eau. A la partie supérieure de l'engin se trouvent des flotteurs formés par des petits carrés de liège, et à la partie inférieure sont fixés des morceaux de plonib qui lui font conserver sa position verticale dans l'eau. Les mailles du filet sont plus ou moins larges, suivant la grosseur du poisson que l'on pêche. Pour que le filet soit bien approprié à ce genre de pêche, il faut que la sardine puisse *se mailler*, c'est-à-dire se prendre dans

(1) *Rapport* de M. Pérard, secrétaire général de la Société d'enseignement professionnel et technique des pêches maritimes, *sur la crise sardinière en 1909* (*Réforme sociale*, 1910, p. 235).

les mailles par les ouïes. Il est à remarquer que, dans un banc de sardines, le poisson est toujours d'une grosseur uniforme. Si le filet est d'un moule trop grand, le poisson passe à travers les mailles. Au contraire, quand le moule est trop petit, le poisson ne peut pas y pénétrer, et, dans les deux cas, la pêche est infructueuse. En apercevant un banc de sardines, le pêcheur expérimenté sait reconnaître la grosseur du poisson ; il choisit alors le filet qui convient.

Ce filet, très menu, est teinté de bleu et imperceptible au poisson. Il doit être maintenu en arrière dans l'axe du bateau, de telle sorte qu'en jetant de l'appât, de la rogue, tantôt à droite et tantôt à gauche, la sardine, dans son avidité à happer la rogue dont elle est friande, s'emmaille par les ouïes et ne peut plus se dégager. Un filet contient généralement 6.400 mailles ; il est suspendu verticalement dans l'eau sur une profondeur de 6 à 8 mètres. Comme les sardines sont de grosseurs différentes, chaque bateau armé pour la pêche se munit de plusieurs filets, cinq ou six environ, de moules variés appropriés aux différentes dimensions du poisson. Ces filets, qui durent peu, en raison même de leur délicatesse, doivent être remplacés toutes les trois ou quatre semaines, et coûtent environ 80 francs chacun ; comme l'armateur doit en posséder une vingtaine, il en résulte une dépense d'environ 1.500 francs par saison.

« Aussitôt un banc de sardines découvert, on cargue les voiles, on baisse les mâts, et on jette le filet à

l'arrière en le laissant dérouler lentement, tandis que deux matelots tiennent le bateau droit au vent, pour que le filet conserve bien sa ligne perpendiculaire et forme comme une muraille de chaque côté de laquelle l'appât sera jeté. On voit alors les sardines courir après l'amorce comme les moineaux des Tuileries après le pain qu'on leur jette. Au bout de quelque temps, des écailles et des bulles d'air qui apparaissent à la surface de l'eau sont un indice de bonne pêche. En un coup de filet, on peut prendre 6.000 sardines. La pêche finie, et elle ne dure jamais longtemps, on appareille et on rallie au plus vite le port le plus proche. La pêche ne dure jamais longtemps pour deux raisons : d'abord, la sardine est un poisson extrêmement délicat qui meurt à peine sorti de l'eau et se corrompt très facilement : il faut donc faire force de voiles ou de rames, s'il n'y a pas de vent, pour le porter à l'usine. En second lieu, le premier poisson de la journée se vend beaucoup plus cher aux usines que celui qui arrive le dernier : il y a souvent entre les prix des différences énormes, et cela se comprend facilement ; les usines réclament du travail, et, lorsqu'elles sont pourvues, le poisson doit être vendu aux mareyeurs ou au public, et quelquefois rester à la mer, faute d'acquéreur. Du haut des jetées, les sardinières envoyées par les usines crient aux bateaux qui rentrent les prix offerts. Malheureusement, elles ajoutent parfois : « Et le double d'eau-de-vie » ; c'est la double ration jetée comme appât aux pêcheurs,

et souvent ils préféreront 1 litre de plus qu'une majoration sur le prix du mille de sardines. Quand les marins ne peuvent accoster par les basses marées, ils se mettent à l'eau, avec, dans chaque main, un panier spécial contenant deux centaines de sardines et font la chaîne entre l'embarcation et le port, pour vendre leur pêche plus vite et à un prix plus rémunérateur.

« Le poisson est livré contre des jetons qu'on règle toutes les semaines (1). »

Tel est le principal procédé employé pour la pêche de la sardine en Bretagne, mais il y a des variantes ; souvent la pêche se fait non pas avec le bateau lui-même, qui est lourd à remorquer, mais avec un petit canot que l'embarcation principale traîne à sa suite. D'autre part, on a proposé de remplacer la rogue par les seines et les filets tournants ; la seine est un filet spécial qui, au lieu de nécessiter un appât, comme le filet ordinaire, entoure le poisson de manière à le capturer. Le filet tournant est une variété de seine. Dans une lettre du 28 décembre 1905, le Syndicat des Fabricants de conserves de sardines de Douarnenez signale à l'Inspecteur général des pêches la supériorité des seines sur les filets, d'abord au point de vue du prix : tandis que les filets nécessaires à une saison de pêche coûtent environ 1.500 francs, le prix des deux seines suffisantes pour cette saison ne dépasserait pas 200 francs ; puis, au point de vue du

(1) De Seilhac, p. 37 et suiv.

rendement, la seine paraît supérieure aux filets ordinaires ; enfin, quand il y a peu de sardines, le poisson trouvant probablement une nourriture suffisante dans la faune ambiante, montre peu d'empressement à se précipiter sur la rogue qui est perdue, et la pêche est nulle ; au contraire, le possesseur d'une seine peut tourner le poisson comme d'habitude et le capturer ; il a également la ressource de capturer les gros poissons ennemis de la sardine, qui déploient leur acharnement sur les sardines maillées et non encore mortes (1).

Signalons encore un autre mode de pêche : la pêche de la sardine à la dérive, c'est-à-dire qui se fait avec des filets de dérive. On a accusé ce mode de pêche d'être un obstacle à la reproduction des sardines ; mais le Service des Pêches maritimes a reconnu que, la sardine étant un poisson pélagique, et la ponte des œufs de cette espèce ne se produisant pas exclusivement près du littoral, l'emploi des filets de dérive ne peut exercer aucune influence sérieuse sur l'abondance de la sardine. Toutefois, si des filets étaient calés au voisinage du fond et attachés à un bateau mouillé, ces filets flogènes seraient de nature à nuire aux pêcheurs à la rogue par les barrières qu'ils forment, et, par les troubles qu'ils apportent sur le fond, ils pourraient effrayer et chasser les bancs de sardines séjournant dans la région ; aussi

(1) *Compte Rendu du III^e Congrès des Fabricants de sardines*, Nantes, 10 et 11 janvier 1906, p. 48 et s.

les pêcheurs, au Congrès de Quimper, en décembre 1907, ont demandé eux-mêmes que l'usage des filets soit prohibé de mai en novembre. Et le Congrès des Fabricants de conserves de sardines a émis un vœu analogue, lors de son V^e Congrès, tenu à Nantes les 3 et 4 avril 1908 (1). Le vœu du V^e Congrès, que la pêche avec des filets de dérive soit interdite de mai à novembre, a obtenu satisfaction, car un décret du 4 juin 1908 porte que l'emploi des grands filets pour la pêche de la sardine de dérive est interdit du 15 juin jusqu'au 1^{er} novembre inclusivement.

Lorsque la sardine est arrivée au port, elle est achetée et payée au mille par les fabricants de conserves ; les prix varient, suivant le moule, l'état de fraîcheur et l'heure d'arrivée du poisson, de 2 à 40 francs le mille.

Le produit de cette pêche est partagé de la manière suivante : dans le Finistère, l'armateur, qui généralement est le patron du bateau, prélève la moitié du bénéfice de la pêche, pour se couvrir de ses frais (achat et entretien du bateau et du matériel de pêche, filets, rogue et farine d'arachide) ; l'autre moitié est divisée en autant de parts qu'il y a d'hommes d'équipage, généralement six. Toutefois le mousse ne touche qu'une demipart. Dans le Morbihan, la Loire-Inférieure et la Vendée, on commence par défalquer du produit brut de la pêche les frais nécessités par l'achat des appâts. Au

(1) *Compte Rendu de ce Congrès*, p. 6 et 7.

Croisic, le reste se partage : deux tiers à l'équipage, un tiers à l'armateur ; il en est à peu près de même à la Turballe, à Belle-Isle, à Groix, Port-Louis et Larmor. A Douarnenez et à Concarneau, il y a combinaison d'un salaire fixe et d'une part des bénéfices en nature (1).

Si l'on veut maintenant se rendre compte du bénéfice que procure la pêche à l'armateur, il faut raisonner sur les bases suivantes : un bateau de pêche, du coût de 2.000 francs, dure environ dix ans, mais il exige des réparations plus onéreuses à mesure que les années s'écoulent ; il faut compter environ 200 francs pour l'amortissement du bateau et 200 francs pour son entretien annuel ; d'autre part, les filets, du coût de 1.500 francs, peuvent durer cinq années, mais nécessitent de nombreuses réparations, pour lesquelles on peut compter 350 francs par an. A ces chiffres il faut ajouter les frais de rôle, les dépenses diverses, soit 50 francs par an. Voilà une première catégorie de dépenses qui représente 800 francs. Or, la pêche ne durant pas plus de cent jours en moyenne par an, en tenant compte du dimanche et du gros temps, le chiffre minimum de la dépense atteint 33 francs par semaine. Il faut songer ensuite à l'achat des appâts : il faut un baril de roque et deux sacs de farine d'arachide par semaine, et le prix, en 1910, était de 17 francs le sac de farine d'arachide et de 110 francs

(1) Voir Pérard, *Réforme sociale*, 1910, p. 237 et 238 ; — et De Seilhac, p. 28 et s.

le baril de roque. Les frais d'appât, ajoutés aux dépenses ci-dessus énumérées, atteignent donc 177 francs par semaine ; étant donnée la répartition de la recette, telle qu'elle est faite généralement sur les côtes bretonnes, l'armateur ne peut couvrir ses frais, dans les conditions que nous avons indiquées, que si les produits de la pêche se vendent au moins 366 francs par semaine ; or, dans les mauvaises années, cette somme est difficilement atteinte. La condition des patrons sardiniens n'est donc pas toujours très heureuse. Celle du pêcheur n'est pas meilleure.

SECTION II

LA CONDITION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU PÊCHEUR SARDINIER

La pêche de la sardine fait vivre 20.000 pêcheurs et leurs familles et plus de 180.000 individus dont le métier se rattache à celui de la pêche. Il semblerait donc que le métier de pêcheur soit rémunérateur ; en réalité, il n'en est pas ainsi, et c'est moins en considération du gain que par atavisme, le goût de la mer se transmettant comme un héritage d'une génération à une autre, que ces populations s'adonnent à la pêche. A la rigueur, les gains que lui procure sa profession pourraient assurer son existence ; mais, lorsqu'arrive la vieillesse,

l'imprévoyance qui est la caractéristique du pêcheur breton, lui réserve de dures épreuves.

Dans le budget du pêcheur breton, c'est la pêche à la sardine qui tient la plus large place. Les autres pêches auxquelles il se livre pendant l'hiver, de novembre à juin, notamment la pêche du maquereau, la pêche du merlan, lui servent pour ainsi dire d'appoint. Voici, d'après plusieurs enquêtes personnelles auxquelles s'est livré M. Pérard, la moyenne du budget d'un pêcheur breton :

RECETTES

Pêche de la sardine	300 francs
Pêche d'hiver	250 —
Travail de la femme à l'usage	150 —
Travail des enfants	150 —
TOTAL...	850 francs

DÉPENSES

Loyer	100 francs
Nourriture.....	600 —
Chauffage et éclairage.....	50 —
Habillement	50 —
Menus plaisirs et frais divers	50 —
TOTAL ..	850 francs

« On se demande alors, écrit M. Pérard, comment le pêcheur peut vivre dans une année où la pêche de la sardine est, pour ainsi dire, nulle. En 1905, par exemple, la campagne sardinière a rapporté à chaque marin de

60 à 90 francs ; le travail de la femme à l'usine, 25 francs ; le ménage dut vivre toute l'année avec 400 francs. Quand on songe que les familles sont nombreuses, cinq et six enfants n'étant pas chose rare, on voit avec quelles privations on peut équilibrer un budget. Le plus souvent, on n'y arrive pas, et il faut recourir au crédit. A Audierne, en 1903, les dettes de la boulangerie, pour ne citer que celles-là, s'élevaient à 25.000 francs pour 4.600 habitants (1). » Il arrive d'ailleurs rarement que le marin puisse associer la culture à la pêche ; ses économies sont fréquemment affectées à l'achat d'une terre, mais il n'a pas toujours le moyen d'en réaliser. Les privilégiés qui sont propriétaires ensemencent leurs champs de blé noir, qui leur donnera leur pain, et de pommes de terre, dont ils se nourriront ; s'ils ont une vache, ils utilisent son lait pour le beurre.

En dehors de la culture, le marin s'adonne rarement à d'autres occupations. Seuls, les travaux de la femme ou des filles procurent au ménage un petit supplément. Ces salaires sont gagnés en travaillant à l'usine ; les femmes y sont payées au mille et à l'heure ; dans le salaire au mille, la moyenne du gain est de 1 fr. 50. Avec le tarif à l'heure (pratiqué notamment à Quiberon et à la Turballe), le gain moyen des femmes est de 15 à 20 centimes l'heure (2). Les femmes s'utilisent aussi en

(1) *Réforme sociale*, 1910, p. 240.

(2) Ropers, *Exposition de la condition économique et sociale du pêcheur sardinier*, thèse, Paris, 1906, p. 44 et 45.

travaillant à la confection et à la réparation des filets, en pratiquant la pêche aux coquillages et à la crevette.

A la rigueur, le pêcheur breton pourrait vivre, s'il n'était pas rongé par une plaie qui s'étend chaque jour : l'alcoolisme. Il n'est pas rare de constater cent débits par 1.000 habitants, soit une proportion de 10 pour 100, malgré les mesures récentes prises pour enrayer l'alcoolisme. La consommation de l'alcool absorbe, d'après M. Ropers, un quart du gain du pêcheur. La consommation annuelle de chaque marin s'élève, en moyenne, à 150 francs d'alcool par an ; de là, toutes les conséquences que l'on connaît, la dégénérescence de la race, la progression de la mortalité infantile, de la tuberculose chez les adultes ; le nombre des décès dus à cette terrible maladie atteint environ aujourd'hui 50 pour 1000 (1). Un écrivain, d'ailleurs pessimiste, a pu dire que, « dans moins de cinquante ans, on ne trouvera plus un soldat, plus un marin, plus un laboureur, dans cette Bretagne de batailleurs et de loups de mer classique » (2). Il faut noter toutefois que la vie au large atténue, par une élimination rapide, les effets déplorables de l'alcoolisme. Puis, le penchant des marins pour les liqueurs fortes s'excuse dans une certaine mesure par le besoin de lutter contre les fatigues du métier, contre les souffrances endurées à la suite de l'immobilité pendant les

(1) Ropers, p. 52 et 53.

(2) De Croze, *La Bretagne alcoolique* (*Revue générale de la marine marchande*, 1902, p. 435).

nuits brumeuses et froides de l'hiver. L'alcoolisme est tellement répandu dans ces régions, qu'il est tenu compte de cette passion dans la rémunération des pêcheurs par la pratique des pots de vin, sorte de paiement en nature qui est encore usité à Quiberon, à Port-Louis, à Concarneau, à Audierne et à Douarnenez.

Voici quelques coutumes locales qui sont rapportées par M. Lemy, secrétaire du VIII^e Congrès des Fabricants de conserves de sardines : « A l'Ile-d'Yeu, à la fin de la semaine, le fabricant donne au pêcheur 1 franc pour sa boisson ; il peut, aussi, lui fournir de la boisson pour cette valeur ; à Quiberon, 2 litres de vin par bateau ; à Belle-Isle, 1 litre de vin par bateau au dessous de mille sardines, 2 litres au dessus ; à Etel, 4 litres de cidre par bateau ; à Port-Louis, 1 litre de vin par homme ; à Larmor, 1 litre de cidre par homme, et 2 autres litres par bateau pour plus de deux mille sardines ; à Concarneau, 3 décilitres d'eau-de-vie par bateau ; à Guilvinec, Kérité et Saint-Guénolé, les hommes demandent la ration de Concarneau, quand le poisson est beau. A Audierne, lorsque la pêche est abondante et attire des pêcheurs d'autres lieux, les mareyeurs, qui achètent dans ce cas pour quelques Maisons de Douarnenez, donnent une demi-bouteille d'eau-de-vie par équipage ; à Douarnenez, un demi-litre d'eau-de-vie par équipage (1). »

(1) Ropers, p. 56, note.

Lors de leur deuxième congrès, tenu à Lorient, le 10 avril 1905, les fabricants de conserves, comprenant que la lutte contre l'alcoolisme est un devoir social, ont décidé de supprimer, à partir de la campagne 1905, toute distribution d'alcool et de boisson aux pêcheurs (1). Et, en fait, depuis 1905, les fabricants ont supprimé les distributions d'alcool aux pêcheurs.

Les dépenses occasionnées par l'intempérance, jointes au défaut de prévoyance, empêchent la prospérité de bien des ménages. Puis, dans l'incertitude de ce que sera la pêche de demain, de ce que donnera la saison prochaine, le pêcheur néglige d'établir son budget ; l'insécurité d'une vie chaque jour menacée éloigne le marin de l'esprit d'ordre et d'économie. A quoi bon songer à se ménager une existence meilleure pour les vieux jours, lorsque des périls sans cesse renaissants rendent problématique l'arrivée à l'âge de la vieillesse ? Et les marins ne se préoccupent pas davantage du bien-être de leur descendance que de leur intérêt personnel.

Les marins gagnent leurs salaires en vendant aux usiniers et aux mareyeurs le poisson qu'ils pêchent ; il y a en effet des usines dans tous les ports de la côte bretonne, et la fabrication des conserves absorbe la presque totalité des sardines pêchées ; ainsi à Douarnenez, qui compte 4.000 pêcheurs, il y a 26 usines de

(1) *Compte rendu du II^e Congrès*, p. 11.

conserves, il y en a 28 à Concarneau, 15 à Audierne, autant à Guilvinec, 6 à Etel, etc. Les prix auxquels les fabricants de conserves consentent à payer le poisson varient d'après les quantités pêchées, la cherté de la rogue et la grosseur du poisson capturé. Quand la pêche est abondante, la loi de l'offre et de la demande fait tomber les prix à 5 francs et même 3 francs le mille ; quand elle est médiocre, les prix remontent à 15 et 20 francs le mille ; enfin, quand elle est mauvaise et ne dépasse pas quelques centaines de sardines, les prix atteignent 40 et 50 francs le mille. Ces prix ne sont pas payés immédiatement : pour deux paniers de 200 sardines, le patron du bateau reçoit un jeton ; l'ensemble des jetons est échangé contre un bon à souche qui indique le nombre de sardines, le prix, le nom du patron, et qui lui permet d'aller toucher le montant de ce qui lui est dû, le jour où il doit lui-même verser la paye de l'équipage, généralement le samedi.

Comme pour toute marchandise, le prix est généralement fixé par le rapport entre l'offre et la demande ; toutefois, la situation du vendeur se ressent ici de la nature de la marchandise vendue ; la sardine ne peut pas être conservée plus de vingt-quatre heures sans être travaillée ; de là, l'obligation fréquente de céder la pêche à vil prix. « Devant une offre qui lui semble désavantageuse, le pêcheur hésite, et parfois même quelques révoltés reprennent la mer pour aller dans un autre port ; mais c'est encore au détriment de leurs

intérêts, car la sardine s'échauffe et perd de sa valeur. Alors que le cultivateur, qui va à la foire vendre un cheval, une vache ou du blé, peut ramener sa marchandise à la maison, si les prix de vente ne lui paraissent pas suffisants, le pêcheur est toujours à la merci de l'usinier. S'il n'accepte pas son offre, il n'a qu'une seule ressource, c'est de jeter sa pêche à la mer » (1). Il faut noter aussi que l'habitude, prise par les patrons, d'apporter régulièrement leur pêche de chaque jour à la même Maison ne leur permet pas de connaître les prix du marché, et c'est seulement lors du règlement hebdomadaire qu'ils s'aperçoivent de la perte subie. Avec l'organisation en syndicats, les marins pourraient obtenir de meilleurs résultats ; nous aurons, d'ailleurs, l'occasion de revenir sur ce point dans la dernière partie.

Ce n'est pas seulement aux usiniers, mais aussi aux mareyeurs que les pêcheurs sardiniers vendent leurs poissons. Les mareyeurs n'achètent qu'une fraction de la pêche totale, un dixième environ, mais ils prennent le poisson de première qualité, qui n'a subi aucune détérioration ; en raison même de leurs exigences, ils paient le poisson un prix supérieur. Mais le mareyage ne se pratique pas sur toutes les côtes de la Bretagne ; il ne s'exerce que dans les ports qui ont le privilège d'une gare (comme Concarneau, Audierne, Douarnenez,

(1) Article de M. Bott, secrétaire du Syndicat de Morgat, dans *le Réveil du Finistère*, rapporté par Rupers, *thèse*, p. 65.

le Croisic), ou sur les points du littoral dont les communications sont faciles avec les gares d'expédition. Les mareyeurs sont généralement d'anciens pêcheurs qui ont réalisé quelques économies, et qui ont amassé une somme suffisante, environ un millier de francs, pour se munir de paniers, de caisses, et louer un emplacement quelconque pour entreprendre leur commerce. Il suffit d'un homme de peine, payé généralement 3 francs par jour, pour les transports de poissons. Les frais les plus considérables sont occasionnés par les intermédiaires, notamment par les commissionnaires aux halles ; le montant de ces frais explique la différence entre le prix du poisson livré aux halles et le prix du poisson vendu sur les lieux de pêche. Les tentatives qu'ont faites les marins pour se soustraire à l'intermédiaire des mareyeurs et pour arriver à la vente directe de leurs poissons ne paraissent pas avoir été suivies de succès ; la cause en est peut-être moins dans la défense que les mareyeurs ont entreprise de leur exploitation que dans l'incapacité commerciale et dans la faiblesse du sentiment de solidarité qu'on observe chez les pêcheurs.

L'industrie sardinière n'occupe pas seulement les marins ; elle met en jeu de nombreuses usines, et un personnel considérable de salariés. Nous sommes ainsi amenés à dire quelques mots de la fabrication des conserves et de la condition du personnel employé dans les usines.

SECTION III

LA FABRICATION DES CONSERVES DE SARDINES

Dès que les sardines sont déchargées des bateaux, elles sont étalées sur des tables et saupoudrées de sel. Des femmes les prennent alors une à une, et, d'un coup de couteau, leur enlèvent la tête et les boyaux; puis, le poisson est jeté dans des bailles de saumure, où il séjourne un certain temps, après quoi on le lave à grande eau. Il est rangé ensuite sur des paniers en fils de fer, où les sardines sont alignées en rangs parallèles, la queue en haut, sur une inclinaison de 40 degrés environ. Les paniers sont placés dans la cour de l'usine pour que le poisson s'égoutte et sèche; toutes ces opérations doivent être menées avec la plus grande célérité, dès l'arrivée de la sardine, pour éviter des altérations qui ne manqueraient pas de se produire. Une fois le poisson séché, les paniers sont transportés dans l'usine et plongés successivement avec leur contenu dans l'huile bouillante; le poisson y séjourne pendant une ou deux minutes, selon la grosseur; puis on le fait égoutter soigneusement.

Pour frire la sardine, on emploie des chaudières construites de telle manière que les déchets (écailles, par-

celles de chair, sang coagulé, qui se détachent pendant la cuisson) tombent dans deux sortes de poches contenant de l'eau, situées de chaque côté en dessous du tuyau où circule la flamme ; on évite ainsi la carbonisation des déchets qui donnerait à l'huile un goût désagréable. Telle est la préparation suivie avec les chaudières du système La Gillardaie ; dans certaines usines, on suit une autre méthode, et la sardine est cuite à la vapeur ; la cuisson s'opère dans une chaudière, ou sous une cloche qui reçoit le poisson et dans laquelle on lance un jet de vapeur. Dans un intervalle de trois à cinq minutes, suivant sa grosseur, la sardine est cuite. Ce second procédé est plus économique que le premier, mais il a l'inconvénient de ne pas donner à la sardine une saveur aussi délicate que la cuisson à l'huile. Aussi n'est-il pas employé pour les produits de choix.

Après la cuisson, le poisson est disposé sur des plateaux de métal, qui sont distribués aux femmes chargées de l'emboitage ; puis le poisson est rangé dans des boîtes et couvert d'huile fraîche ; on procède ensuite à la fermeture des boîtes ; elles sont munies de leur couvercle et hermétiquement soudées ; enfin, pour décomposer l'air qui peut subsister à l'intérieur des boîtes et pour détruire les germes qui s'y trouvent, ces boîtes sont passées à l'ébullition selon le procédé Appert ; seulement, l'huile ne boue qu'à 175° centigrades ; il faut donc les laisser dans l'eau bouillante un certain temps, généralement une heure pour les petites boîtes et quatre heures pour

les grandes, afin d'amener l'ébullition de l'huile intérieure (1).

Les fabricants de conserves achètent le poisson au mille : c'est là un mode de procéder qui est traditionnel et auquel les pêcheurs semblent tenir beaucoup ; nous avons vu que les prix d'achat varient de 2 à 50 francs le mille ; l'acheteur se trouve sur le quai ; le patron prélève au hasard sur sa pêche quelques couples de sardines qu'il place dans un panier, et c'est sur cet échantillon que se font les offres. En cas d'acceptation, les pêcheurs débarquent leur poisson et le portent à l'usine. L'unité de règlement adoptée comme base des transactions a été souvent critiquée : à leur IV^e Congrès, tenu à Nantes les 16 et 17 avril 1907, les fabricants ont fait observer que l'achat au poids serait plus équitable et préférable à l'achat au mille. La vente du poisson au poids économiserait en effet du temps aux pêcheurs, puis le poisson subirait moins de manipulations ; or, étant donné sa délicatesse, il faut éviter de trop déplacer la sardine. Cet inconvénient est sensible surtout lorsqu'il y a une forte pêche de petits poissons : alors les pêcheurs ne les comptent pas, mais les mesurent avec des écuelles ; leur intérêt serait plutôt de peser le poisson. Mais, malgré le fondement de ces observations, les pêcheurs bre-

(1) Voir pour une description technique plus complète : De Seilhac, *la Pêche de la sardine*, p. 87 et s., à qui nous avons emprunté ces détails.

tons ont conservé le mode de règlement traditionnel (1).

A différentes reprises les pêcheurs se sont plaints, notamment en 1909, que le poisson ne leur avait pas été payé à sa juste valeur. Aussi la Fédération des Pêcheurs du Sud du Finistère a-t-elle pris l'initiative de chercher à constituer, dans chaque port de pêche, des Commissions mixtes composées de délégués des pêcheurs et des fabricants pour fixer les prix minima du poisson. Le VII^e Congrès des Fabricants, tenu à Nantes les 14 et 15 janvier 1910, a accueilli volontiers cette proposition, à la condition que les Commissions projetées ne discutent en aucun cas les quantités que les fabricants devront acheter, et la résolution suivante a été votée le 15 janvier 1910 : « Les pêcheurs ayant fait savoir aux fabricants réunis en Congrès qu'ils avaient l'intention de demander la création de Commissions mixtes, destinées à faciliter les achats de la sardine, le Congrès déclare qu'il n'est pas opposé au principe de l'établissement de ces Commissions dans les ports où les pêcheurs le demanderaient, cette acceptation étant expressément subordonnée aux réserves suivantes : des prix minima seraient fixés chaque semaine, ou plus souvent, s'il était nécessaire, pour les différents moules de poissons. Le rôle de la Commission devrait se borner, en dehors de cette fixation de prix, à centraliser chaque jour, pour les communiquer aux pêcheurs, les rensei-

(1) *Compte rendu du IV^e Congrès*, p. 12.

gnements qui lui seraient fournis par les fabricants sur leurs besoins présumés pour le lendemain. En aucun cas les quantités de poisson indiquées par les usiniers ne pourraient être l'objet de la discussion de la Commission, chaque fabricant restant absolument le maître de diriger ses achats suivant ses ressources et les besoins de sa clientèle et selon la grosseur et la qualité du poisson. »

D'autre part, au même Congrès, la substitution du kilogramme au mille comme étalon d'achat pour la sardine a été de nouveau préconisée, pour rendre plus rapide la remise du poisson à l'usine ; et le VII^e Congrès des Fabricants a décidé que, « chaque fois qu'ils en auront l'occasion et notamment lorsqu'ils les rencontreront dans les Commissions mixtes, les fabricants devront s'entretenir avec les pêcheurs de la possibilité de changer l'unité qui sert de base pour les transactions de la sardine, en vue d'arriver dans l'avenir à l'établissement d'un mode d'achat rapide et équitable (1) ».

Le personnel des usines se compose principalement de femmes employées à la manipulation des sardines, de soudeurs et de manœuvres chargés des transports et des travaux accessoires. Les usines françaises, qui sont environ 160, occupent à peu près 2.400 soudeurs (15 par usine en moyenne), 9.600 femmes (60 par usine), et 640 manœuvres. Les usines mettent généralement en

(1) *Compte rendu du VII^e Congrès*, p. 8.

boîtes un milliard de sardines (cent millions de boîtes à dix poissons par boîte). Les salaires payés aux friteuses s'élèvent à 185 francs en moyenne par saison pour chacune d'elles. Le salaire des friteuses était autrefois basé sur le nombre de sardines que prenait chaque usine. Aujourd'hui presque tous les usiniers payent les friteuses à l'heure (0 fr. 20 ou 0 fr. 25 l'heure).

Un ouvrier soudeur très au courant de son métier soude environ 70 boîtes à l'heure, soit 700 boîtes par journée de 10 heures, ce qui, au tarif de 3 fr. 75 par 100 de boîtes fermées, représente un salaire quotidien de 26 fr. 25. Mais il convient de remarquer que les ouvriers soudeurs, qui sont ainsi payés aux pièces, ne réalisent pas tous d'aussi beaux résultats; il faut tenir compte des imperfections de la fabrication; les usiniers leur retranchent toutes les boîtes où des fuites sont constatées; en moyenne, le salaire quotidien du soudeur oscille autour de 10 francs. La préparation des boîtes a lieu pendant l'hiver; mais si, pendant la saison d'été, la quantité de poisson pêché est insuffisante à les remplir, le travail de fabrication s'arrête nécessairement, et c'est une période de chômage qui commence pour les soudeurs, sans l'espoir d'aucune compensation, car les soudeurs ne travaillent que pour la sardine et non pour les pêches au maquereau ou aux poissons divers. Les salaires des ouvriers soudeurs varient d'abord suivant les années, et aussi suivant les usines; celles qui ne font que du premier choix exigent de véritables artistes

en soudure et les paient plus cher; les Maisons qui ne vendent que des sardines de seconde qualité n'offrent qu'une rémunération inférieure. Les femmes qui travaillent dans les usines et qui gagnent en moyenne pour leur saison d'été une somme variable de 175 à 200 francs, mènent une vie très dure; pendant des semaines parfois elles doivent passer la nuit à l'usine, y coucher même, après avoir fini leur travail, afin de commencer plus tôt celui que procurera la pêche du lendemain: le repos n'est observé que le dimanche.

Les ouvriers soudeurs sont constitués en syndicats, et les syndicats sont réunis en une Fédération.

Les patrons aussi sont organisés en syndicats représentant environ 130 usines, et ils tiennent des Congrès annuels, dont le premier s'est réuni, le 16 mai 1904, à Lorient. Depuis 1906, ces Congrès siègent à Nantes; le dernier a eu lieu les 3 et 4 février 1911. Ces Congrès ont pour but de réaliser une entente sur les questions d'intérêt général et d'attirer l'attention du Gouvernement sur les mesures ayant pour objet le relèvement de l'industrie sardinière.

L'application des lois sur les accidents du travail a porté les fabricants de conserves à se demander s'il n'y aurait pas lieu de constituer entre eux un syndicat d'un autre genre, un syndicat de garantie. Les fabricants se plaignent en effet des exigences des Compagnies d'Assurances contre les accidents du travail, qui leur demandent des prix variant entre 0 fr. 60 et 2 francs

pour 100 des salaires. Une communication faite par plusieurs fabricants au VI^e Congrès, tenu à Nantes les 16 et 17 avril 1909, avait pour but l'étude de cette question. L'idée fut émise qu'en constituant un syndicat de garantie les fabricants de conserves auraient à supporter des charges beaucoup moins lourdes pour s'assurer contre les accidents ; d'après les calculs faits, les primes n'auraient pas dépassé 0 fr. 60 à 1 franc pour 100 des salaires, selon l'outillage de chaque usine et les conditions dans lesquelles le travail s'y effectue. Cependant le Congrès écarta le projet de constitution d'un syndicat de garantie, par suite de l'impossibilité de rompre les contrats en cours avec les Compagnies d'assurances. Mais l'idée sera certainement reprise à bref délai, car les avantages du syndicat de garantie ne sont pas douteux ; on sait qu'il est formé par une association d'employeurs qui s'assurent en commun sous le contrôle permanent de l'État, mais en conservant autonomie et indépendance pour supporter solidairement les responsabilités qui leur incombent ; et, après acquittement de toutes les dépenses qui en découlent, se répartir proportionnellement le trop perçu de leurs primes. Le syndicat a surtout l'avantage de fournir l'assurance à prix coûtant, puisque, dégagés de tous frais, impôts, versement de capital, cautionnement et autres charges fiscales, les assurés, étant leurs propres assureurs, gèrent eux-mêmes leurs syndicats et réduisent au minimum les dépenses générales.

La fabrication et la soudure des boîtes de conserve, qui ont été longtemps faites à la main, ont donné lieu, à une époque récente, à des innovations qui ont suscité la colère des ouvriers et amené des grèves sanglantes. Les transformations apportées à cette industrie dans les dernières années sont au nombre de deux : l'emploi du soudage mécanique et celui du sertissage mécanique. Le recours aux machines pour la soudure des boîtes a occasionné une première émeute, en 1902, à Douarnenez (1). L'usage des machines pour le sertissage des boîtes a suscité les cinq grèves de 1909 (2). En effet, les ouvriers se sont vus d'abord dépossédés du monopole du soudage des boîtes rondes ; ces boîtes ne sont plus soudées aujourd'hui, mais serties mécaniquement à l'aide de tours qui n'exigent aucun apprentissage spécial et que le premier venu peut mettre en marche. Il est vrai que l'emploi des boîtes rondes était peu fréquent pour les sardines, la forme allongée de ce poisson ne s'y prêtant pas ; mais de nouveaux perfectionnements mécaniques ayant été imaginés, une machine à souder a été inventée. Ce fut le signal d'une véritable émeute en 1902, et d'une des crises les plus graves qui aient sévi sur l'industrie sardinière. Cette crise se renouvela, en 1909, lors de la mise en pratique du sertissage mécanique. Les ouvriers étaient d'autant plus surexcités que,

(1) Voir p. 55 *infra*.

(2) Voir *infra*, p. 56 et suiv.

depuis de longues années déjà, ils avaient à subir la concurrence des apprentis, petits mousses, qui sont chargés du travail facile de l'adaptation des clés aux boîtes et qui sont initiés en même temps à l'art du soudage. Or, les apprentis, recevant un salaire notablement inférieur à celui des ouvriers soudeurs, occasionnent un préjudice sérieux à ces derniers.

TROISIÈME PARTIE

LES CRISES DE L'INDUSTRIE SARDINIÈRE EN BRETAGNE

Les crises qui menacent l'industrie sardinière en Bretagne sont de deux catégories : comme dans toutes les branches de l'activité économique, ce sont des crises de surproduction ou de sousproduction. Quand la pêche est trop fructueuse, les ouvriers des usines ont du travail assuré, et ils y trouvent leur compte, mais les pêcheurs pâtissent, car les sardines ne leur sont plus payées qu'à un prix inférieur, vu leur abondance. Si, au contraire, la sardine est rare, les pêcheurs reçoivent une rémunération élevée pour la vente de leur poisson ; mais, la préparation des boîtes ne pouvant occuper tout le personnel de l'usine, nombre d'ouvriers soudeurs ou de friteuses sont congédiés et voient s'ouvrir devant eux une période plus ou moins longue de chômage. Or, les périodes de bonne pêche et de pêche détestable se succèdent brusquement, sans qu'on ait des données permettant de les prévoir ; de là, une pénible incertitude qui pèse sur cette industrie et qui empêche les patrons de combiner leurs approvi-

sionnements de manière à maintenir toujours une équivalence sensible entre la masse de leurs stocks et l'état du marché.

Mais, quels que soient les intérêts opposés des pêcheurs et des ouvriers d'usines, il est certain que le sort des uns et des autres deviendrait meilleur si la pêche était d'une abondance plus régulière. Les syndicats de pêcheurs s'entendraient pour lutter contre l'aviilissement des prix ; le personnel des usines aurait sa vie assurée. La véritable cause des crises qui sévissent à des intervalles plus ou moins rapprochés et pendant des périodes d'une durée variable sur les côtes de la Bretagne provient donc plutôt des années où il y a disette de poissons. D'ailleurs, quand la sardine manque, elle a beau être payée cher aux pêcheurs, ceux-ci, faute de poisson à livrer aux usiniers, n'arrivent pas à gagner leur vie. Nous examinerons successivement les crises tenant à l'absence du poisson ; puis, celles tenant au machinisme.

SECTION I

L'ABSENCE DE POISSON

Tous les quinze ou vingt ans, écrit M. Varigny (1), la sardine se fait rare ; puis elle revient avec son abondance habituelle ou peu s'en faut¹ ; dès le

(1) *Le Temps* du 4 février 1903.

xviii^e siècle, on constate des périodes de rareté. C'est ainsi qu'elle disparut presque totalement de 1760 à 1774. Au cours du xix^e siècle, elle a disparu graduellement sur le littoral de l'Écosse. En 1860, elle fit complètement défaut en France; 1880, 1881, 1882 furent des années médiocres; de 1884 à 1887, la sardine manqua presque absolument. Le Rapport de M. Bouchon-Brandely (1), secrétaire du Collège de France, chargé, en 1887, d'une mission pour étudier sur le littoral breton les causes de la rareté de la sardine, contient les constatations suivantes : « La crise a réduit les pêcheurs de Douarnenez à une si profonde misère que beaucoup se voient dans la douloureuse obligation de laisser mendier les femmes et les enfants. Foncièrement honnêtes, ils ont trouvé tout d'abord crédit chez le boulanger et l'épicier; mais ce crédit est épuisé, car ceux-ci n'ont plus eux-mêmes le moyen de le continuer plus longtemps. D'où provient la crise? On le sait : de la rareté de plus en plus grande de la sardine sur le proche rivage. Nos côtes de l'Océan étaient pour ce poisson un lieu de prédilection; la ponctualité de ses périodiques retours assurait à nos marins une existence exempte d'inquiétude durable; les pêches fournissaient en abondance aux industriels les produits qui entretenaient sans répit l'activité et la prospérité de leurs usines.

(1) Cité par M. de Seilhac, *op. cit.*, p. 5.

A quoi faut-il attribuer la diminution ou la désertion de la sardine ? A des causes générales d'ordre météorologique, climatologique, hydrologique ? ou à des causes locales, telles que l'emploi de certains engins de capture, les pêches excessives et abusives pratiquées à l'aide de ces engins ? Les deux systèmes ont des partisans convaincus, et il est vraisemblable que chacun d'eux renferme une part de vérité. Est-il à espérer que cet état de choses cessera normalement, ainsi que le croient de vieux pêcheurs qui se souviennent de périodes de disette, sinon aussi prolongées, mais aussi accentuées que celle dont ils souffrent actuellement ; et, comme le laisseraient encore supposer de plus anciens précédents d'après lesquels, au siècle dernier, notamment vers 1770, la sardine, après avoir disparu de nos lieux ordinaires de pêche, y revint tout à coup, sans que les causes de son brusque départ ni de son soudain retour aient été expliquées d'une façon rationnelle ? Ou bien devra-t-on, pour améliorer cet état de choses, recourir à des mesures de protection et de prévoyance dont la nature est à chercher ? » (1)

Les interviews que M. Bouchon-Brandely recueillit auprès des pêcheurs de la côte pour trouver la réponse à cette question se résumèrent dans cette affirmation que la sardine, poisson délicat et frileux, disparaît de

(1) *Journal Officiel*, des 12 et 23 juin 1887.

nos côtes lorsque la température ne lui semble pas assez clément.

Les années 1888 à 1894 furent signalées, au contraire, par des pêches abondantes ; mais, en 1902 et 1903, une véritable fatalité vint s'abattre sur les côtes bretonnes ; toutes les pêches manquèrent à la fois : sardines, maquereaux et poissons divers. La crise continua pendant les années suivantes et, finalement, sept années mauvaises, de 1901 à 1908, se succédèrent sans intermitte. La crise, qui se prolongea de 1902 à 1908, fut d'autant plus intense que la concurrence étrangère devenait plus redoutable, les usines espagnoles et portugaises ayant à la fois amélioré la qualité de leurs conserves et augmenté leurs moyens de production.

Les Congrès des Fabricants de conserves fournissent des renseignements périodiques sur l'acuité de la crise. Le premier Congrès, tenu à Lorient, le 16 mai 1904, déclare que les résultats de la pêche à la sardine ont été désastreux pendant la campagne 1902, et qu'il y a eu absence presque complète de poissons sur la côte de Bretagne pendant celle de 1903 (1).

Au V^e Congrès, tenu à Nantes les 3 et 4 avril 1908, il est constaté que « la pêche de la sardine n'a, depuis cinq années, donné, sur les côtes de Bretagne et de Vendée, que des résultats désastreux ; pareil état de choses est non seulement une cause immédiate de misère pour

(1) *Compte rendu*, p. 7.

les pêcheurs et le personnel ouvrier de la côte, mais peut, par sa durée, amener la clientèle ancienne des fabricants français à prendre l'habitude de s'approvisionner chez leurs concurrents étrangers, ce qui constitue, pour l'industrie sardinière et tous ceux qui en vivent, un grand danger pour l'avenir.» (1) Au VI^e Congrès, les 26 et 27 février 1909, M. Amieux signale que, pendant l'année 1908, la pêche a été relativement abondante en Vendée, en Loire-Inférieure et même dans une partie du Morbihan, mais qu'elle a été presque nulle dans le reste du Morbihan et dans le Finistère (2).

SECTION II

LE CONFLIT ENTRE LES FABRICANTS ET LES OUVRIERS SOUDEURS A L'OCCASION DU MACHINISME

Pendant la même période de 1902 à 1908, les ferblantiers et les ouvriers soudeurs travaillant dans les usines furent encore plus malheureux que les pêcheurs, puisqu'étant payés à l'unité de fabrication ils ne touchèrent, dans ces années mauvaises, que des salaires lamentables et même ne furent pas employés du tout pendant l'hiver.

(1) *Compte rendu*, p. 6.

(2) *Compte rendu*, p. 3.

Ils ressentirent alors plus cruellement les effets de la concurrence provenant, depuis longtemps, de l'embauchage des apprentis par les usiniers, puis de l'emploi des machines à souder les boîtes, qu'un industriel de Douarnenez avait essayé d'introduire dès 1902 dans ses ateliers.

Le soudage mécanique a été utilisé, d'abord, par les Espagnols et les Portugais, et leur a permis de réaliser une appréciable économie de main-d'œuvre. En effet, les machines à souder font le travail de dix bons ouvriers pour un prix plus de six fois moindre ; le coût des boîtes de quarts, fabrication et soudage, s'élève en France à 25 francs le mille, et exige 1 kilogramme environ de soudure par caisse. En Espagne et au Portugal, les machines employées ne dépensent pas plus de 400 grammes par caisse, et leurs boîtes ne dépassent pas 4 francs le mille. L'essai tenté par l'industriel de Douarnenez souleva une véritable émeute ; les ouvriers soudeurs profitèrent de la journée du 14 juillet 1902 pour saccager l'usine et détruire les machines à souder. Ce pillage, accompagné d'une tentative d'incendie, coûta à la ville de Douarnenez la somme de 75.000 francs (1), et mit obstacle, pour quelques années, à l'installation d'un outillage plus conforme aux procédés de fabrica-

(1) La commune de Douarnenez, n'ayant pu empêcher les violences de l'émeute, la destruction et le pillage de l'usine, fut déclarée responsable et dut indemniser l'industriel, M. Masson, des dégâts causés à son établissement.

tion moderne qui sont adoptés notamment en Espagne et au Portugal.

Le Syndicat des Fabricants de conserves se préoccupa naturellement de munir ses adhérents d'un outillage les mettant en mesure de lutter contre l'industrie étrangère. Lors du voyage de M. Viviani, alors ministre du Travail, à Nantes, en 1907, la note suivante lui fut remise, le 22 décembre, à la préfecture de Nantes, par le Syndicat :

« Les fabricants se sont ingéniés à augmenter la préparation de poissons autres que les sardines, tels que le thon, le maquereau et les sprats. Ils ne reculent devant aucun sacrifice pour obtenir ce résultat, et c'est ainsi que, notamment, ils n'ont pas hésité, en pleine crise sardinière, et quoiqu'ils eussent l'assurance que l'Administration remettrait à plus tard la stricte application du décret du 28 juillet 1904, à créer des dortoirs partout où nécessaire, et à les organiser de façon à attirer vers les centres de fabrication le personnel femmes qui était insuffisamment fourni par la population locale, et ils continueront à agir ainsi au fur et à mesure qu'ils verront la possibilité de recevoir en plus grande quantité la matière première, c'est-à-dire le poisson. Les efforts des fabricants seraient toutefois stériles, s'ils continuaient à se heurter à un obstacle sur lequel ils croient devoir attirer plus particulièrement votre attention, puisque comme Ministre du Travail vous avez dans vos attributions ce qui concerne la main-

d'œuvre, et que, au même degré que nous, vous avez le désir de voir éviter tout conflit entre employeurs et employés.

« Cet obstacle consiste dans les difficultés qui, depuis un certain nombre d'années, sont suscitées aux fabricants de la côte par des ouvriers soudeurs qui prétendent s'opposer par la force à toutes modifications qui auraient pour but de substituer petit à petit la machine à la main-d'œuvre pour la fabrication des boîtes à conserves. Les fabricants se sont jusqu'ici heurtés à une opposition systématique qu'aucun argument n'a réussi à vaincre. Depuis le pillage, en juillet 1902, de l'usine Masson, à Douarnenez, tout essai nouveau s'est heurté à une opposition à peu près identique, alors que cependant l'intérêt des pêcheurs et des ouvrières exige la transformation immédiate des moyens de fabrication surannés encore actuellement employés sur les côtes de Bretagne et de Vendée. En effet, la nécessité, pour les fabricants de chercher, à défaut de sardines, à assurer du travail à leur personnel par la mise en boîtes de poissons autres, mais de valeur moindre, et ne pouvant être vendus qu'à bas prix, les met dans l'obligation d'éviter que leurs prix de revient ne soient inutilement grevés, alors surtout qu'ils se trouvent en présence de la concurrence étrangère devenant, chaque année, plus importante. Cette concurrence étrangère, qu'il s'agisse de sardines espagnoles ou portugaises, ou qu'il s'agisse de sprats préparés en Norvège, Belgique ou Hollande,

a adopté depuis longtemps et uniquement la boîte fabriquée et fermée mécaniquement. Il y a une quinzaine d'années, les fabricants français obtenaient facilement des prix rémunérateurs ; mais, depuis lors, la situation s'est modifiée du tout au tout, et ils sont aujourd'hui obligés de compter avec la production étrangère, car, dans de nombreux pays, il s'est créé une fabrication intense de poissons payés meilleur marché qu'en France, mis en boîtes avec une main-d'œuvre moindre et dans des usines munies d'outillage perfectionné. Nous ajouterons qu'en France même, sur la côte de la Manche, il s'est créé des usines pour la mise en boîtes de maquereaux et de sprats, qui, toutes, emploient la boîte mécanique et se trouvent de ce fait mieux placées que les fabricants de Bretagne. Tout dernièrement, des ouvriers boitiers à Nantes ont refusé à leur patron de préparer des boîtes vides qui lui étaient commandées par un fabricant de conserves de la Manche, sous le prétexte qu'elles étaient destinées à être fermées mécaniquement. Pour la première fois nous constatons, cette année, l'introduction, en France, de machines à sertir d'Allemagne et de boîtes vides fabriquées dans ce pays, qui seront fermées par les dites machines.

« D'un autre côté, il ne faut pas oublier qu'étant donné qu'il y a obligation pour les fabricants de mettre en boîtes les poissons le jour même où ils ont été pêchés, il est nécessaire qu'ils organisent leurs usines pour que,

du jour au lendemain, elles puissent absorber les quantités de poissons que pourraient leur apporter les pêcheurs.

« M. le Ministre de la Marine, se faisant l'écho de certaines objections formulées par des gens insuffisamment renseignés, a paru reprocher aux fabricants de ne s'être pas outillés de façon à pouvoir dire aux pêcheurs que leurs usines étaient en mesure de recevoir telles quantités de poissons qui seraient pêchées. Or, nous déclarons que les fabricants sont prêts à préparer des quantités de poissons pour ainsi dire illimitées, mais à deux conditions : d'abord, qu'ils aient le personnel femmes nécessaire, et ensuite qu'ils puissent rapidement fermer les boîtes remplies, puisque leur fermeture ne peut attendre au lendemain. Sur le premier point, nous avons dit être en mesure d'attirer aux usines les ouvrières nécessaires à la fabrication ; quant au second point, il faut reconnaître qu'il n'a pas dépendu jusqu'ici des fabricants que leurs usines fussent outillées pour un travail plus rapide, et en tout cas ils demandent qu'il ne soit pas toléré que des moyens illégaux soient employés pour retarder les améliorations d'outillage qui sont devenues une absolue nécessité pour notre industrie. Ce sont les fabricants français qui ont créé la fermeture mécanique des boîtes et, c'est également en France que les principales améliorations ont amené l'outillage au degré de perfection où il est aujourd'hui ; aussi est-il triste de constater que ce sont les étrangers

qui, jusqu'ici, ont presque uniquement profité de ces efforts. Pour les boîtes légumes seulement, la boîte fermée mécaniquement est adoptée par les fabricants français, parce que, là où se trouvent leurs usines, ils ont eu la possibilité d'user de leurs droits d'améliorer leur outillage ; aussi constate-t-on que l'emploi, pour les légumes, de la boîte fermée mécaniquement a eu comme conséquence de permettre aux cultivateurs de donner à leurs cultures un essor qui eût été matériellement impossible, s'il avait fallu continuer à fermer à la main les boîtes. Ce qui a été vrai pour les légumes le serait également pour les poissons.

« Comme conséquence des observations que nous avons pris la respectueuse liberté de vous présenter, nous vous prions, Monsieur le Ministre, de prendre en considération que la sécurité qui est due à chacun, du moment qu'il use de ses droits sans en abuser, soit assurée aux fabricants de conserves sur les côtes de Vendée et de Bretagne, ainsi qu'aux ouvriers disposés à coopérer à la fabrication mécanique des boîtes et que des précautions soient prises pour éviter les manifestations violentes qui ont généralement accompagné les tentatives d'améliorations dans la fermeture des boîtes (1). »

Malgré cet appel aux pouvoirs publics, les patrons, prévoyant une résistance opiniâtre de la part des ouvriers soudeurs, décidèrent de répondre par un lock-

(1) *Compte rendu du V^e Congrès*, 1908, p. 28 et s.

out régional à toute coalition ou grève partielle ayant pour but d'entraver le fonctionnement normal d'une ou de plusieurs usines en raison du soudage mécanique ou du sertissage des boîtes. Voici le texte de cette décision, prise à Nantes, le 26 février 1909 :

« I. Dans le cas où une ou plusieurs usines exploitées par les signataires de la présente convention situées dans une des régions déterminées au tableau ci-après annexé, se trouveraient dans l'impossibilité de fonctionner normalement soit par mise en interdit de la part des ouvriers soudeurs, soit par suite du refus des pêcheurs de leur vendre des poissons, soit par suite de refus de travail de la part des femmes et des manœuvres, soit encore par suite d'un travail quelconque exécuté systématiquement d'une façon défectueuse, le ou les fabricants ainsi boycottés convoqueront immédiatement les autres fabricants signataires de cette convention et exploitant des usines dans la même région, à une réunion qui se tiendra au lieu indiqué pour chaque région au tableau ci-après annexé.

« II. La réunion devra avoir lieu le surlendemain du jour où la convocation (qui pourra être faite par dépêche) aura été remise aux fabricants. Ceux-ci s'engagent à faire tout ce qui dépendra d'eux pour y assister en personne ; dans le cas d'impossibilité, ils devront se faire représenter soit par un fondé de pouvoirs de leur Maison, à l'exclusion des gérants de leurs

usines, soit par un de leurs confrères, prenant part à la réunion pour son compte personnel.

« III. Le ou les fabricants ayant provoqué la réunion exposeront à leurs collègues les faits ayant motivé la convocation ; ils pourront faire entendre leurs gérants pour fournir tous renseignements utiles, mais ceux-ci ne pourront pas prendre part à leurs délibérations.

« IV. S'il est reconnu que les faits visés se rattachent directement ou indirectement à la question de la fabrication mécanique des boîtes, soit que les fabricants boycottés en fassent usage, soit qu'ils se refusent à prendre des engagements relatifs à leur emploi éventuel, soit sans motif justiciable, les soussignés s'engagent à suspendre leurs achats de poissons dans la région où se trouvent la ou les usines en cause jusqu'à ce que le ou les fabricants boycottés aient obtenu la cessation des troubles ayant motivé la convocation.

« V. Les décisions seront prises à la majorité des voix et lieront tous les fabricants d'une même région, signataires de la présente convention. Au cas où il y aurait partage des voix, la voix du président de la réunion sera prépondérante.

« VI. Si le fabricant ou les fabricants ayant provoqué la réunion estimaient que les décisions prises à leur égard ne sont pas conformes à la présente convention, ils auraient le droit d'en appeler au Bureau du Congrès, qui, après s'être entouré de tous les renseignements jugés par lui utiles, pourrait les maintenir ou les modi-

fier. Les décisions prises dans ce cas par le Bureau du Congrès seraient définitives pour tous les fabricants d'une même région ayant adhéré à la présente convention, et devraient être exécutées par eux dès qu'elles leur auraient été notifiées, au besoin par dépêche.

TABLEAU DES LIEUX DE RÉUNION

<i>I^{re} Région</i> : De la pointe de Saint-Mathieu à l'Odet.	Quimper
<i>II^e Région</i> : De l'Odet à la fin du Finistère.....	Quimper
<i>III^e Région</i> : Morbihan et Loire-Inférieure jusqu'à la Loire	Vannes
<i>IV^e Région</i> : De la Loire à la Gironde.....	La Roche-sur-Yon
<i>V^e Région</i> : Au-delà de la Gironde.....	Bordeaux (1) »

De leur côté, les ouvriers soudeurs affichèrent leur intention de s'opposer par tous les moyens à l'installation des machines à souder qui, d'après eux, les priveraient de leur gagne-pain. Un Congrès des Ferblantiers-Boîtiers, tenu à Paris, du 18 au 21 janvier 1909, avait étudié la question, mais ne s'était arrêté à aucune résolution pratique ; il s'était borné à tenter une démarche auprès du Ministre du Travail qui promit de faire tous ses efforts pour arriver à une solution amiable du conflit (2). Tandis que les patrons louaient sans réserve le travail à la machine, qu'ils

(1) *Compte rendu du VI^e Congrès des Fabricants*, 26 et 27 février 1909, p. 9.

(2) *Compte rendu du Congrès des Ferblantiers-Boîtiers*, janvier 1909, p. 26.

considéraient comme parfaitement exécuté et bien plus économique, les ouvriers affirmaient, au contraire, que l'économie réalisée par l'emploi de la machine était des plus minimes et que cette dernière ne procurait nullement l'étanchéité désirable. Le Secrétaire et le Trésorier du Syndicat des Soudeurs affirmaient que la fermeture à la machine n'était pas beaucoup plus rapide que la fermeture à la main : « Le prix d'une machine à souder est d'environ 8.000 francs ; la machine, en fonctionnement normal, parvient à fermer 8.000 boîtes par jour ; mais il faut déduire de ce chiffre 25 pour 100 au moins de malfaçons, et parfois même, quand la machine n'est pas aux mains d'ouvriers expérimentés, ces malfaçons atteignent 75 pour 100. D'autre part, il faut quatre personnes pour manœuvrer une machine : un mécanicien, un manœuvre qui apporte et emporte les boîtes, une femme qui y met l'huile et un soudeur qui ferme au moyen d'une capsule le trou d'introduction de l'huile. Or, deux ouvriers soudeurs parviennent à fermer à la main 2.000 boîtes par jour, et cela sans malfaçons (la malfaçon demeure, en effet, à la charge de l'ouvrier et entraîne une retenue sur son salaire) (1). »

Mais l'usinier mis en cause contestait les chiffres indiqués par ses ouvriers : « La machine à souder coûte, dit-on, 8.000 francs pour une production de 8.000 boîtes par jour ; en réalité, le prix est moindre, et la production

(1) *Ouest-Eclair* : « Au pays de la sardine », 21 juin 1909.

bien plus considérable, environ mille boîtes à l'heure. Les fuites, ajoute-t-on, atteindraient un chiffre anormal de 25 et même de 75 pour 100 ; or, le fournisseur de la machine garantit une fuite par 100, c'est-à-dire un travail plus parfait qu'à la main (1). »

Les patrons invoquaient aussi un argument de nature à impressionner les pêcheurs : la faiblesse des prix qui sont proposés à ces derniers en cas de pêche abondante provient de ce que les usines sont incapables de travailler en peu de temps le poisson rapporté à terre : or la sardine ne peut attendre qu'un temps très court avant d'être mise en boîtes, sinon, elle s'altère. Avec le remplacement de la fermeture à la main par la fermeture mécanique, les usines sont, à tout moment, en mesure d'absorber les poissons capturés par les pêcheurs, et ceux-ci peuvent désormais compter sur de bons prix, quelle que soit l'abondance de leur cargaison.

En réalité, toutefois, cet argument ne valait pas grand-chose ; il était démenti par les précédents : bien souvent, dans des années de pêche exceptionnelle, les usiniers s'étaient passés de machines et n'avaient nullement augmenté le nombre de leurs ouvriers soudeurs (2).

En dehors de la rapidité, la machine procurait-elle une économie appréciable aux fabricants ? Ceux-ci se

(1) *Ouest-Eclair*, 15 juillet 1909.

(2) Voir, à cet égard : Le Bail, *l'Industrie sardinière* (*Populaire de Nantes*, du 15 mai 1909).

prononçaient pour l'affirmative; ainsi l'un d'eux, M. Rodel déclarait, dans une lettre rectificative insérée dans *l'Ouest-Éclair* du 13 mai 1909, que l'économie réalisée par la machine peut être évaluée à 3 francs par caisse de 100 boîtes de quarts. Et ce chiffre concorde avec l'estimation de M. Le Bail (1).

Toutefois, en faveur de la fermeture à la main, on peut invoquer qu'elle procure une étanchéité parfaite, et qu'elle offre aux consommateurs une sécurité absolue. M. Le Bail rapporte, à ce sujet, des exemples de sardines consommées quinze ans après leur mise en boîte, et d'une perdrix aux choux mise en boîte pour l'exposition de 1856, et qui fut parfaitement conservée pendant plus de cinquante ans. Il est plus douteux que la soudure à la machine produise une étanchéité aussi parfaite et assure une conservation aussi longue du produit. A la vérité, les patrons affirment que la fermeture mécanique est depuis longtemps appliquée à l'étranger et qu'elle est usitée même en France pour les conserves de légumes et de fruits; mais tout le monde sait que les conserves étrangères ne peuvent pas concurrencer les produits français au point de vue de la qualité; quant aux fruits et légumes, leurs conserves sont préparées à l'eau salée, au vin blanc, au beurre ou à l'étuvée; l'huile n'est pas employée pour elles, et c'est précisément l'huile qui est accusée d'attaquer et de désagréger le joint de

(1) *Populaire de Nantes*, du 15 juillet 1909.

caoutchouc dont l'interposition est nécessaire pour assurer l'étanchéité absolue de la fermeture (1).

De même, M. Blanc, chimiste expert au Laboratoire de la Guerre, déclara à une délégation du Congrès des Soudeurs, réuni en janvier 1908, à Paris, que les boîtes serties au moyen de rondelles de caoutchouc ou de plomb n'offraient pas une fermeture hermétique, et que la détérioration se ferait plus facilement pour les conserves à l'huile. M. Le Bail rapporte à cet égard trois expériences ayant pour objet de mettre en comparaison la soudure à la main et la fermeture mécanique :

« *Première expérience* : deux boîtes de conserves de cépes à l'huile, fabriquées dans une maison réputée pour ses produits, ont été ouvertes ; le fer-blanc spécial du récipient est bon, et le sertissage existe à la base et au sommet ; l'une des boîtes date de l'avant-dernière campagne, et la seconde a été fabriquée en 1908. La première boîte est soumise à la pression destinée à la vérification après soudage et laisse suinter de l'huile. On l'ouvre : le contenu est en décomposition. Après vérification faite du sertissage, on constate que le joint est décomposé et réduit à l'état de poussière. La seconde boîte a résisté à la pression et n'a pas fui ; le produit a bon aspect ; mais le contenu contient de l'eau qui est entrée au moment de l'ébullition, sans doute, car les

(1) Cf. l'article de M. Xavier Rocques dans la *Revue générale des sciences pures et appliquées*, numéro du 30 août 1908.

cèpes conservés à l'huile sont cuits à l'huile et ne conservent pas leur eau. Le joint, réduit à sa plus simple expression, a subi déjà l'action corrosive de l'huile. Il est à noter qu'avant le sertissage la bague en caoutchouc déborde, à raison de sa largeur, dans l'intérieur de la boîte, que l'écrasement mécanique qui résulte du sertissage le fait baver encore davantage dans le corps du récipient où il est en contact avec l'huile.

Deuxième expérience : Des boîtes cylindriques en égal nombre contenant de l'huile ou de l'eau ont été fermées le jour même de l'expérience ; les unes ont été serties, les autres soudées à la main. Toutes ont subi, dans des cuves distinctes, deux heures d'ébullition à l'air libre, après avoir été pesées avec soin. Le poids exact a été inscrit sur les boîtes ; les récipients fermés à la main ont conservé leur poids, sauf un qui, en tombant, a subi un choc et a fui. Parmi les boîtes serties, deux ont conservé leur poids, 557 et 548 grammes : quatre autres ont perdu : l'une, 4 grammes ; deux, 3 grammes ; et la dernière, 1 gramme. Les deux qui restent ont gagné chacune 2 grammes.

« *Troisième expérience :* elle a été faite sur des boîtes de sardines ou de thon français de rivière. Ces boîtes, au nombre de 30, sont pour moitié soudées à la main, et pour l'autre moitié serties à l'aide de tous les procédés connus. Le sertissage n'existe qu'à une extrémité de la boîte, fond ou couvercle. Préalablement lavées à la benzine, ces boîtes ont été soumises à l'ébullition dans

deux récipients distincts. Essuyées ensuite avec soin, elles ont été soumises dans un étau entre les deux tampons spéciaux employés aux vérifications d'usage, à une pression progressive qui a donné les résultats suivants : aucune boîte soudée à la main n'a laissé paraître la moindre trace d'huile à l'extérieur. Des feuilles de papier de soie ou de papier à cigarettes ont été vainement promenées à l'endroit de la soudure. Au contraire, toutes les boîtes serties, françaises ou étrangères, ont laissé paraître des suintements d'huile, visibles à l'œil ou constatés à l'aide du procédé ci-dessus décrit (1) ».

Mais ces expériences ne sont pas absolument concluantes. On peut en déduire, sans doute, que la soudure à la main paraît supérieure à la fermeture mécanique, mais il n'en résulte nullement que celle-ci ne fournisse pas une étanchéité suffisante. Dans la pratique, d'ailleurs, les conserves ne sont jamais soumises à une pression ou à une ébullition semblable. La première expérience serait plus probante, mais il est difficile de tirer d'un cas isolé une conclusion générale. Seules des vérifications opérées par les soins des pouvoirs publics auraient donné des indications d'une incontestable autorité. Elles ne sont intervenues que beaucoup plus tard. Le Ministre de l'Intérieur s'est contenté d'abord de prescrire aux usiniers de renoncer à utiliser les boîtes, fermées à la main ou mécaniquement, qui présentent

(1) *Populaire de Nantes*, du 16 mai 1909.

des bavures intérieures dues aux soudures extérieures (1). Plus tard, il a été procédé à une expertise officielle, à la requête des soudeurs, des boîtes soudées à la main et des boîtes fermées mécaniquement, et l'expert officiel a émis l'avis que les boîtes serties à la machine présentaient, au point de vue de l'hygiène, les mêmes garanties que les boîtes soudées. Le Ministère de la Marine exige, du reste, que les conserves livrées à son département soient désormais logées en boîtes serties (2).

Mais, en l'absence d'indications officielles, les ouvriers soudeurs, ne s'inspirant que de leur intérêt personnel, voyaient dans la machine l'instrument qui les chasserait de l'usine ; ils redoutaient que cette modification de l'outillage ne leur causât la perte de leurs salaires. Et il faut bien reconnaître qu'en équité leurs réclamations étaient dans une certaine mesure fondées, le droit à la vie étant au moins aussi sacré que

(1) Lettre du 11 octobre 1909 à M. Lemy, président du Syndicat des Produits alimentaires en gros. (*Compte rendu du VII^e Congrès des Fabricants*, 1910, p. 21.)

(2) *Compte rendu du VIII^e Congrès des Fabricants*, 3 et 4 février 1911, p. 3.

Le problème était le suivant : il s'agissait de trouver, en dehors de la soudure, un mode de fermeture qui assurât une herméticité absolue. Or, les joints en caoutchouc, employés pour les soudures à la main, étaient solubles dans l'huile et cet inconvénient en avait fait critiquer l'usage. Les joints spéciaux dont on se sert aujourd'hui avec la fermeture mécanique mettent les consommateurs à l'abri de tout danger.

le droit au progrès invoqué par les industriels. Ceux-ci affirmaient que les ouvriers qui perdraient leur emploi de soudeurs trouveraient du travail comme mécaniciens dans les usines se servant de machines à sertir. Mais, d'abord, il n'est pas toujours très facile de changer de métier ; sans parler de la difficulté d'assimilation, les ouvriers, surtout en Bretagne, éprouvent parfois de la répugnance à quitter leur région pour une autre. Les usiniers comprirent vite d'ailleurs que l'amélioration économique représentée par la substitution de la fermeture mécanique à la soudure à la main pouvait entraîner une aggravation dans la condition des ouvriers. Tous admirèrent le principe de compensations à accorder aux ouvriers évincés ; seulement, quelles devaient être exactement ces compensations ? Sur ce point, le conflit recommença.

M. Ouizille, propriétaire d'usines importantes à Lorient, proposa à ses ouvriers un règlement d'une rédaction très modérée et dont voici le résumé :

1° Énumération des salaires accordés aux soudeurs pour la fabrication et la fermeture des boîtes ; en outre, stipulation d'une gratification de 0 fr. 25 par 100 boîtes pour les ouvriers ayant convenablement exécuté le contrat ;

2° Les ouvriers s'engagent, lors de la présente campagne de 1909, à fermer les boîtes fabriquées par eux, ainsi que celles venant d'autres usines de la Maison Ouizille, ou qui seront fournies par des tiers, le tout

suivant les prix et conditions énumérés d'autre part ;

3° Le plus grand ordre devra régner dans l'atelier ; il est interdit de fumer et d'introduire de l'alcool ou des liqueurs ;

4° Tout soudeur en état d'ivresse se verra interdire l'entrée de l'atelier ; il sera renvoyé pour la journée. En cas de récidive, il pourra être renvoyé définitivement ;

5° Il est interdit de quitter le travail en dehors des heures fixées pour les repas, leur durée devant être d'au moins une heure et demie par journée ordinaire de travail ;

6° Pendant la saison de pêche et en cas d'urgence les ouvriers devront travailler le dimanche, la Société ayant à se munir de l'autorisation nécessaire ;

7° La paye aura lieu sous déduction des fuites ;

8° Le présent contrat prendra fin avec la campagne 1909 ;

9° La Société Ouizille se réserve le droit de remplir dans son usine des boîtes de formes diverses pour le thon, qui seront fermées par sertissage ;

10° La Société se réserve aussi le droit de remplir des boîtes de fer-blanc en sardines, maquereaux, anchois ou sprats, qui seront fermées par sertissage, soit à l'usine, soit dans une autre usine où elle les enverra. Toutefois, elle n'usera de cette faculté que les jours, et dans les proportions, où les quantités de poissons prises à l'usine et mises en boîtes de fer-blanc représenteraient

plus de 700 boîtes par soudeur, 2 boîtes de $1/2$ étant comptées pour 3 boîtes de $1/4$. Si un ou plusieurs ouvriers n'arrivent pas à cette quantité de 700 boîtes, on ne comptera, pour déterminer le chiffre des boîtes destinées à être soudées à la main, que leur production réelle. Au cas où, l'usine étant démunie de boîtes destinées à être soudées à la main, ou encore au cas où, tout en ayant un approvisionnement des dites boîtes, le Directeur prouverait qu'elles ne sont pas appropriées au poisson pêché, la Société Ouizille pourrait fermer mécaniquement les boîtes en dehors de ce qui a été prévu *suprà*. Mais, dans ce cas, elle paierait, pour ce qui aurait été enlevé aux soudeurs, une indemnité de 0 fr. 35 par 100 boîtes de $1/8$ ou de $1/4$, ou de 0 fr. 70 par 100 boîtes de $1/4$ ou de $1/2$, laquelle indemnité serait partagée également entre tous les soudeurs ;

11° La Société s'engage, pendant les mois de mars, avril et mai, à donner à chaque ouvrier soudeur un travail représentant un minimum de 225 francs pour les trois mois. Si les quantités fabriquées pendant les trois mois ne représentaient pas un salaire d'au moins 225 francs, la Société complètera le chiffre ;

12° La Société se réserve le droit d'envoyer dans les autres usines qu'elle exploite ses ouvriers soudeurs, en leur payant leurs frais de voyage et une indemnité spéciale ;

13° En raison des circonstances spéciales du travail des conserves, il est entendu qu'aucun différend entre

la Société et les ouvriers soudeurs ne devra donner lieu à cessation de travail pendant la campagne. En cas de contestations intéressant l'ensemble des ouvriers soudeurs, on aura recours à un arbitrage amiable, au moyen de deux arbitres nommés l'un par la Société, et l'autre par les ouvriers à la majorité, ces deux arbitres pouvant en nommer un troisième en cas de désaccord. Le troisième arbitre devra être choisi entre le Juge de paix du canton et le Maire ou l'un des adjoints de la commune ; la décision des arbitres sera souveraine, et chacune des parties s'engage à l'accepter sans appel ;

14° Il est formellement stipulé que les ouvriers qui, au mépris du présent engagement, cesseraient le travail pour quelque cause que ce soit, sauf le cas de force majeure, seraient considérés comme ne faisant plus partie de l'atelier. Dans ce cas, les sommes qui leur seraient dues par la Société resteraient définitivement acquises par cette dernière à titre de dédit et d'indemnité ;

15° Il est entendu que la Société aura le droit de fermer à tout moment par sertissage le nombre de boîtes nécessaires pour arriver au réglage des machines.

Ce contrat fut adopté par un autre usinier, M. Georges Courtin, de Concarneau (1). Mais les autres patrons ne se montraient pas aussi bienveillants pour les ouvriers,

(1) Voir De Villers, *Un épisode de la crise sardinière en Bretagne*, juillet-septembre 1909. Thèse, Rennes, 1910, p. 42 et s.

et ils estimaient être quittes envers eux en leur accordant un délai à l'expiration duquel il y aurait substitution complète de la fermeture mécanique à la main-d'œuvre.

Le conflit commença par Concarneau, en raison de l'introduction des machines dans huit usines de cette localité. Il s'annonça d'abord pacifique ; le trésorier et le secrétaire du Syndicat des Ouvriers Soudeurs de Concarneau se bornaient à exiger des compensations et des garanties : « Nous savons bien, écrivait le secrétaire du Syndicat, dans *l'Ouest-Eclair*, le 21 juin 1909, que le progrès est inéluctable, et que nous serons impuissants à résister d'une façon absolue à l'introduction des machines ; mais nous ne voulons pas être sacrifiés. Nous désapprouvons le recours à la violence ; la violence n'a jamais obtenu de réformes durables, mais nous sommes résolus à lutter jusqu'au bout par tous les moyens légaux et avec toute notre énergie pour obtenir des patrons les garanties nécessaires. Nous ne voulons pas être brutalement remplacés par la machine, nous demandons que l'emploi des sertisseuses et des soudeuses soit d'abord limité, et qu'un salaire minimum nous soit assuré, et, pour être sûrs que le contrat à intervenir sera, de part et d'autre, strictement observé, nous réclamons une convention collective engageant tous les ouvriers, d'une part, et tous les patrons, d'autre part. »

Mais les chefs du Syndicat ne purent pas imposer cette modération à leurs adhérents ; les chances de

solution pacifique étaient bien compromises à la fin de juin 1909. Cependant le Secrétaire du Syndicat de Concarneau, M. Joachim Guillou, tenta de nouveaux efforts pour aboutir à une solution amiable du conflit. Il rédigea un projet de contrat collectif qui, sous l'intervention du Juge de Paix, M. Le Guiner, fut accepté successivement par les maisons Alfred Caillé-Morio et Bouvais-Flon. Voici le résumé du contrat passé entre la maison Caillé et le Syndicat des Ouvriers Boîtiers de Concarneau :

1° MM. Caillé et Morio introduiront dans leur usine de Concarneau des machines à sertir les boîtes de thon, sardines et autres poissons ;

2° Les ouvriers boîtiers actuellement attachés à l'usine s'engagent à continuer la fermeture à la main des boîtes en même temps que sera pratiquée la fermeture à la machine ;

3° MM. Caillé et Morio assurent quotidiennement à leurs ouvriers un travail normal jusqu'à concurrence de 700 boîtes par ouvrier, à la condition, toutefois, que l'usine prenne du poisson suivant sa convenance et ses besoins ;

4° Un minimum de salaire mensuel de 150 francs est assuré à chaque ouvrier aux conditions ci-après :
a) pour que le minimum de 150 francs soit assuré intégralement à chaque ouvrier, il suffit que dans le mois la machine ait travaillé une fois par semaine ; *b)* si elle n'a pas travaillé une fois par semaine dans le mois, le

minimum de salaire assuré à chaque ouvrier sera réduit d'une somme de 37 fr. 50 par chaque semaine de chômage total de la machine ; c) la machine sera réputée avoir chômé dans les semaines où il n'aura pas été rempli de boîtes destinées à la machine ; d) le minimum de salaire ci-dessus n'est assuré aux ouvriers que pendant la durée de la campagne de pêche, qui ne dépassera pas le 31 octobre ;

5° Les machines ne fonctionneront que les jours où les ouvriers boitiers seront admis au travail, et lorsque la quantité des boîtes à fermer à la main leur assurera du travail pendant deux jours sur les bases fixées à l'article 3. Le présent article restera applicable après le 31 octobre ;

6° MM. Caillé et Morio assurent aux ouvriers, pour leur saison d'hiver, du 1^{er} janvier à l'ouverture de la pêche, une quantité de boîtes à fabriquer, à Concarneau, en nombre égal à celui des boîtes qui auront été fermées pendant la saison d'été ;

7° Ils s'engagent à ne faire fermer à la main que des boîtes fabriquées à la main ;

8° En cas d'arrêt dans l'usine par force majeure, la présente convention restera suspendue pendant la durée de la remise en état ;

9° En cas de contestation sur la présente convention, les ouvriers soudeurs ne devront pas cesser le travail ; chaque partie nommera un arbitre ; ces deux arbitres, en cas de désaccord, en référeront au Juge de paix de

Concarneau. La décision des arbitres sera souveraine et sans appel ;

10° Il est formellement stipulé que les ouvriers qui, au mépris de la présente convention et en l'absence d'une force majeure, cesseraient le travail, seront considérés comme ne faisant plus partie de l'atelier, de même que ceux qui n'en observeraient pas le règlement intérieur ;

11° La présente convention est faite pour une année, renouvelable pour une égale durée, si l'une des deux parties contractantes n'a pas indiqué à l'autre par lettre recommandée, adressée le 1^{er} mai au plus tard, son intention de ne pas la renouveler (1).

Ce contrat, signé le 24 juin 1909, fut adopté également par la maison Bouvais-Flon, avec cette seule différence qu'un travail quotidien de 800 boîtes par jour fut assuré à chaque ouvrier. A l'instar du contrat Ouizille, les contrats Caillé et Bouvais ne remplaçaient pas les ouvriers par les machines ; celles-ci ne fonctionnaient qu'en cas d'insuffisance de main-d'œuvre (art. 5). En d'autres termes, les ouvriers ne sont évincés que par les événements naturels (départ, mort ou renvoi), et surtout l'article 4 contient la garantie humanitaire d'un salaire minimum en cas de fonctionnement de la machine (dès que celle-ci aura fonctionné une fois par semaine, les ouvriers auront droit à un salaire mini-

(1) Cf. De Villers, p. 54 et s.

mum de 150 francs); dans ces conditions, les patrons ne pouvaient faire travailler leurs machines qu'en cas d'insuffisance de la main-d'œuvre. En outre, le contrat collectif expirant au commencement et non à la fin de la saison de pêche, de plus les ouvriers devant fabriquer l'hiver autant de boîtes qu'ils en auront pu fermer pendant la saison de pêche (boîtes dont le sertissage mécanique est impossible), le renouvellement du contrat est à peu près certain, car les boîtes fabriquées sont à remplir, et le patron est placé dans l'alternative de signer, ou de perdre son stock de boîtes.

Ce contrat cependant, si imbu d'esprit de conciliation et d'équité, n'obtint pas l'adhésion des soudeurs; sous l'influence d'un petit groupe de meneurs, ils prétendirent que le Bureau du Syndicat avait abusé de ses pouvoirs et engagé ses adhérents sans en avoir reçu mandat. Les chefs du Syndicat eurent beau se justifier des attaques dirigées contre eux et essayer de convaincre les soudeurs que les contrats proposés leur offraient une garantie, ceux-ci refusèrent à une grande majorité d'y souscrire; les socialistes les remplacèrent au bureau, et le mot d'ordre donné fut: «Ni machines ni contrats.»(1) A partir de ce moment, le Secrétaire du Syndicat des Soudeurs perdit toute autorité et demeura impuissant à empêcher les violences qui se produisirent par la suite. Les ouvriers décidèrent de s'opposer par la

(1) De Villers, p. 60.

force à l'installation des machines dans les usines. Une affiche placardée par le soin des patrons pour réclamer la liberté du travail et calmer l'agitation, n'aboutit qu'à susciter une nouvelle irritation. Cette affiche était ainsi conçue : « Depuis quelques années, les fabricants étrangers de conserves de sardines, profitant des mauvais résultats de la pêche sur les côtes de Bretagne et de Vendée, ont accru et perfectionné leurs moyens de production par l'adoption de machines à fermer les boîtes. En France aussi, les fabricants qui ont récemment ouvert leurs usines dans la région d'Arcachon y ont installé des machines semblables. Les industriels bretons et vendéens ne peuvent que suivre l'exemple de leurs confrères français et étrangers et chercher, comme eux, tout en augmentant la capacité d'absorption de leurs usines, à réduire leurs frais de production, s'ils veulent soutenir la lutte contre leurs concurrents et éviter la décadence de leur industrie, qui fait vivre un grand nombre de pêcheurs, d'ouvrières et d'ouvriers. Une seule catégorie de travailleurs pourra avoir à souffrir des modifications apportées dans l'outillage. Ce sont les ouvriers soudeurs. Leur nombre a sensiblement diminué pendant la dernière crise, durant laquelle il n'a été fait que peu ou pas d'apprentis, et il n'est pas contestable que, si la pêche redevenait abondante, les usines, faute de personnel pour le soudage, seraient incapables de traiter même les quantités de poissons qu'elles absorbaient facilement autrefois pendant les

années prospères. D'ailleurs, la situation des soudeurs n'a pas été sans préoccuper les fabricants, et, si ceux-ci ont le droit absolu de ne plus occuper un personnel devenu inutile, ils ont toujours considéré qu'ils avaient le devoir de ne pas se désintéresser du sort des ouvriers qui ont été leurs collaborateurs pendant de longues années. Aussi ont-ils recherché les moyens d'opérer la transformation de leur matériel dans les conditions les moins onéreuses pour leurs ouvriers. L'un d'eux est allé jusqu'à promettre à ses ouvriers de les conserver aux conditions actuelles jusqu'au moment où ils auraient trouvé un autre emploi, ou jusqu'au moment où ils ne pourraient plus travailler. L'arrangement qu'il proposait a été soumis par lui à la Chambre syndicale des Ouvriers ferblantiers-boitiers » (il s'agissait du contrat Caillé). « Cette tentative n'a pas reçu l'accueil qu'elle méritait et, si quelques ouvriers ont accepté avec reconnaissance les propositions avantageuses qui leur étaient faites, le Syndicat ouvrier n'a pas cru devoir examiner ni discuter les bases de la convention. Les fabricants cependant ne doutent pas que la population laborieuse de la côte (pêcheurs, ouvriers, ouvrières d'usine et même soudeurs) accepte avec calme les transformations qui s'imposent dans l'intérêt général. Ces transformations, du reste, ne se feront que graduellement, de nombreuses maisons n'étant pas décidées encore à utiliser les machines. Mais une coalition ouvrière, si elle se produisait, aurait certainement pour

conséquence d'amener tous les fabricants à remplacer rapidement la main-d'œuvre ouvrière par les machines pour la fermeture de leurs boîtes. Tous ceux qui vivent de la pêche ont été cruellement éprouvés depuis plusieurs années par la pénurie du poisson. Le retour des bancs de sardines dans la Vendée et dans le sud de la Bretagne pendant la dernière campagne permet de penser que la crise est sur le point de prendre fin. Il serait déplorable que, pour essayer d'entraver un progrès qui sera profitable à la très grande majorité de la population du littoral, on prolongeât une crise aussi pénible, en imposant à tous des souffrances inutiles. Les fabricants espèrent fermement qu'il n'en sera pas ainsi. Mais si, contrairement à leur attente, ils sont obligés de résister à des attaques à la liberté du travail, ils veulent que l'on sache qu'ils se considèrent comme solidaires dans cette question et qu'ils entendent, aussi bien ceux qui n'emploient pas de machine que les autres, faire respecter le droit qu'ils ont de se servir chez eux de l'outillage qui leur convient. Ils sont persuadés que, dans ce cas, ils auraient l'appui de la grande majorité des travailleurs dont ils ont conscience de servir les intérêts. »

« *Le Bureau du VI^e Congrès
des Fabricants français.* »

Cependant les marins eux-mêmes, sur lesquels les patrons avaient compté pour apaiser les esprits, se ral-

lièrent aux ouvriers soudeurs, et déclarèrent que le machinisme ne présenterait aucun avantage pour eux. Ils estimaient que l'accroissement de la quantité d'absorption des usines pouvait bien relever un peu le niveau des prix ; mais, étant donné que la consommation des sardines n'est pas de nature à s'accroître indéfiniment, le prix ne tarderait pas à s'abaisser dès que la quantité de poisson pêché dépasserait la moyenne. Cette opinion des marins était aussi celle de plusieurs patrons, ainsi que le prouve le *Rapport* de M. Amieux, de Nantes, au V^e Congrès des pêches maritimes, tenu en septembre 1909 : « En ce qui concerne l'objection des trop grandes quantités de poissons amenant un avilissement des prix, déclare-t-il, il dépend des marins pêcheurs d'éviter cet inconvénient dont souffrent également les fabricants. M. Rivoal a écrit que les années moyennes étaient les seules profitables aux pêcheurs ; mais je crois qu'on peut également dire qu'il en était de même pour l'ensemble des fabricants, et, là encore, l'intérêt des usiniers est le même que celui des pêcheurs. A ceux qui craignent l'apport aux usines de quantités trop fortes, je réponds qu'il suffit aux divers groupements de pêcheurs existant dans chaque port de s'entendre entre eux pour limiter la pêche de chaque bateau et la proportionner aux moyens d'absorption des usines. Quant à la question du prix, elle doit pouvoir, comme celle des quantités, être également résolue par les groupements de pêcheurs s'entendant entre eux sur le terrain profes-

sionnel. Je ne crains pas l'organisation des syndicats, estimant, au contraire, que, par l'étude attentive qu'ils feront des questions les intéressant, ils se rendront davantage compte que les intérêts des pêcheurs sont liés à ceux des fabricants. » L'idée suggérée par M. Amieux fut réalisée par les pêcheurs en 1909 : ils élaborèrent un règlement de pêche limitant la quantité de poisson pris, interdisant de faire plus d'une pêche par jour et d'aller en mer le dimanche.

Dans ces conditions, les marins considéraient qu'il leur était avantageux non pas de favoriser l'introduction des machines, mais d'enrayer l'abaissement des prix en limitant les pêches quotidiennes. Finalement, les marins et les ouvriers soudeurs réunirent leurs efforts contre le machinisme. Tous convinrent de s'opposer par la force à l'installation des machines dans les usines. (Il est vrai que cette intransigeance des marins provenait de ce que, malgré l'abondance de la sardine en 1909, leur gain n'avait pas augmenté en proportion, car la grosse sardine avait fait place bientôt à la petite sardine et, les usines étant encombrées de ce poisson qui est difficile à travailler, les fabricants de conserves fixaient des prix très bas.) Se solidarisant avec les soudeurs, les pêcheurs prirent la résolution de ne pas vendre de sardine aux patrons qui auraient adopté la machine. C'est ainsi que, le 12 juillet 1909 au matin, bien que la pêche fut abondante, les usiniers mis à l'index ne purent pas se procurer de poisson. Dans la journée,

la protestation tourna à l'émeute; les machines furent mises en miettes par une foule hurlante aux usines Cassegrain, Ouizille, Chevalier, Bouvais-Flon, Teyssonneau, Chatelard; les machines à sertir les conserves de petits pois furent détruites comme les sertisseuses de boîtes de sardines, aux accents de l'*Internationale*, ponctuée de quelques coups de revolver. A la suite de l'émeute, Concarneau fut occupé militairement, et la gendarmerie de presque tous les ports de la région fut renforcée.

De leur côté, les patrons avisèrent aux mesures à prendre. A la requête de la maison Bouvais-Flon, le Président du Syndicat des Fabricants, M. Arthur Benoit, télégraphia, le 17 juillet 1909, à tous les adhérents qui avaient accepté le règlement du 26 février précédent, les convoquant pour une réunion qui fut tenue à Quimper. Les patrons y décidèrent de répondre aux actes de sabotage commis par les ouvriers par un lock-out, qui fut déclaré pour les usines de Concarneau, de Brigneau et de Doëlan. Malgré cette résistance, les ouvriers et les pêcheurs se croyaient certains de gagner leur cause, pour plusieurs raisons : d'abord, dans cette population demeurée primitive et superstitieuse, un bruit s'était propagé : on parlait couramment d'un décret du Gouvernement qui fermerait les usines pour cinq ans, si les fabricants refusaient de reprendre le soudage à la main; puis, quelques patrons, qui n'avaient pas de machine et ne songeaient pas à en acheter, ne participaient

pas au lock-out et annonçaient aux ouvriers et aux pêcheurs qu'ils achèteraient toute la pêche disponible et donneraient du travail à tout le monde : mais c'était là une promesse impossible à tenir.

Le groupe des grévistes, d'ailleurs, ne tarda pas à se désagréger : les marins se retirèrent les premiers, et leur défection inquiéta le Syndicat des Ouvriers Boitiers, qui fit, dès le 23 juillet 1909, des ouvertures aux fabricants et accepta de discuter avec eux un contrat collectif. En même temps, le Ministre du Travail, M. Viviani, arrivait en Bretagne pour tenter d'apaiser le conflit ; le 29 juillet, il recevait à Quimper des délégués des patrons et des ouvriers, et chaque parti travailla à arrêter les grandes lignes d'un accord durable. Les efforts tentés dans ce sens furent pénibles.

Un premier projet de contrat collectif, établi par les ferblantiers boitiers, attestait que déjà les prétentions des salariés étaient devenues plus modestes ; ce document est ainsi conçu : « Attendu que les ouvriers soudeurs n'ont pas l'intention de s'opposer à la marche du progrès, ni, par suite, à l'emploi des machines à sertir dans les usines ; mais, attendu qu'ils étaient en droit d'attendre des patrons des garanties sauvegardant leur situation actuelle et que, d'ailleurs, les patrons ont eux-mêmes déclaré qu'ils n'avaient nullement l'intention de réduire leurs ouvriers à la misère, en supprimant brusquement leur corporation par l'emploi des machines ; que la situation des soudeurs ne serait en rien changée ;

qu'ils les conserveraient tous en leur accordant les mêmes salaires, en leur assurant les mêmes gains et ce, jusqu'à disparition, par voie d'extinction, de tous les ouvriers ; que les machines ne devaient fonctionner qu'en cas de pêche abondante, lorsque les ouvriers seraient insuffisants pour opérer la fermeture ; se basant sur ces promesses et sur ces déclarations, les ouvriers soudeurs, réunis en assemblée générale, ont arrêté le contrat ci-après, qui sera soumis à la signature des patrons dans toutes les usines du département du Finistère :

« I. Les prix accordés aux soudeurs pour la fabrication et la fermeture des boîtes ne seront pas changés.

« II. Les ouvriers soudeurs s'engagent à fermer toutes les boîtes fabriquées à la main, aussi bien celles fabriquées par eux que celles venant d'autres usines appartenant au patron ou achetées par lui à des tiers.

« III. Le plus grand ordre devra régner dans l'atelier, et tout soudeur qui se présenterait ou serait trouvé en état d'ivresse se verra interdire l'entrée de l'atelier.

« IV. La durée des repas devra être au moins d'une heure par journée ordinaire de travail ; les heures d'entrée, de sortie et de repas seront fixées par les gérants suivant l'importance du travail ; et il est interdit de quitter le travail en dehors des heures fixées, sauf le cas de force majeure.

« V. En cas d'urgence, les ouvriers devront travailler

le dimanche, et le patron devra se munir de l'autorisation nécessaire.

« VI. La paie aura lieu sous déduction des fuites.

« VII. Les ouvriers actuellement attachés à chaque usine y seront tous réengagés sans exception à la signature du présent. Ils ne pourront être renvoyés que pour malfaçon habituelle, ivresse invétérée, manquements ou injures graves envers le patron ou le gérant, et pour le cas prévu à l'article 13.

« VIII. Les patrons ne seront pas tenus de faire de nouveaux apprentis, et ceux qui finissent actuellement leur apprentissage ne pourront travailler quand les ouvriers chômeront ; les patrons ne pourront non plus employer des femmes pour la fabrication et le soudage des boîtes de conserve.

« IX. Les patrons pourront fermer à la machine des boîtes de thon, sardines, maquereaux, anchois, sprats ; mais le travail des ouvriers sera tout d'abord et toujours réservé, et les machines ne pourront être employées que pour le complément du poisson dont les ouvriers ne pourraient opérer la fermeture dans le délai voulu pour assurer la conservation de la fraîcheur et de la qualité de la marchandise. Ce délai sera déterminé d'un commun accord entre le représentant et deux ouvriers de la maison.

« X. Pour assurer l'exécution de la condition qui précède, le patron devra toujours être muni de boîtes en quantité suffisante, et si, par suite d'insuffisance de ces

boîtes, il employait la machine, il serait tenu de payer aux ouvriers le prix de fermeture pour toutes les boîtes ainsi indûment fermées, tout comme si elles avaient été fermées par les ouvriers et suivant le tarif en vigueur. Dans tous les cas, les ouvriers devront toujours avoir à fabriquer, pendant la saison d'hiver, une quantité de boîtes égale à celle des boîtes qu'ils auront fermées pendant l'époque de la pêche précédente.

« XI. Le patron pourra envoyer ses ouvriers soudeurs dans toutes ses usines indifféremment ; il devra, dans ce cas de déplacement, payer à chaque ouvrier, en dehors des frais de voyage, une indemnité de 1 franc par jour avec application du tarif le plus élevé, soit du lieu de départ, soit du lieu d'arrivée.

« XII. En cas de contestations intéressant l'ensemble des ouvriers soudeurs, on aura tout d'abord recours à un arbitrage amiable, au moyen de deux arbitres choisis l'un par le patron, l'autre par les ouvriers, et ces deux arbitres, en cas de désaccord, pourront en nommer un troisième ; si, en fin de compte, une suspension de travail devait se produire, elle ne pourra avoir lieu, en raison des conditions spéciales du travail, qu'après que toutes les boîtes sur table auront été fermées.

« XIII. Les ouvriers qui quitteraient le travail au mépris des conventions qui précèdent, c'est-à-dire sans avoir recours à l'arbitrage, ni observé la condition relative à la fermeture des boîtes, seraient considérés comme ne faisant plus partie de l'atelier, et même, s'il y avait lieu

des dommages et intérêts pourraient leur être réclamés.

« XIV. Le présent contrat se renouvellera tacitement, chaque année, jusqu'à la disparition, par extinction, résultant des décès, renvois motivés et départs volontaires, du dernier des ouvriers engagés (c'est-à-dire actuellement attachés à chaque usine). »

Ce projet de contrat avait le grave défaut d'être trop imprécis ; il se borne, en effet, à spécifier que, malgré la mise en train des machines, les ouvriers auront toujours leur travail réservé, les machines ne pouvant être utilisées que pour le poisson qui ne pourrait pas utilement être mis en boîte et dont la détérioration serait à craindre. Au contraire, les contrats Ouizille et Caillé, analysés *suprà*, précisaient le chiffre de boîtes dont la fermeture devait être opérée à la main chaque jour par les ouvriers

Ce premier projet fut écarté par les patrons. En conséquence, le 30 juillet 1909, un nouveau projet de contrat, plus modéré encore, fut élaboré par les ouvriers soudeurs. Il était ainsi conçu :

« I. A dater du jour de sa signature, le présent contrat sera applicable dans toutes les usines qui emploieront les machines à sertir ou à souder.

« II. Les tarifs en vigueur dans les différentes usines pour la fabrication, la fermeture et les responsabilités ne seront pas changés.

« III. Les ouvriers soudeurs attachés aux usines y

seront tous réengagés quand ces usines emploieront des machines ; ils ne pourront être renvoyés que pour contraventions au présent contrat ou aux conditions des règlements antérieurs.

« IV. Les machines ne devront fonctionner qu'après qu'il aura pu être réservé trois jours de travail aux ouvriers à raison du nombre de boîtes dont chaque ouvrier pourra par jour assurer la fermeture.

« V. Comme conséquence de l'adoption des machines, les ouvriers soudeurs s'engagent à fermer toutes les boîtes aussi bien celles faites à la machine qu'à la main, et, afin que du travail puisse leur être assuré régulièrement pendant la saison d'hiver, ils s'engagent aussi à fabriquer indistinctement les boîtes destinées à être fermées à la machine ou à la main.

« VI. Les patrons ne seront pas tenus de faire de nouveaux apprentis, et ceux qui finissent leur apprentissage ne pourront travailler quand les ouvriers chômeront. Les patrons ne pourront faire de nouvelles femmes soudeuses ; celles qu'ils emploient actuellement seront payées aux mêmes tarifs et auront la même taxe que les ouvriers ; elles disparaîtront dans les mêmes conditions que les ouvriers.

« VII. En cas de contestation, on aura tout d'abord recours à un arbitrage amiable, au moyen de deux arbitres nommés l'un par les patrons, l'autre par les ouvriers. En cas de désaccord, ces deux arbitres pourront en nommer un troisième. Si, néanmoins, une sus-

pension du travail devait se produire, elle ne pourrait avoir lieu, en raison des conditions particulières du travail, qu'après que toutes les boîtes sur table auraient été fermées.

« VIII. La durée du présent contrat est fixée à cinq années, mais il se renouvellera tacitement par périodes de cinq ans jusqu'à disparition par extinction résultant de renvois motivés, départs volontaires ou décès du dernier des ouvriers soudeurs engagé dans les conditions de l'article 3. Toutefois, si l'une des parties contractantes croyait nécessaire d'apporter quelques modifications à ce contrat, elle devrait en prévenir l'autre partie par lettre recommandée, trois mois avant l'expiration de la période quinquennale en cours, aux fins de révision.

« IX. Des règlements particuliers pourront être établis dans chaque usine pour fixer les règles de la discipline et déterminer le mode de travail, en raison des usages locaux et de la diversité de la fabrication. Ces règlements ne pourront contenir aucune clause qui serait contraire aux stipulations générales qui précèdent. »

Ce second projet présentait sur le premier la supériorité de la précision ; l'article IV porte, en effet, que les machines ne pourront fonctionner qu'après trois jours de travail réservés aux ouvriers. Le premier projet de contrat collectif présenté par les ouvriers soudeurs laissait, au contraire, aux patrons et à deux ouvriers de

sa maison le soin de décider que, en cas d'abondance du poisson, les ouvriers ne pourraient suffire à la fermeture des boîtes et qu'il y avait lieu de recourir à la soudure mécanique. Un texte aussi vague aurait engendré des conflits incessants.

Le 30 juillet, une entrevue eut lieu entre les représentants des patrons et ceux des ouvriers, en présence du Ministre du Travail. À la suite de cette entrevue fut signé un compromis décidant que le travail reprendrait dès le lendemain dans toutes les usines aux conditions antérieurement établies; mais on renonçait à rédiger immédiatement un contrat collectif; il était entendu seulement que les délégués patronaux et ouvriers se réuniraient, le 1^{er} septembre 1907, à la préfecture de Quimper en vue d'arrêter les bases d'un contrat collectif réglant les conditions du travail pour toutes les usines. Voici le texte de l'accord provisoirement intervenu à Quimper entre les fabricants et les délégués soudeurs.

« Devant le Ministre du Travail, assisté de M. le Préfet du Finistère, MM. Arthur Benoit, Albert Rodel, Ouizille, Auguste Chancerelle, Louis Amieux, représentant le groupement des fabricants ayant déclaré le lock-out à Concarneau, et MM. Hermès, Chanteloup, Guillou, Merère, Herrand, Lucas, Delaplace et Guychaoua, représentant les syndicats, se sont présentés. Pour mettre fin au conflit qui s'est élevé entre les ouvriers soudeurs et les employeurs, ont eu lieu des négociations; aucune d'elles n'a abouti à un accord sur

un projet de contrat collectif. Sur la proposition des ouvriers, ont été, de part et d'autre, acceptées les conventions suivantes :

« I. Les employeurs plus haut visés et les ouvriers donnent, dès à présent, mandat à des délégués régulièrement choisis à cet effet de se réunir le 1^{er} septembre 1909, à Quimper, en vue d'étudier les bases possibles d'un contrat collectif réglant les conditions du travail pour toutes les usines. A partir du jour où sera signée la présente convention, les délégués patronaux sardiniens s'aboucheront avec leurs confrères.

« II. Les employeurs plus haut visés n'introduiront, jusqu'à la fin de la discussion nécessitée par l'élaboration d'un contrat, aucune machine nouvelle dans les usines sises dans la région de Concarneau (Concarneau, Lannec, Doëlan et Brigneau). Les fabricants dont les machines ont été détruites n'introduiront aucune machine nouvelle, soit dans la région de Concarneau, soit ailleurs ; réserve est faite toutefois pour les machines qui ont été brisées ou qui viendraient à se déranger. Les sardiniens feront leurs efforts auprès de leurs confrères de Concarneau pour qu'aucune machine ne soit introduite par eux jusqu'à la fin de la discussion nécessitée par l'élaboration du contrat.

« III. Les ouvriers reprendront leur travail dès le 30 juillet 1909 ; les contrats acceptés auront plein effet. Les ouvriers qui n'ont pas signé le contrat travailleront dans les conditions antérieurement établies, et leur si-

tuation restera ce qu'elle était le 11 juillet 1909 » (date de la déclaration de grève). »

La date du 1^{er} septembre était donc considérée de part et d'autre, comme devant amener une solution définitive. Cette conclusion était en tout cas désirable, car, malgré l'abondance de la pêche, les gains des marins avaient été plutôt maigres : les usiniers avaient acheté le poisson à très bas prix. A certains moments même, la pêche de tous les bateaux n'avait pu être achetée, et des patrons pêcheurs avaient été obligés de jeter à la mer les sardines qu'ils avaient capturées (1). Or, quand les marins subissent des pertes semblables, ils s'en prennent aux usiniers et ne veulent plus que les fabriques de conserves travaillent ; de là des conflits regrettables, et il était à craindre que les marins surexcités ne fissent cause commune avec les soudeurs. Le conflit fut cependant évité, sans doute parce que la saison était trop avancée, et que les ouvriers, à l'approche de l'hiver ne voulaient pas, pour la conquête d'une augmentation de salaire désormais minime, compromettre leurs rémunérations.

Malgré les réclamations des ouvriers et l'insistance de M. Viviani, qui était venu le 1^{er} septembre 1909 à Quimper, pour présider la conférence entre les patrons et les ouvriers, aucun contrat collectif ne put être signé ; les patrons s'y montrèrent hostiles, en invoquant

(1) Cf. *Réforme sociale*, 1910, p. 41.

les différences profondes entre les conditions de travail des différentes usines du littoral ; et ils se prononcèrent pour le maintien pur et simple des contrats individuels.

M. Viviani fit alors remarquer que la conclusion d'un contrat collectif n'avait point pour résultat de mettre obstacle aux contrats individuels ; le contrat collectif n'est en effet qu'une convention passée entre les représentants des syndicats ouvriers et ceux des patrons d'une industrie et d'une région déterminées, convention qui se borne à stipuler un certain nombre de clauses considérées comme le minimum des conditions humanitaires de travail pour les ouvriers et qui doivent être fidèlement observées lors des embauchages individuels. La coexistence d'un contrat collectif et de contrats individuels de travail n'est donc nullement inconciliable ; il suffit que les seconds soient conformes au règlement collectif. Le Ministre du Travail put ainsi faire adopter un certain nombre de décisions d'ordre général pour les patrons et les ouvriers de la région : 1° réintégration de tout le personnel stable régulièrement engagé dans les usines ; — 2° acceptation par les ouvriers de travailler concurremment avec les machines ; — 3° limitation du travail des machines, celles-ci ne devant jamais faire qu'un tiers du travail sortable et n'être mises en train que quand les soudeurs ont deux jours de travail assurés d'avance ; — 4° durée des contrats particuliers fixés à trois ans, avec faculté de dénonciation, à condition de prévenir quatre mois à l'avance ;

— 5° reconnaissance, par les patrons, du syndicat ouvrier, celui-ci étant reconnu qualifié pour dénoncer aux patrons les violations du contrat ; — 6° acceptation par les soudeurs de déléguer un des leurs à la machine quand celle-ci serait mise en mouvement (1).

Satisfait de ce résultat, M. Viviani quitta la côte bretonne avec la conviction d'un accord imminent. Malheureusement la question du lock-out fut soulevée le lendemain de son départ ; les patrons se montrèrent résolus à conserver cette faculté comme une représaille en cas de grève, et ils ne voulurent pas renoncer à la convention défensive qu'ils avaient signée à Nantes, le 26 février 1909 (2). Les patrons estimèrent qu'ils puisaient dans ce règlement particulier le droit de se concerter pour prendre des mesures de défense dans le cas où les ouvriers voudraient leur imposer un contrat collectif jugé inacceptable et prétendraient déclarer la grève, à défaut d'adhésion à ce contrat par les patrons. Les délégués des soudeurs, que choquait une pareille manière de voir, refusèrent alors de signer un contrat collectif, rendu fragile par l'attitude des patrons, et le *modus vivendi* antérieur fut maintenu purement et simplement, de sorte que, depuis cette époque, malgré le calme qui a succédé à l'agitation de juillet 1909, une sourde animosité règne toujours dans l'esprit des

(1) De Villers, p. 78.

(2) Voir page 62, *suprà*.

ouvriers contre l'emploi des machines, et le moindre incident pourrait être la cause d'un nouveau conflit.

De tous ces événements il faut retenir cependant le résultat suivant : les ouvriers, après avoir été intran-sigeants au début de la lutte, puisque leur mot d'ordre était : « Ni machines, ni contrats », ont adopté peu à peu une attitude plus modérée et ont prétendu seulement stipuler en leur faveur des garanties les mettant à l'abri de l'éventualité d'un renvoi. Aujourd'hui, chaque patron demeure le maître de s'entendre individuellement avec ses ouvriers et de les habituer à l'emploi des machines, sans que celles-ci dégénèrent en instruments d'expro-priation de leur travail. D'autre part, la convention défensive conclue entre les patrons à Nantes, le 26 fé-vrier 1909, a été renouvelée sans changement, tant en ce qui concerne son texte que l'étendue des secteurs por-tant division de la côte en vue du lock-out, par 36 voix représentant 96 usines contre 10 représentant 21 usines, au VII^e Congrès des Fabricants, tenu à Nantes, les 14 et 15 janvier 1910 (1). L'année 1910, d'ailleurs, a été beau-coup plus calme que la précédente ; les patrons en ont attribué la cause à la circonstance que la solidarité établie entre eux pour toutes les questions touchant à la ferme-ture des boîtes avait empêché la surexcitation ouvrière de se propager ; en outre, les expériences officielles avaient démontré l'efficacité des soudures mécaniques, le Minis-

(1) *Compte rendu du VII^e Congrès*, p. 5 et 6.

tre de la Marine exigeant désormais, dans le cahier des charges pour les adjudications de conserves de son département, que celles-ci soient en boîtes serties. Aussi l'accord patronal de 1909 a-t-il été maintenu, au VIII^e Congrès des Fabricants tenu, à Nantes, les 3 et 4 février 1911, par 37 chefs de Maison représentant 99 usines, contre 8 représentant 14 usines (1). Dans ces conditions, il semble peu probable qu'un contrat collectif puisse intervenir à brève échéance entre les usiniers et les ouvriers soudeurs, car les ouvriers exigent, comme condition préliminaire de la signature d'un contrat collectif, l'abrogation de la convention défensive conclue entre les patrons sardiniers le 26 février 1909.

L'industrie sardinière bretonne, longtemps victime de l'insuffisance de la pêche, a donc eu, dans ces dernières années, à lutter contre des périls d'un nouveau genre, à se défendre contre l'agitation ouvrière qu'a suscitée le perfectionnement de l'outillage, rendu nécessaire par la concurrence étrangère, et ces perturbations l'ont profondément atteinte.

(1) *Compte rendu du VIII^e Congrès*, p. 7.

QUATRIÈME PARTIE

LES REMÈDES PROPOSÉS POUR L'AMÉLIORATION DE L'INDUSTRIE SARDINIÈRE

Les remèdes proposés pour le relèvement de l'industrie sardinière en Bretagne sont extrêmement nombreux ; tous ne sont pas, bien entendu, également efficaces ; mais il convient de dire que chacun contient une part de vérité. Nous allons les examiner et apprécier leur mérite respectif.

On s'est attaché successivement aux moyens suivants :

- 1° Protection de la pêche.
- 2° Protection de l'industrie sardinière.
- 3° Organisations syndicales et coopératives, dont la mise en œuvre serait facilitée par l'application de la loi récente du 8 juin 1909 sur le crédit maritime.
- 4° Enfin on a songé aussi, comme remède extrême, à

la colonisation, en vue d'atténuer les effets de la surpopulation dans la région sardinière bretonne.

SECTION I

PROTECTION DE LA PÊCHE

La protection de la pêche comporte, d'abord, l'étude des moyens destinés à empêcher le dépeuplement des eaux qui baignent les rives de la Bretagne et de la Vendée. — Il y a lieu de se préoccuper également de l'appât avec lequel on procède à la pêche, et des engins dont se servent les pêcheurs. — On a songé aussi à la diffusion de l'enseignement technique. — Enfin, à une époque toute récente, on s'est demandé s'il n'y aurait pas avantage à s'inquiéter d'autres emplacements où la pêche serait plus fructueuse et à remédier à la pénurie de poissons sur les côtes en allant le rechercher jusqu'en pleine mer.

§ 1. — *La lutte contre le dépeuplement des fonds marins*

Il n'y a pas craindre que la sardine disparaisse des espèces ichthyologiques connues jusqu'à ce jour : elle se multiplie, en effet, avec une prolificité telle qu'il est inadmissible qu'un accident quelconque vienne la détruire ou même en diminuer le nombre. Les navigateurs rapportent avoir rencontré des bancs de sardines

si abondants, qu'après avoir voyagé toute une nuit, au milieu des lueurs phosphorescentes communiquées à la mer par les colonnes épaisses de ces poissons, ils les voyaient encore à l'aube se dérouler à l'infini devant leurs navires. Mais, si la sardine ne diminue pas en nombre, elle se déplace et, sous l'empire de causes variables, elle déserte certaines côtes pour se porter vers d'autres régions.

Quels sont les motifs de ces migrations ? Il faut tenir compte d'abord de la présence de poissons chasseurs ; la sardine a de nombreux ennemis : les marsouins, qui suivent les bancs de sardines, les bélugas, rencontrés surtout dans la baie de Douarnenez, et qui se précipitent en masse sur les sardines maillées, et d'autres poissons encore détruisent une grande quantité de sardines, ou, tout au moins, ils l'effraient, de sorte qu'ils sont pour le pêcheur une source constante de difficultés et de déceptions. La chasse aux poissons voraces apparaît donc immédiatement comme un excellent moyen de ramener la sardine sur nos côtes. Pour combattre les marsouins et les bélugas, l'Administration de la Marine n'a pas hésité à distribuer de temps à autre des fusils et des cartouches à balles aux pêcheurs. On a préconisé aussi la chasse au torpilleur, l'usage des explosifs. D'après M. Bott, l'explosion d'une cartouche de dynamite produit des effets foudroyants parmi les

(1) *Bretagne nouvelle*, octobre 1904.

marsouins, et ceux qui ne sont pas atteints s'enfuient avec rapidité vers le large (1). On a encore employé des engins spéciaux pour se débarrasser des marsouins et des bélugas : « Il y a une trentaine d'années, M. Belot, usinier de Douarnenez, avait muni chaque bateau d'un engin propre à la destruction des marsouins et des squales nuisibles. Cet engin consistait en une aiguille maintenue courbée par un cordonnet en caoutchouc ; placée dans le corps d'une sardine, l'aiguille reprenait sa place normale dans le ventre d'un gros poisson lorsque le suc gastrique avait digéré la sardine et le caoutchouc ; la drague a ramené parfois des squelettes de cétacés dans lesquels on a retrouvé l'aiguille détendue » (1). D'autres fois les marins se servent d'un filet d'environ 600 brasses de longueur et de 8 à 10 brasses de profondeur, avec des mailles d'une grandeur de 6 pouces. Lorsque 500 brasses ont été tendues, le cétacé qui suit le bateau se trouve enveloppé ; celui-ci, prisonnier, est attiré dans d'autres filets plus petits, puis amené au rivage où on le tue avec des lances. Ces différents procédés ont été quelquefois efficaces.

En dehors des poissons destructeurs, on peut noter, parmi les causes qui ont contribué à l'éloignement momentané de la sardine, la coupe des goémons et l'emploi abusif du chalut. Les herbes marines, et notamment les goémons, nourrissent une faune très abon-

(1) Le Gall, p. 124.

dante ; des miriades d'animalcules s'y rencontrent, qui forment un élément indispensable à l'alimentation de la sardine. Lorsque, par suite de coupes multipliées, ces aliments disparaissent, la sardine, ne trouvant plus le moyen de se nourrir et de se multiplier, ne tarde pas à s'éloigner de ces parages (1). Il faut noter aussi que la sardine recherche dans les massifs de goémons un abri contre les atteintes des poissons carnassiers. On procède à la coupe des goémons dans l'intérêt de l'agriculture, parce qu'ils forment un appoint important pour les fumures ; mais la question est précisément de savoir si, en Bretagne, la préoccupation de l'industrie sardinière ne doit pas l'emporter sur celle de l'agriculture, étant donné que cette industrie représente la branche la plus importante de l'activité économique du littoral breton. Il y a, d'ailleurs, bien d'autres matières qui peuvent être employées à la fumure.

Le chalutage produit aussi des conséquences dévastatrices. Le chalutage, c'est la pêche au filet pratiquée par des bateaux qui, le plus souvent, sont mus par la vapeur. Assurément, l'emploi du chalut n'est pas nécessairement lié à l'emploi de la vapeur comme force motrice, mais, la plupart des chalutiers étant des vapeurs, leurs propriétaires en utilisent la force motrice pour la pêche. Le chalutage a pris aujourd'hui un grand développement, non seulement à l'étranger, mais en France.

(1) Cf. De Seilhac, p. 12.

Quelles sont les raisons de cette progression ? Elles sont nombreuses : il y a d'abord le désir, de la part des marins, de se rendre indépendants des conditions météorologiques ; grâce à l'emploi de la vapeur le chalutier peut pêcher en toute circonstance, et il est loisible aux pêcheurs de regagner la terre avec rapidité, d'où la certitude de vendre la pêche dans de meilleures conditions, les embarcations à voile risquant de se voir proposer des prix dérisoires, lorsque les usiniers possèdent déjà un stock suffisant. Puis, avec la vapeur, il n'y a plus à se préoccuper de la combinaison, toujours difficile et souvent périlleuse, de la pêche et de la manœuvre ; la direction du bateau devient infiniment plus facile.

Mais à côté de ces avantages, le chalutage à vapeur présente de graves inconvénients : on lui reproche de ravager le fond de la mer, de mettre en péril l'avenir de l'industrie sardinière, d'opérer la destruction progressive des richesses ichthyologiques. En effet, le chalutage opère de véritables hécatombes au fond de la mer ; la drague pêche le poisson en si grande quantité que le repeuplement est compromis. En traversant les fonds herbeux, le chalut épouvante le poisson qui fuit et déserte les côtes bretonnes devenues pour lui inhabitables. « L'emploi du chalut et de la drague, a écrit M. Bouchon-Brandely, dans son *Rapport au Ministre de la Marine sur la Crise sardinière*, est des plus destructeurs ; toutes les personnes soucieuses de la fertilité de

nos eaux en condamnent unanimement l'emploi (1).

Enfin, au point de vue social, le chalutage, au moins le grand chalutage, ne peut être pratiqué que par des armateurs capitalistes et rend impossible la concurrence par les marins sardiniers qui ne disposent que d'un capital rudimentaire. Ne pouvant soutenir la lutte, les pêcheurs, autrefois indépendants, se verraient contraints de demander du travail aux patrons chalutiers et seraient ainsi transformés en salariés ; or, l'état de travailleur indépendant n'est-il pas préférable au service d'autrui ? D'ailleurs, une grande partie de la population maritime serait obligée de renoncer à son ancien métier, tous ne pouvant être embauchés à bord des bateaux chalutiers ; et il est désirable, aussi bien pour l'avantage particulier des habitants de la côte bretonne que dans l'intérêt général, que le métier de pêcheur soit toujours recherché par de nombreux individus ; il réunit, en effet, toutes les conditions dans lesquelles se forment les hommes les plus résistants moralement et physiquement, et il importe à la France que la race des pêcheurs ne s'étiolle pas.

On a tenté cependant d'acclimater la pêche avec bateaux à moteur, mais sans filet ni drague sur le littoral breton, à la suite des résultats satisfaisants donnés par des essais analogues à Arcachon ; en septembre 1906, quelques propriétaires de canots à pétrole eurent l'idée de s'en servir pour la pêche à la sardine, qui avait sé-

(1) *Journal Officiel*, 12 et 13 juin 1887.

journal pendant presque toute la saison entre Arcachon et Bayonne ; ces essais furent couronnés de succès ; la pêche était pratiquée, avec des canots à moteurs de 4 à 5 chevaux, montés chacun par cinq ou six hommes et avec un ou deux doris placés à l'avant (les doris sont des embarcations plates usitées pour la pêche à la morue ou à la sardine) ; sur les lieux de pêche, les doris sont mis à l'eau et montés chacun par deux hommes munis des engins nécessaires ; les autres restent à bord du bateau et pêchent également ; l'appât employé est aussi la roque de Bergen. Il paraît que cette pêche a donné d'excellents résultats : « Du 4 au 24 octobre 1906, une pinasse de 8^m,50 de longueur, avec moteur de 6/8 HP. montée par 5 hommes, a pêché en quatorze sorties 118.500 sardines, qui ont produit à la vente 3.662 fr. 50. Les frais divers (roque, huile, essence et graisse, etc.) s'étant élevés pendant cette période à 513 fr. 25, il en est résulté un bénéfice net de 3.149 fr. 25, qui, réparti en sept parts égales, dont deux pour le bateau et cinq pour l'équipage, a donné en chiffres ronds, pour une période de vingt jours, 900 francs à l'armateur et 450 francs à chaque homme. Une autre pinasse à moteur a donné, pendant six mois de pêche, du 1^{er} septembre 1907 au 29 février 1908, un rapport net de 1.500 francs à chacun des cinq hommes et de 3.000 francs à l'armateur ; un troisième canot, moins favorisé, a pu cependant, malgré de fréquents arrêts causés par les tempêtes, du 10 novembre 1907 au 21 mars 1908, et en vingt-cinq jours de pêche

capturer 80.000 sardines, qui ont produit à la vente une somme totale de 3.614 fr. 30 » (1).

Il est certain qu'à Arcachon, sans les bateaux à moteur, la pêche ne pourrait avoir lieu pendant l'hiver, alors que, pendant une grande partie de la saison d'hiver, la sardine séjourne sur la côte entre Arcachon et Bayonne. En Bretagne, même l'été, ce mode de pêche pourrait être utilisé, lorsque le poisson se trouve hors de portée des bateaux à voile, mais à la condition que l'on suive les méthodes déjà pratiquées pour la rémunération des pêcheurs, la participation aux bénéfices demeurant la règle. De cette façon, le contingent des pêcheurs côtiers ne disparaîtrait pas, et l'industrie sardinière continuerait à nourrir le nombre considérable de marins dont elle est aujourd'hui le gagne-pain. Cependant il ne semble pas que l'emploi des bateaux à vapeur, au moins pour la pêche, soit destiné à se généraliser un jour en Bretagne. Nous verrons, au contraire, qu'on a une tendance à les utiliser de plus en plus pour le transport des sardines du lieu de pêche à l'usine.

En présence de la diminution des bancs de sardines sur nos côtes, on a conçu l'idée d'augmenter artificiellement la production des eaux qui baignent le littoral, et on a songé à ensemercer l'Océan par des immersions

(1) *Rapport sur le mode de pêche avec bateaux à moteur à Arcachon*, présenté au V^e Congrès des Fabricants, 1908, par M. Armand Rodol. *Compte rendu*, p. 26 et 27.

d'alevins destinés à fertiliser les fonds de pêche, et obtenus dans les établissements de pisciculture. Il n'est pas douteux qu'on peut rendre aux cours d'eau leur fécondité par des procédés de ce genre ; mais, lorsqu'il s'agit de la pleine mer, peut-on obtenir de semblables résultats ? Des recherches sur ce point ont été commencées depuis quelques années à l'étranger. Aux États-Unis, à Gloucester, une expérience fut tentée, en 1878, sur la fécondation des œufs de morue pour obtenir des alevins de morue ; mais les expériences furent vaines ; elles furent reprises en 1881, et elles réussirent pour les alevins d'alose, grâce aux efforts de l'U. S. Fish Commission. En Norvège, des essais analogues ont eu lieu pour la propagation des alevins de morue, en 1883, et il semble qu'ils ont été couronnés de succès. En Écosse, une installation très perfectionnée a été organisée à Dunbar, en 1874, pour l'application des méthodes piscicoles à la plie, à la sole, à la limande et au turbot ; enfin, en France, M. le professeur Ed. Perrier a fondé à Saint-Vaast-la-Hougue une station de piscifaculture ; et, dans tous ces établissements, on a obtenu la production d'alevins nombreux par la fécondation artificielle (1).

On emploie aussi des viviers de ponte dans lesquels les reproducteurs sont nourris avec des poissons con-

(1) Marcel Baudoin, *la Pisciculture maritime*, Paris, 1897, p. 19 à 35 ; et Georges Roché, *la Culture des mers en Europe*, Paris, 1898, p. 98 et s., 114 et s.

gelés à l'état frais pendant l'hiver; les œufs fécondés sont recueillis à l'aide d'un appareil collecteur d'œufs, qui est muni d'un filtre destiné à les arrêter, puis placés dans des appareils incubateurs, où l'eau de mer est amenée par le moyen d'une force motrice; une fois éclos, les alevins sont élevés avec du jus de lamelli-branches, puis transplantés en mer, lorsqu'ils ont acquis les organes nécessaires aux mouvements et à la nutrition, et que la température de l'eau est favorable.

La question est ainsi résolue théoriquement; mais les alevins produits artificiellement ont-ils la force voulue pour s'adapter aux conditions biologiques ordinaires? Ici les spécialistes sont divisés; M. Fabre-Domergue a constaté, à Concarneau, que les larves obtenues en captivité ou pêchées en mer et conservées en aquarium sont atteintes, au bout de quelques jours, de l'anémie larvaire qui entraîne leur mort (1).

En tout cas, étant donné l'imprécision des résultats, il serait prématuré de compter sur la fécondation artificielle pour repeupler les côtes de Bretagne, que les sardines ont tant de fois désertées.

Dans ces dernières années, la crise de la pêche sardinière n'a pas eu pour cause seulement la rareté de la sardine sur les côtes armoricaines; les pêcheurs se sont souvent plaints de l'élévation du prix de la rogue, qui,

(1) *Etude sur le rôle et les procédés de la pisciculture maritime*, Paris, 1900, p. 31.

jusqu'à présent, est demeurée l'appât le plus efficace pour la capture du poisson. La majeure partie de la rogue employée en France provient des îles Lofoten en Norvège, et le marché en est tenu à Bergen ; or il n'est pas exagéré de dire que le prix de la rogue est fixé par les vendeurs ; les acheteurs, c'est-à-dire les négociants français de rogue, étant obligés d'accepter ces prix sans pouvoir les discuter.

Les négociants de Bergen emploient, à cet effet, les procédés les plus variés pour maintenir la hausse des cours de la rogue ; dès avant la pêche, on prépare les acheteurs français à subir la continuation des cours de l'année précédente ou même à accepter une hausse. Témoin cette lettre, écrite par un marchand de Bergen à un commissionnaire français, que cite M. de Seilhac : « Monsieur, le but de la présente est de vous informer de la situation actuelle de la pêche à la morue. Dès les débuts, nos bancs de pêche ont été envahis par des quantités innombrables de phoques, et ces monstres empêchent les morues de venir sur les bancs ; cela ne s'est pas produit de mémoire d'homme, et, si le fléau dure encore longtemps, nous aurons une pêche totalement manquée. Pour comble de malheur, le foie est excessivement maigre ; cela aussi fait mal augurer pour les rogues, car on a toujours constaté tel foie telle rogue » (1).

(1) De Seilhac, p. 53.

Les exigences des marchands norvégiens sont d'autant plus lourdes pour les commissionnaires français que ceux-ci doivent vendre à crédit la rogue aux pêcheurs, surtout dans les années mauvaises : « Je suis obligé, disait un négociant français, en 1903, de constater à mon inventaire qu'il m'est dû, en report de 1902, 17.000 francs de rogue ; eh bien, si quelque zélé représentant de la presse pouvait obtenir qu'une souscription s'ouvrit à mon profit jusqu'à concurrence de 12 000 francs seulement, je lui remettrais immédiatement quittance générale » (1).

Les pêcheurs ne se rendent pas compte des conditions que les Norvégiens imposent aux commissionnaires français, et, bien à tort, ils s'en prennent à ceux-ci de l'élévation de la rogue. Cette situation donne lieu à deux questions :

a) Serait-il possible d'abaisser le prix de la rogue ?

b) Peut-on se procurer de la rogue ailleurs qu'en Norvège, ou même employer de la rogue artificielle ?

A. — Peut-on abaisser le prix de la rogue ? Des essais ont été tentés par quelques fabricants pour mettre à la disposition des pêcheurs des rogues presque au prix coûtant ; mais ces tentatives ont échoué : les pêcheurs, ignorants et crédules, ont accusé les usiniers de s'être entendus entre eux pour mieux les exploiter, et les résultats ont été décourageants pour ceux qui avaient

(1) De Seilhac, p. 55.

pris cette initiative. Il semble que, seuls, des syndicats, ou plutôt des coopératives composées exclusivement de pêcheurs, puissent obtenir la rogue à meilleur compte. C'est ainsi que, dans le Finistère, les pêcheurs s'approvisionnent de rogue par l'entremise de leurs syndicats ; il existe dans ce département 11 syndicats professionnels réunis entre eux par une Fédération. A chacun d'eux sont affiliées une coopérative et une caisse de crédit maritime établie d'après la loi du 23 avril 1906. Ces syndicats ont pu acheter, en 1908, 4.225 barils de rogue et 4.981 sacs de farine dont le montant s'est élevé à 185.967 francs (1). Les syndicats, achetant par grandes quantités, peuvent obtenir des concessions de la part des négociants de leur région, ainsi que quelque crédit, et ils revendent au prix coûtant la rogue à leurs adhérents. Les frais auxquels donne lieu leur rôle d'intermédiaires sont très peu élevés : c'est ainsi que, dans les syndicats de Morgat et de Camaret, le secrétaire se contente de prélever 75 centimes par baril de rogue.

B. — Si la rogue norvégienne forme la plus grande partie du contingent employé par les pêcheurs français, ce n'est pas à dire pourtant que ceux-ci ne recourent pas à d'autres appâts ; notamment ils se fournissent de rogue en Amérique, en Angleterre, en Allemagne ; ils emploient aussi des rogues françaises de Terre-Neuve et d'Islande. En 1907, il a été importé 8.000 barils

(1) *Réforme sociale*, 1910, p. 245.

environ de rogue française (1). M. Pérard estime que cette production pourrait être facilement augmentée. Elle est déjà stimulée par une prime de 20 francs par quintal que touche l'armateur français ; il y aurait lieu d'augmenter cette prime, et, à ce sujet, le V^e Congrès national des Pêches maritimes, qui s'est tenu aux Sables-d'Olonne, en 1909, a émis le vœu « que la prime afférente aux rogues soit accordée seulement aux produits de bonne qualité ; puis, que l'équipage soit intéressé dans la prime, ou que, du moins, des récompenses soient données aux marins des bateaux qui auront apporté le plus de rogues et les auront conservés de façon à leur assurer la meilleure qualité (2). »

Mais l'idéal serait de trouver une rogue artificielle, qui serait à la fois d'une fabrication facile et d'une efficacité reconnue, comme appât. On a songé d'abord, dans ce but, à employer la farine d'arachide. Le coût de la farine d'arachide est peu élevé ; un baril de 100 kilogrammes ne vaut guère plus de 15 francs ; mais son emploi a été vivement critiqué. Elle aurait l'inconvénient, une fois absorbée par le poisson, de déterminer une fermentation rapide, qui occasionne la détérioration de la sardine (3). Aussi, devant les effets désastreux qui sont le résultat de cet emploi, un vœu a été émis au V^e Congrès des Fabricants, tenu à Nantes les 3 et

(1) *Réforme sociale*, 1910, p. 244.

(2) *Réforme sociale*, 1910, p. 245.

(3) *Bulletin de la marine marchande*, novembre 1902, p. 244.

4 avril 1908, pour interdire l'utilisation de la farine d'arachide comme appât, à moins qu'elle n'ait été, au préalable, délayée dans la saumure. En effet, quand elle a été ainsi préparée, elle demeure intacte ; au contraire, délayée dans l'eau de mer, elle se couvre de moisissure ; en conséquence, le Congrès, « considérant que la farine d'arachide détériore le poisson qui absorbe cet appât, que l'emploi de la farine peut porter dès lors atteinte à la réputation des produits français, que les pêcheurs sont d'avis que le poisson qui a absorbé cet appât et qui n'est pas capturé meurt rapidement ; qu'il a été observé à trois reprises différentes, au cours de la campagne 1907, que le poisson, abondant sur la côte de Vendée, alors qu'il n'y avait sur les lieux de pêche que des pêcheurs vendéens, qui se servent uniquement de rogue, s'était raréfié rapidement lorsque des pêcheurs bretons, qui se servent de farine d'arachide, étaient venus dans la région ; que les inconvénients constatés peuvent être évités en saumurant la farine d'arachide avant de l'employer, émet le vœu que le Ministre de la Marine prohibe l'embarquement, sur les bateaux de pêche, de farine d'arachide qui n'aurait pas été convenablement saumurée au préalable » (1). A la suite de ce Congrès, le Ministre de la Marine a été saisi de la question ; mais aucune solution n'est intervenue.

En dehors de la farine d'arachide, on utilise également

(1) *Compte rendu du Ve Congrès*, p. 9.

la rogue artificielle, composée de chair de poissons et de farines de diverses céréales mélangées ; c'est le problème de la simili-rogue ; on cherche à découvrir un produit naturel ou industriel qui présente les conditions voulues de goût, d'émanation, de densité, de bas prix et de facilité de conservation, pour se rapprocher le plus possible de la rogue. Il importe surtout que l'appât au moyen duquel on veut attirer la sardine ait l'odeur forte de la rogue. La découverte d'une rogue artificielle de bonne qualité et à bas prix serait éminemment favorable à la prospérité de la pêche sardinière. De nombreux essais ont été tentés depuis 1816 (1). En 1906, au III^e Congrès des Fabricants, M. Amieux père a proposé la fondation d'un prix de 25.000 francs, qui soit attribué à l'inventeur d'un appât répondant aux qualités désirées ; cette somme serait fournie, au prorata de leur nombre d'usines à sardines, par les fabricants qui voudraient souscrire, et on demanderait au Gouvernement de verser une somme équivalente pour porter le prix à 50.000 francs (2). Enfin, le VII^e Congrès des Fabricants, tenu à Nantes, les 14 et 15 janvier 1910, a adopté le vœu suivant : « Le Congrès, considérant que l'achat de la rogue constitue pour les pêcheurs une très lourde charge, considérant que la production de la rogue de Bergen, qui est actuellement la plus importante de

(1) Voir Ropers, p. 173 et s.

(2) *Compte rendu du III^e Congrès*, p. 14.

beaucoup, est forcément très limitée, que l'usage, de plus en plus répandu en Espagne, de se servir de rogue pour la pêche à la sardine, diminue la quantité de rogue norvégienne disponible pour le marché français ; qu'il est à craindre, de plus, que divers emplois nouveaux ne réduisent encore cette quantité ; considérant que, d'après des renseignements obtenus à des sources différentes, et notamment d'après les affirmations apportées à la tribune de la Chambre des Députés, et des Rapports publiés au nom des syndicats de pêcheurs, plusieurs inventeurs ont découvert le moyen de fabriquer des rogues artificielles, et que les essais de pêche faits avec ces rogues ont été satisfaisants ; émet le vœu que le Gouvernement encourage par tous les moyens possibles la production, la mise en vente et l'emploi des rogues artificielles » (1).

Parmi les essais qui ont été tentés, deux d'entre eux donnent quelque satisfaction : ce sont la rogue Foulon et la rogue Fabre-Domergue. Les pêcheurs bretons et vendéens s'en déclarent satisfaits. La première revient à environ 25 francs le baril ; la seconde coûte de 30 à 35 francs. Le prix du baril de rogue de Bergen est sujet à de grandes variations : il n'est jamais descendu au-dessous de 30 francs et a atteint quelquefois le cours de 150 francs ; en 1910, le cours moyen a été de

(1) *Compte rendu du VII^e Congrès*, p. 11.

110 francs (1). Or, un patron emploie, par saison, une moyenne de 25 barils de rogue.

§ 2. — *Le perfectionnement des engins de pêche*

Dans l'industrie sardinière, comme dans toutes les autres, le perfectionnement des méthodes et des engins est de nature à augmenter le rendement et, par là même, le gain des pêcheurs comme des usiniers. Or, le filet ordinaire, ou filet de rogue, est loin de répondre à tous les desiderata. Il a d'abord l'inconvénient de nécessiter l'emploi de la rogue sans laquelle il serait impossible d'attirer la sardine, qui, avide de l'appât, se précipite à travers le filet et vient s'y mailler. Or, la rogue est un appât coûteux dont on n'est pas certain d'avoir trouvé encore aujourd'hui le succédané. Les filets eux-mêmes coûtent cher et se détériorent très vite, car ils sont souillés par des matières organiques qui fermentent rapidement. De là des tentatives pour substituer de nouveaux engins à ceux qui sont actuellement en usage.

A l'étranger, on arrive à se passer de rogue et à capturer le poisson à l'aide d'autres procédés (2). On emploie le *lamporo*, sorte de filet flottant à deux ailes,

(1) Cf. *Réforme sociale*, 1910, p. 245 et 238.

(2) *Revue maritime*, 1909, p. 967, 1188 et s.; 1904, p. 185 et s.

avec, dans son milieu, une grande poche, au fond de laquelle se réfugient les bancs de sardines que l'on cerne et que l'on ramène ainsi à bord. Le poisson est pris comme dans un sac ; la pêche a lieu généralement la nuit, la sardine, par sa phosphorescence, révélant sa présence. — Le *sardinal* est un filet que les pêcheurs napolitains tendent dans la Méditerranée, perpendiculairement à leur embarcation ; la sardine arrivant en bandes pressées, cherche à se livrer un passage au travers des mailles et se trouve prise par la tête ; cette pêche ne suppose aucun appât. — La *madrague* est pratiquée surtout au Portugal ; c'est un immense filet divisé en compartiments nombreux, ayant la forme d'un cube et relié à la terre par un filet vertical à larges mailles ; l'engin est immobilisé et mouillé sur plusieurs ancres ; il est maintenu aussi par des flotteurs de liège ; lorsque le poisson rencontre le filet vertical, il le longe et pénètre tout naturellement dans l'intérieur de la madrague, dont il ne reste plus qu'à relever le fond au moyen d'une ralingue pour achever la pêche. Ce filet peut capturer en un seul coup plus d'un million de sardines. Seulement, la pêche à la madrague nécessite une installation complexe et, par conséquent, coûteuse ; elle suppose l'association de plusieurs bateaux montés par un équipage d'au moins 40 hommes, et, avec le matériel accessoire qu'elle implique, elle revient à plus de 30.000 francs. Enfin, les Portugais et les Espagnols pratiquent encore la *seine*, filet très long, en nappe

simple, garni de balles de plomb à la partie inférieure et de morceaux de liège à la partie supérieure ; ce filet est muni en son milieu d'une poche ; aux extrémités se trouvent des cordages qui agissent sur un bâton fixé à chacun des bouts, et qui permettent de hâler sur le filet sans hacher les ralingues. Une embarcation va mouiller la seine au large parallèlement au bateau, et ramène à bord les cordages sur lesquels se rangent les pêcheurs de chaque côté. La traction est opérée lentement, de façon que les deux extrémités arrivent à bord en même temps ; l'emploi de la rogue est facultatif, mais de plus en plus fréquent ; la seine est ainsi une sorte de filet tournant qui enveloppe les sardines. Les Portugais l'appellent *cerco reale*.

M. de Seilhac rapporte l'étonnement des pêcheurs français, lorsqu'ils ont assisté aux résultats obtenus avec ces engins ; le Directeur des pêcheries de l'Océan, à Arcachon, se trouvait, au mois de mai 1887, au travers de Saint-Jean-de-Luz ; là, les hommes, ayant aperçu des sardines, se livrèrent à la pêche, et, après l'emploi d'une grande quantité de rogue, capturèrent 8.000 sardines. Pendant ce temps, une péniche de Saint-Jean-de-Luz pêchait dans les mêmes eaux. Un banc de sardines s'étant montré, les Espagnols l'entourèrent rapidement avec un filet dit « seine d'anchois », prohibé en France, et en quelques minutes, sans se servir de rogue, prirent d'un seul coup de filet 80.000 sardines. On peut se rendre facilement compte de l'impression

produite sur les pêcheurs français par ce résultat et de leur découragement (1).

Le Président du Syndicat des Fabricants de conserves de Douarnenez, M. Charles Chancerelle, signalait, en 1909, à M. Fabre-Domergue, inspecteur général des pêches, les avantages résultant de l'emploi de la seine (2).

Cependant, en France, si l'emploi de ces procédés perfectionnés est recommandé par les usiniers, les pêcheurs s'y montrent hostiles, probablement parce qu'ils redoutent surtout que l'abondance des quantités pêchées ne provoque un abaissement des prix et ne profite qu'aux usiniers : « Pour le pêcheur breton, la mer est la propriété commune des inscrits maritimes, le champ indivis à exploiter ; c'est cet état d'âme qui l'a dressé contre un engin qui assurait parfois à un équipage la chance de capturer en une journée plus qu'un autre équipage en un mois de travail ; le pêcheur auquel le sort avait été défavorable, sans songer à accuser son inertie ou son défaut de technique, imputait aussitôt sa malchance persistante aux heureux coups de seine du voisin, qui avait détruit sa part de poisson. A qui connaît le pêcheur breton, il n'était pas difficile de prévoir les réclamations et les pétitions contre l'en-

(1) *La pêche de la sardine*, p. 128.

(2) *Compte rendu du III^e Congrès des Fabricants français des conserves de sardines*, 1906, p. 19 et s. ; — voir *suprà*, p. 18.

gin dont on déniait tous les avantages et qu'on accusait d'être la cause de tous les maux » (1).

C'est ainsi que l'utilisation d'une seine, la seine Belot, inventée en 1872, par un pêcheur de Douarnenez, suscita une vive jalousie chez les autres pêcheurs de la localité. Le bateau armé de la seine Belot, ou d'un engin analogue, comme le filet Heyraud, ou le filet Guennec, capturait, dans une journée de pêche, 60 à 80.000 sardines, tandis qu'avec l'emploi de l'ancien filet, d'autres embarcations n'en prenaient que 12 ou 15.000; de là une vive effervescence dans la population maritime de Douarnenez. La presque unanimité des pêcheurs réclama l'interdiction de la seine Belot, qu'ils accusaient de trainer sur les fonds et de détruire le poisson. Un décret du 10 octobre 1878, sans distinguer entre les grandes et les petites seines, interdit cet engin dans la baie de Douarnenez du 1^{er} janvier au 15 octobre. L'emploi de la seine Belot n'était autorisé que du 15 octobre à la fin de la pêche, et encore la longueur du filet toléré ne devait pas dépasser 150 mètres de pourtour, les mailles étant fixées à un minimum de 56 millimètres carrés. Le décret du 28 octobre 1882 étendit cette prohibition à la baie d'Audierne.

Depuis cette époque, les Congrès des Fabricants de conserves ont souvent protesté contre le maintien de ces décrets. Ils ont essayé d'organiser des expériences

(1) Le Gall, p. 133.

de nature à instruire les pêcheurs sur la possibilité de modifier leurs modes de pêche. Étant donné l'esprit d'hostilité qui règne chez les marins contre toute innovation, les fabricants ont sollicité le concours des pouvoirs publics (1).

Au III^e Congrès, réuni les 10 et 11 janvier 1906, le Président, M. Arthur Benoit, a signalé que la crise de l'industrie sardinière provenait, non seulement de la rareté de la sardine sur les côtes de France, mais aussi de ce que l'industrie française lutte à armes inégales contre la concurrence de l'Espagne et du Portugal, qui emploient des méthodes de pêche beaucoup plus efficaces et beaucoup moins dispendieuses, car elles n'exigent pas l'utilisation d'une aussi grande quantité de rogue. M. Poriel, de Douarnenez, expliquait que la pêche aux filets actuels exige une très forte dépense de rogue, et encore le poisson ne s'y prend que lorsqu'il est affamé ; autrement dit, le poisson lève, mais ne se maille pas, selon l'expression des marins. Or, une petite seine ne coûte que 250 francs, et deux seines sont suffisantes pour un bateau, tandis qu'avec le mode d'engins en usage un bateau, pour être armé, doit être muni de trente filets à 60 francs, qui occasionnent une dépense de 1.800 francs et nécessitent une plus grande quantité d'appât.

Si les pêcheurs se montrent hostiles à l'emploi des

(1) Vœu formulé au II^e Congrès des Fabricants le 10 avril 1905.

seines, c'est parce qu'ils redoutent comme un fléau la surproduction qui entraîne la baisse des prix; ce fut l'objection formulée par un Congrès de Pêcheurs tenu à Quimper, au début de l'année 1906 (1).

Mais les pêcheurs oublient, d'abord, la réduction du prix de revient du poisson qu'ils capturent; puis il serait possible de réduire la pêche aux quantités nécessaires à celles dont la vente est assurée. Les pêcheurs pourraient convenir, par exemple, d'employer la seine ou, au contraire, le filet ordinaire, selon la plus ou moins grande abondance du poisson, ou encore déterminer la quantité maxima qu'un bateau pourra rapporter. C'est ainsi qu'à Quiberon et à Concarneau des règlements ont été élaborés entre pêcheurs et appliqués avec succès, dans certaines circonstances, pour empêcher la surproduction; il faut tenir compte aussi de ce que, en présence de pêches plus fructueuses, les fabricants français seraient amenés à augmenter leurs moyens de production et à agrandir leurs usines, au grand bénéfice de la population ouvrière des fabriques (2).

Le 16 mars 1906, à la Chambre, MM. Roch et Guillo-teaux demandaient qu'il fût procédé sans délai à des essais de pêche; ces expériences furent effectuées sur la

(1) *Réforme sociale*, 1910, p. 304, *in fine*.

(2) *Réforme sociale*, 1910, p. 305 et 306; — et *Compte-Rendu du III^e Congrès des Fabricants*, 1906, p. 3 et s. Cf. aussi M. Lemy, article paru dans le *Bulletin de l'enseignement professionnel et technique des pêches maritimes*, 1907.

côte du Croisic, les 28, 29, 30, et 31 août et le 1^{er} septembre 1906. Mais, devant l'attitude hostile des pêcheurs bretons, qui empêchaient la manœuvre, les autorités craignirent des incidents, et aucun avis ne fut formulé sur les résultats des tentatives auxquelles on avait procédé. La question, discutée de nouveau, au IV^e Congrès des Fabricants, les 16 et 17 avril 1907, donna lieu à un nouveau vote, et, à l'unanimité, le Congrès demanda qu'une série d'essais officiels de seines à sardines ait lieu aussitôt que possible pendant la campagne prochaine, conformément aux promesses précédemment faites, et que les pêcheurs qui le désireraient soient autorisés à se servir, à titre d'essai, et sous la protection des pouvoirs publics, du filet Guezennec, tel qu'il a été préconisé par l'Inspecteur général des pêches (1). — En 1907, dans une Conférence faite le 21 juillet à Croix-de-Vie, l'Inspecteur général des pêches. M. Fabre-Domergue, déclara que le véritable moyen de mettre fin à la discussion engagée depuis si longtemps au sujet de l'emploi des seines, serait, premièrement, d'établir une entente entre pêcheurs, arrivant à fixer pour chaque bateau les quantités à pêcher et les prix à demander, et, deuxièmement, de conclure un accord entre pêcheurs et fabricants pour que chaque usine puisse indiquer, le matin, les quantités qu'elle pourrait recevoir. En somme, l'Inspecteur général des pêches avait confiance

(1) *Compte rendu du IV^e Congrès*, p. 4.

dans l'efficacité des seines, tout au moins des seines de petite dimension.

Cependant le Congrès des Pêches maritimes, tenu à Bordeaux, du 14 au 17 septembre 1907, se prononça, par 20 voix contre 16, contre l'opportunité de demander à l'Administration de la Marine la continuation des expériences (1).

Devant cette indifférence, les fabricants de conserves lors de leur V^e Congrès, à Nantes, les 3 et 4 avril 1908, ont renouvelé plus énergiquement encore leur appel aux pouvoirs publics, en vue d'instruire les pêcheurs par la généralisation des expériences : « Le Congrès considérant que la pêche de la sardine n'a, depuis cinq années donné sur les côtes de Bretagne et de Vendée, que des résultats désastreux ; que pareil état de choses est, non seulement une cause immédiate de misère pour les pêcheurs et le personnel ouvrier de la côte, mais peut, par sa durée, amener la clientèle ancienne des fabricants français à prendre l'habitude de s'approvisionner chez leurs concurrents étrangers, ce qui constitue pour l'industrie sardinière et tous ceux qui en vivent un grand danger ; — que les rapports officiels, présentés au Ministre de la Marine à la suite des enquêtes qu'il avait ordonnées, ont tous conclu à la nécessité d'essayer certains engins et notamment le filet Guezennec ; — que de

(1) *Compte rendu du V^e Congrès des Fabricants*, 1908, p. 23 et 24.

tels essais, pour permettre aux intéressés, pêcheurs et fabricants, de se faire une opinion raisonnée sur l'opportunité de modifier ou non les règlements actuels, doivent être pratiqués de façon suivie, dans des conditions et des endroits divers; — que, jusqu'à présent, les pêcheurs n'ont pas voulu procéder eux-mêmes à des essais dont on leur aurait facilité les moyens, qu'ils se sont montrés hostiles à ceux que les fabricants, à leur défaut et à celui de l'État, ont, après trois campagnes désastreuses, tenté de faire à la fin du mois d'août 1906; — que l'État seul peut, dans ces conditions, procéder utilement aux essais nécessaires; — que les quelques expériences faites à la fin de septembre 1906 par l'Inspecteur général des pêches avaient donné des résultats encourageants; — rappelant les vœux émis par les Congrès précédents, émet le vœu que, par les soins de l'État, une série d'essais des filets Guezennec soit commencée dès le début de la prochaine campagne de pêche et continuée jusqu'à ce que des résultats concluants aient été obtenus, et, de plus, que des rapports de ces essais soient publiés aussitôt que possible » (1).

§ III. — *L'enseignement technique et professionnel*

Puisque l'une des causes de la crise sardinière provient de l'obstination des marins à ne pas s'initier aux

(1) *Compte rendu du Ve Congrès*, 1908, p. 6.

nouvelles méthodes de pêche, à ne pas adopter les engins perfectionnés qui sont depuis longtemps mis en œuvre à l'étranger, il importe que les pêcheurs puissent acquérir une instruction professionnelle maritime suffisante pour mieux comprendre que leur avantage personnel, conforme à l'intérêt général, leur commande d'accepter le progrès qui s'impose. Il faut qu'ils apprennent dans quelles conditions la pêche de la sardine peut être la plus fructueuse. Ils s'obstinent le plus souvent à chercher les sardines là où elles ne sont pas ; or, s'ils se souciaient davantage de la température de l'eau, de la contexture des côtes, de l'étude des fonds marins, ils seraient plus vite au courant des endroits où la pêche peut être plus abondante. « Il est indéniable que l'ignorance est une des principales causes des crises de la production dans le milieu marin. Malgré leur initiative et le mépris du danger, les pêcheurs bretons ne peuvent guère s'écarter des côtes ; lorsqu'ils ont perdu de vue les marques de la côte, ils vont à l'aveuglette et ne retrouvent plus les endroits où ils ont fait, quelques jours auparavant, d'abondantes pêches (1).

Dès lors, pour apprendre au pêcheur sa profession, ont été fondées des Ecoles de pêche, dont la Société d'Enseignement professionnel des pêches maritimes a été l'initiatrice, et qui, à une époque récente, ont reçu une consécration officielle du Ministère de la Marine.

(1) Le Gall, p. 209.

La première Ecole fondée fut celle de Groix ; elle est, écrit M. de Seilhac, un véritable musée de pêche, où l'on rencontre les plus curieux spécimens de la flore marine, des animaux marins comestibles, des coquillages, des modèles de filets et de bateaux. « Les élèves sont exercés au maniement de l'octant et du sextant ; ils apprennent à calculer la longitude et la latitude ; ils étudient l'emploi des cartes marines et savent diriger un bateau selon une route tracée sur ces cartes ; on leur enseigne la connaissance des règlements maritimes, des feux de balisage ; on leur donne des notions d'atterrissage ; on apprend aux jeunes mousses le raccommodage des filets ; enfin, un médecin fait des conférences d'hygiène et des premiers soins à donner, encas d'accident, en matière de navigation et de pêche (1).

La plus florissante des Ecoles de pêche bretonnes, celle de Concarneau, donne un enseignement très complet de pêche, d'hydrographie et fournit aux élèves des connaissances pratiques. M. Pérard, secrétaire général de la Société d'Enseignement professionnel et technique des pêches maritimes, déclare que ces Ecoles procurent aux pêcheurs les renseignements les plus utiles ; il rapporte que, pendant l'été de 1909, certains pêcheurs de Douarnenez, désirant pêcher la langouste sur les côtes d'Espagne et du Portugal, suivirent pendant quelque temps les cours de l'École de Douarnenez,

(1) *La pêche à la sardine*, p. 134.

et ils y acquièrent des notions suffisantes pour se diriger en toute sécurité vers ces régions éloignées et pour en revenir avec une pêche abondante (1). L'enseignement professionnel paraît donc de nature à améliorer considérablement la situation des marins bretons.

A côté des Ecoles de pêche, l'Institution des Abris du marin vient améliorer les connaissances nautiques de ce dernier et s'efforce d'enrayer sa passion pour l'alcoolisme ; ce sont des établissements qui, moyennant une cotisation minime, mettent à la disposition des pêcheurs des livres et des journaux ; en même temps, ceux-ci y trouvent des hangars où ils peuvent réparer leurs filets, faire leur cuisine et passer la nuit (2).

L'enseignement professionnel n'aura pas seulement pour résultat d'augmenter la valeur nautique du pêcheur, de lui apprendre à tirer meilleur parti de son métier, il accroîtra aussi sa valeur morale, il faut l'espérer, du moins, en détournant un peu les Bretons du penchant pour l'alcool qui leur a été si funeste.

Grâce à l'instruction qu'ils reçoivent, les pêcheurs ne se dirigent plus en mer au petit bonheur ; ils recherchent, en utilisant les indications qui leur ont été données, les emplacements des bancs de sardines ; ils se préoccupent aussi de la température de l'eau, et ils ne reculent pas devant une longue traversée pour aller, par exem-

(1) *Réforme sociale*, 1910, p. 253.

(2) Voir Rôpers, p. 95 et s.

ple, découvrir sur les côtes de Vendée la sardine qui manque sur le littoral de la Bretagne, ou inversement.

SECTION II

PROTECTION DE L'INDUSTRIE SARDINIÈRE

L'insuffisance de la pêche de la sardine a eu naturellement un retentissement sur la situation des usiniers et du personnel qu'ils emploient. Les années malheureuses qui se sont écoulées de 1901 à 1908 ont eu pour conséquence un ralentissement de la fabrication et le chômage de la plupart des ouvriers. Les intérêts des pêcheurs, des usiniers et des ouvriers soudeurs sont donc intimement liés; et toute mesure qui améliore le sort des uns est nécessairement favorable au sort des autres; or, l'industrie sardinière française demande à être défendue contre trois dangers : 1° la concurrence étrangère; 2° la fraude; 3° l'abandon de certaines branches de la fabrication, comme celle de la sardine pressée, qui a été pendant longtemps l'une des principales ressources. — En outre, aucun moyen ne doit être négligé pour augmenter la capacité de production des usines.

§ 1. — *La protection de l'industrie sardinière française contre la concurrence étrangère*

Autrefois les fabricants français étaient les seuls producteurs, les maîtres du marché ; ils pouvaient donc fixer leur prix de vente, en tenant compte du coût du poisson et des frais accessoires nécessités par la mise en boîtes ; mais aujourd'hui il n'en est plus de même. L'industrie française est menacée dans son existence ; elle est en butte à une concurrence acharnée, dirigée contre elle surtout par les usines établies en Espagne et en Portugal, où tout est moins cher, poisson, huile, main-d'œuvre, et qui sont installées suivant les derniers perfectionnements. Aussi s'explique-t-on que, depuis une vingtaine d'années, le développement de l'industrie espagnole et portugaise soit devenu inquiétant pour nos fabricants. En 1879, il y avait seulement 1 usine en Portugal, 8 en Espagne, contre 160 en France. En 1886, il y en avait 66 dans ces deux pays contre 100 en France, et la situation de l'Espagne et du Portugal n'a fait par la suite que se fortifier au détriment de l'industrie française : ces deux pays possèdent aujourd'hui une centaine d'usines en activité. On conçoit, dès lors, que, sur la réclamation des usiniers, le Gouvernement ait été porté à assurer la protection douanière aux conserves de sardines comme aux autres produits. Il était urgent, en effet, d'intervenir en faveur des sardiniers français. Sans doute, les usines étran-

gères vendent des produits de moins bonne qualité que ceux des fabriques françaises : la sardine pêchée sur les côtes d'Espagne et de Portugal est, en effet, moins prise que le poisson capturé sur le littoral breton. Cela provient peut-être de ce que la pêche, en Espagne et en Portugal, a été longtemps pratiquée sans rogue. Or c'est un dicton répandu chez les pêcheurs que la sardine qui a mangé de la rogue est meilleure que celle prise avec la seine (nous ne pouvons, bien entendu, garantir l'exactitude de cette opinion), mais les fabricants Espagnols et Portugais se contentent de prix très modérés, si bien que, pendant les années de crise, la clientèle étrangère, qui représente près de 80 pour 100, se retire de plus en plus du marché français.

Dans un Mémoire présenté en 1907 au Comité d'études de la Société d'Enseignement professionnel et technique des pêches maritimes, M. Lemy donne les indications suivantes : « Alors qu'en France le prix moyen du poisson est de 10 francs le mille environ, il varie dans la péninsule ibérique entre 2 et 4 francs pour un poisson plus gros que le poisson français ; c'est ainsi qu'une caisse de cent boîtes, dite *quart bas*, qui coûte aux fabricants français, dans une année ordinaire, de 35 à 40 francs au minimum, est vendue couramment 25 à 26 francs par leurs concurrents étrangers. La qualité supérieure des produits français leur a valu la préférence des consommateurs ; mais, à mesure que grandit l'écart entre le prix de vente des produits français et

celui des étrangers, le nombre des acheteurs des premiers diminue, et celui des acheteurs des seconds augmente. Lorsque, comme cela a été le cas récemment, le prix de revient de la caisse d'un quart bas monte en France à 50 et 60 francs et même au-dessus, les sardines françaises ne sont plus consommées que par la clientèle riche, nécessairement très restreinte. La masse des consommateurs se contente alors des conserves étrangères, son goût s'y accoutume, et il est à craindre que, lorsque des pêches abondantes permettront de vendre les sardines aux prix anciens, une notable partie de la clientèle refuse de payer comme autrefois la plus-value de l'article français, et que la consommation de celui-ci ne soit fort inférieure à ce qu'elle était dans le passé. Des symptômes fort inquiétants ont été constatés déjà dans certains pays, où les fabricants français trouvaient naguère encore les meilleurs débouchés pour leurs produits, et cela est d'autant plus grave que près des 4/5 des sardines françaises sont exportés (1). »

Cependant l'idée protectionniste n'est pas acceptée par tous. On se préoccupe de l'incidence des droits de douane, qui retombent finalement sur les consommateurs, car ils aboutissent à une hausse générale des prix ; mais cet argument n'est pas péremptoire ; il peut arriver que les droits d'entrée soient supportés en grande partie par les exportateurs ; c'est le cas lorsque

(1) Rapport cité par M. Pérard : *Réforme sociale*, 1910, p. 247.

le pays protectionniste est le principal marché de la denrée taxée ; or, pour les conserves de poissons, une notable fraction de la fabrication espagnole ou portugaise ne séjourne que quelque temps dans notre pays ; si elle n'y trouve pas d'acheteurs, en raison de sa qualité inférieure, elle est expédiée ensuite à l'étranger, notamment en Allemagne et en Amérique ; ce serait donc bien les exportateurs espagnols et portugais qui auraient à subir dans une large mesure la majoration du tarif de douane (1).

On peut ajouter, en faveur de la protection, qu'il n'y aurait pas à redouter de représailles de la part de l'Espagne ou du Portugal, car ces pays ont déjà taxé lourdement les caisses de sardines françaises à l'entrée sur leur territoire (à la frontière espagnole, ces droits atteignent 150 pesetas par 100 kilogrammes de poisson) ; le droit est donc déjà très élevé.

Enfin l'application du protectionnisme n'a rien ici que de très rationnel. Il ne s'agit nullement d'affaiblir la concurrence étrangère et d'atténuer l'émulation qui en résulte pour notre industrie nationale ; la question à résoudre a une importance sociale plus haute ; la France s'efforce ainsi d'éviter l'extinction d'une industrie qui représente pour elle une richesse de premier ordre ; en même temps elle cherche à empêcher que toute une population, celle du littoral

(1) Voir Le Gall, p. 147.

armoricaïn, se trouve expropriée d'une carrière qui est traditionnellement suivie par presque tous les habitants des côtes bretonnes ; et, à ce point de vue encore, l'intérêt du pays est de conserver une forte race de marins pêcheurs ; les droits protecteurs présentent donc un intérêt inappréciable pour l'industrie sardinière.

Aussi comprend-on que le Gouvernement ait relevé dans ces derniers temps ses tarifs douaniers sur les sardines étrangères. En 1814, la taxe était de 40 francs par 100 kilogrammes de poisson ; puis survint le régime libre-échangiste de 1860. En 1881, un droit de 10 francs fut établi, et il a été porté à 25 francs par le tarif du 11 janvier 1892. Ce droit a été trouvé insuffisant, et M. Guilloteaux, député du Morbihan, a proposé de le porter à 50 francs. Cette proposition est devenue la loi du 18 juillet 1906. Le tarif maximum est désormais de 50 francs par 100 kilogrammes pour les sardines étrangères. Mais le Gouvernement français a accordé à l'Espagne le tarif minimum sur les sardines d'origine espagnole portant, estampé, le nom de leur pays. Seules les sardines portugaises supportent encore le tarif maximum ; aucun remaniement tarifaire n'a été apporté à cet égard, par la loi du 29 mars 1910. Toutefois, un arrangement est à l'étude, accordant le tarif minimum au Portugal.

Les fabricants français, dont les intérêts sont évidemment menacés par l'annonce d'une semblable convention, ont demandé que, tout au moins, le tarif minimum

ne soit concédé que moyennant des mesures préventives contre la fraude; et, à leur VIII^e Congrès, tenu à Nantes, les 3 et 4 février 1911, ils ont voté la résolution suivante : « Le Congrès confirmant les vœux exprimés par les Congrès précédents, demande : que le Gouvernement français, dans les traités de commerce ou les arrangements qu'il pourra avoir à conclure dans les pays étrangers où sont fabriquées des conserves, n'accorde à ces pays le tarif minimum que si les Parlements de ces pays votent une loi déclarant que les conserves ne pourront sortir de leurs territoires que si les boîtes portent estampés les noms des pays d'origine; — qu'une semblable clause soit notamment insérée dans l'arrangement actuellement à l'étude entre la France et le Portugal, et dans le traité de commerce qui pourra suivre; — émet, de plus, le vœu que la protection des indications d'origine et l'adoption de mesures efficaces pour empêcher que l'on puisse vendre des produits d'un pays comme provenant d'un autre, soient insérées dans la convention internationale qui doit compléter la convention de Berne et l'arrangement de Madrid. (1) »

Les dangers résultant, pour l'industrie sardinière bretonne, de la concurrence étrangère, sont en effet aggravés lorsque nos rivaux étrangers cherchent, au besoin par la fraude, à nous supplanter sur les marchés. Or, de toutes les préoccupations des fabricants français,

(1) *Compte rendu du VIII^e Congrès*, p. 6.

la première a toujours été de proscrire la fraude qui leur occasionne un préjudice si considérable. Nous arrivons ainsi à l'étude des moyens qui ont été préconisés pour lutter contre la fraude.

Nous devons toutefois, mentionner, avant de passer à cette étude, les mesures de protection prises par M. Chéron, sous-secrétaire d'État à la Marine, qui a décidé que, seules, les conserves françaises seraient désormais en usage sur les bâtiments de nos escadres et figureraient dans les rations ordinaires de la flotte, sur la base provisoire de 10 kilogrammes pour mille rations. — Il serait désirable de voir une mesure de ce genre adoptée par le Ministère de la Guerre pour nos armées de terre (1).

§ 2. — *La protection de l'industrie sardinière française contre la fraude*

Les fabricants français ont toujours été victimes d'audacieuses contrefaçons. Les procédés les plus habituellement mis en œuvre pour tromper les consommateurs sur l'origine des produits et pour leur faire accepter de la marchandise étrangère sous le couvert de sardines françaises sont les suivants (2) :

1° L'introduction en France de boîtes qui sont entrées

(1) *Réforme sociale*, 1910, p. 248.

(2) Voir Yves Madurec, *la Fraude dans les conserves alimentaires*, Paris, 1903.

blanches, c'est-à-dire sans aucune mention d'origine, sur le territoire français; le consommateur achetant en France s'imagine faire l'acquisition d'un produit national, alors qu'il n'en est rien ;

2° L'apposition d'étiquettes françaises sur des boîtes qui sont entrées blanches, ou qui ont été désillustrées; l'acheteur est encore plus facilement induit en erreur; il ne doute pas de l'origine française de ce produit, qui, en réalité, est étranger ;

3° On se borne quelquefois à inscrire en évidence un nom français (Maison X..., de Nantes) sur une boîte qui porte, en petits caractères ou à un endroit moins visible, la mention du pays d'origine; l'attention de l'acheteur est alors retenue par la mention, la plus frappante et il s'imagine encore consommer des produits français ;

4° Une fraude dirigée principalement contre les consommateurs étrangers consiste dans le transit et l'entrepôt en France de boîtes étrangères; les traces de dépôt que portent les caisses de sardines sont autant de présomptions trompeuses de la nationalité française des produits transités ;

5° La fraude la plus caractérisée et, en même temps, la plus préjudiciable à l'industrie française est le *dépotage*.

Les sardines étrangères sont passées en France dans de grandes boîtes blanches; après quoi, elles sont ouvertes, et leur contenu est transvasé dans des boîtes

françaises. Comme, dans cette opération, la boîte et la soudure sont perdues, les industriels qui se livrent à cette manipulation frauduleuse réduisent leurs pertes au minimum en recourant aux grandes boîtes d'un format peu usité dans le commerce, telles que quatre quarts (1 kilo), triple (3 kilos). Le dépotage est préjudiciable non seulement aux industriels français, mais encore aux consommateurs, car la sardine étrangère, de qualité très inférieure, est facilement détériorée par le dépotage. Pour éviter que leur maison ne perde sa réputation, les fabricants étrangers se gardent bien d'indiquer leur nom sur les boîtes destinées à la vente ; ils y apposent un nom français de fantaisie :

6° Citons, enfin, le *remplissage* ; ce dernier moyen de fraude est pratiqué par les industriels qui possèdent des usines à la fois en France et à l'étranger. Des boîtes vides, à leur nom, portant un lieu quelconque d'origine breton ou vendéen, sont remplies en Espagne ou au Portugal, avec du poisson et de l'huile de ces pays, et expédiées ensuite en France ou à l'étranger.

Jusqu'à une époque récente, la législation française était à peu près impuissante à réprimer des fraudes aussi variées. Il existe bien une loi du 26 novembre 1873, qui permet au propriétaire d'une marque de faire poinçonner ses boîtes de sardines par l'Etat, et, si cette loi était appliquée, des estampilles différentes permettraient de discerner les produits français et les produits étrangers ; mais cette loi exige le paiement d'une taxe

assez élevée, et le poinçonnage donne lieu à des difficultés pratiques toutes spéciales qui ont rebuté les fabricants.

Il ne semble pas qu'on puisse invoquer les mesures de protection édictées par le décret du 11 juin 1806, dont l'article 40 permet de s'opposer à l'entrée en France des conserves de sardines à l'huile d'origine étrangère. Le Gouvernement se refuserait à mettre en vigueur une mesure aussi draconienne, dont l'application pourrait soulever plus d'inconvénients que la fraude elle-même. Aussi, dans tous leurs congrès, les fabricants n'ont-ils cessé de réclamer soit l'élaboration d'une législation plus efficace contre la fraude, soit l'application stricte des mesures déjà édictées dans ce but, notamment de la loi du 1^{er} août 1905, dont les articles 1 et 2 punissent d'un emprisonnement de trois mois à un an (art. 1), ou même à deux ans (art. 2), quiconque aura, dans *la vente* de denrées alimentaires, trompé ou tenté de tromper le contractant sur la nature, les qualités substantielles, la composition, la désignation de l'espèce ou de l'origine de ces denrées.

C'est d'abord contre le dépotage, à raison de ses effets désastreux, que la lutte a été entreprise. Le 14 janvier 1904, M. Le Bail déposait sur le bureau de la Chambre un amendement portant à 120 francs par 100 kilogrammes le droit d'entrée pour les sardines conservées dans des boîtes ou récipients d'un poids égal ou supérieur à 1 kilogramme. On sait, en effet, que le dépotage des

moyennes et des petites boîtes n'offre aucun bénéfice pour celui qui exerce cette industrie déloyale. Puis M. Le Bail demandait que les conserves alimentaires françaises fussent protégées contre toute confusion avec les produits étrangers par l'obligation, pour toutes les conserves alimentaires entrant en France, soit pour la consommation française, soit en entrepôt ou en transit, de porter estampé sur le corps même de chaque récipient, en caractères latins bien apparents, d'au moins 4 millimètres, le nom du pays d'origine. La proposition de M. Le Bail est devenue la loi du 11 juillet 1906 (1), qui réglemente l'entrée en France de conserves étrangères de sardines et de légumes. Cette loi rend obligatoire l'estampage indélébile du pays d'origine par une inscription en relief ou en creux, en caractères latins bien apparents, d'au moins 4 millimètres, au milieu du couvercle ou du fond de toutes les boîtes qui entrent ou transitent en France et sur une partie qui ne porte aucune impression. Toute contravention est punie d'une amende de 100 à 2.000 francs, qui peut, en cas de récidive, être portée à 4.000 francs et se cumuler avec une peine d'emprisonnement d'un mois à un an.

Par là, il a été mis fin à des pratiques très nuisibles aux intérêts des usiniers français.

D'autre part, nous avons vu que la loi du 1^{er} août 1905, qui prescrit des mesures générales contre la

(1) *Journal Officiel* du 16 juillet 1906.

fraude dans les denrées alimentaires, permet d'atteindre les fausses indications concernant la nature du produit ou son origine, par exemple les boîtes de sardines étrangères vendues comme françaises. C'est ainsi que le fait de mettre des sprats dans des boîtes étiquetées de la simple dénomination « sardines à l'huile » tombe désormais sous le coup de la loi.

Toutefois, la loi Le Bail ne saurait protéger à l'étranger les produits d'origine française contre les contrefaçons étrangères. Aussi les fabricants français ont-ils demandé, à plusieurs reprises, que des lois votées en Espagne et au Portugal interdisent l'exportation des conserves de sardines de la Péninsule Ibérique dans des boîtes qui ne porteraient pas estampé le nom du pays producteur, et que le Gouvernement français insistât pour le vote de ces lois en refusant, dans les arrangements commerciaux avec l'Espagne ou le Portugal, d'accorder le tarif minimum aux boîtes de sardines de ces pays, tant que les lois dont il s'agit ne seraient pas promulguées (1).

Au VIII^e Congrès, tenu à Nantes, les 3 et 4 février 1911, un vœu analogue a été émis : « Le Congrès, confirmant les vœux précédemment exprimés, demande que la protection des indications d'origine soit efficacement assurée (2). »

(1) Vœu formulé au IV^e Congrès, 1907, p. 6.

(2) Voir *suprà*, p. 109.

Il faut remarquer, cependant, que les fabricants français peuvent, en dehors de la protection des lois françaises, invoquer le bénéfice de la convention internationale de Madrid, conclue le 14 avril 1911 entre la France, le Brésil, l'Espagne, la Grande-Bretagne, la Suisse et la Tunisie, et relative aux fausses indications de provenance sur les marchandises. En vertu de cette convention, il est interdit d'apposer faussement sur un produit, comme indication de provenance, le nom d'un des États contractants ou d'un lieu situé dans l'un d'eux (1). La protection ainsi accordée n'est pas sans importance pour le commerce français. Seulement cet arrangement n'a pas reçu toute l'extension désirable : notamment le Portugal, les États-Unis n'y ont pas adhéré.

Les fabricants sont encore préoccupés d'éviter la confusion de leurs produits avec les boîtes de conserves ne contenant pas de sardines françaises ; c'est ainsi qu'ils ont proscrit les appellations vagues, telles que « poissons à l'huile » ; ils ont décidé, en outre, que les mots de *sardines* ou *royans*, ni aucune dénomination ou dessin pouvant faire croire que la boîte contient un poisson autre que celui qui y est enfermé, ou créer une confusion quelconque dans l'esprit du consommateur, ne doivent figurer en aucune façon sur une partie quelconque de la boîte. Les appellations de fantaisie ne sont,

(1) Sirey, *Lois annotées*, 1892. p. 414

par suite autorisées qu'à la condition de ne se rapprocher en aucune façon du mot *sardine* ou du mot *royan*, et d'être immédiatement suivies du mot *sprat*, écrit en caractères identiques. D'une façon générale, et conformément à ce qui est stipulé pour les sprats, devront être proscrites des boîtes de conserves de poissons toutes indications ou dénominations propres à faire supposer au consommateur que ces boîtes contiennent un poisson d'une espèce ou d'une origine différente de celle du poisson qu'elles contiennent réellement (1) ».

Spécialement, en ce qui concerne les États-Unis, les fabricants ont dû chercher à se mettre en garde contre le préjudice pouvant résulter pour eux d'une mesure récemment adoptée par le Gouvernement de ce pays.

D'après une loi du 30 juin 1906, connue sous le nom de « Food and drugs act », les importateurs de conserves aux États-Unis sont obligés d'apposer sur leurs produits une étiquette qui indique, d'une façon précise, la nature du produit conservé, la désignation des ingrédients employés, du pays de fabrication et, enfin, le nom exact du fabricant. Les principes dont se sont inspirés les auteurs de la loi sont excellents ; mais, dans la pratique, le Secrétariat de l'Agriculture des États-Unis a admis, par une circulaire du 29 mars 1907, que tous les petits poissons de la famille des Clupéidés, lorsqu'ils sont mis en conserve, pourraient être vendus

(1) *Compte rendu du Ve Congrès*, p. 15.

sous le nom de « sardines », à la seule condition d'indiquer leur provenance. Le Département de l'Agriculture des États-Unis semble donc tolérer une confusion entre les sardines et tous les autres représentants de la famille des Clupéidés, qui comprend des poissons très divers et dont la qualité est très inférieure à celle de la sardine, notamment les sprats (1). Mais, malgré les démarches tentées auprès du Gouvernement des États-Unis, les fabricants français n'ont pu obtenir satisfaction.

D'autre part, dans ces dernières années, la présence a été constatée, en France, de nombreuses boîtes étiquetées « production française » et provenant d'Algérie ; or, s'il s'agit de produits français, ils n'en sont pas moins d'origine africaine, de qualité et de valeur distinctes des sardines pêchées sur la côte bretonne, et il y aurait intérêt à ce que le consommateur fût fixé sur l'origine exacte de ces conserves. On ne saurait assurément avoir la prétention d'empêcher les maisons algériennes d'inscrire le mot « France » sur leurs boîtes ; mais il conviendrait d'ajouter l'indication « Algérie », pour empêcher de faire croire que les conserves dont il s'agit sont originaires de la partie européenne de notre territoire (2). Satisfaction partielle a été donnée à ce vœu : le service des Douanes a décidé, en effet, que les con-

(1) *Compte rendu du IV^e Congrès*, 1907, p. 8 et 21.

(2) *Compte rendu du VI^e Congrès*, 1909, p. 6.

servees de sardines fabriquées en Algérie ne pourraient plus porter le mot « France » (1).

Enfin, le Japon lui-même a menacé de sa concurrence nos fabricants de conservees de sardines ; c'est surtout aux États-Unis que les Japonais s'efforcent de supplanter la production française, et ils ne se sont pas fait faute, à cette occasion, d'imiter les marques des usiniers français, pour créer une confusion dans la clientèle américaine. De plus, il est douteux que les poissons contenus dans ces boîtes soient de la véritable sardine. — Aussi, au VIII^e Congrès, les fabricants ont décidé de se défendre contre toute tentative de concurrence frauduleuse de la part des Japonais, et ils sont intervenus auprès du Gouvernement Français pour que celui-ci fasse examiner des échantillons des conservees japonaises à l'effet de reconnaître quelle est la véritable espèce des poissons contenus dans les boîtes (2).

Telles ont été les différentes phases de cette lutte de l'Industrie française contre la fraude et la contrefaçon.

§ 3. — *Nouvel essor imprimé à l'industrie de la sardine pressée et fabrication de produits nouveaux*

Pour remédier à la crise sardinière, il faut augmenter les débouchés, et un excellent moyen à employer dans ce but est de faire revivre d'anciennes industries comme

(1) *Compte rendu du VII^e Congrès*, 1910, p. 7.

(2) *Compte rendu du VIII^e Congrès*, 1911, p. 11 et 20.

celle de la *sardine pressée*, ou d'activer la fabrication de produits nouveaux (sardines fumées, sardines marinées, sardines conservées à sec, etc.).

La sardine peut être conservée autrement qu'en barils hermétiques : une des branches de la production sardinière est, en effet, l'industrie de la sardine pressée, qui, jusque vers 1870, fut l'une des principales ressources des ports de pêche bretons et vendéens. Cette industrie semble avoir été introduite en Bretagne par Fouquet, le célèbre surintendant, au moment où, pour relever son prestige, il achetait Belle-Isle. De là, cette industrie se répandit dans les autres ports bretons, et elle prit une extension considérable à Douarnenez et à Concarneau. Il paraît qu'entre 1794 et 1795 Douarnenez employait jusqu'à 400 bateaux à la pêche de la sardine dans les bonnes années, et leur produit atteignait jusqu'à 35.000 barils de sardines pressées de chacun 150 livres. A la même époque, Concarneau occupait 300 bateaux à la même pêche, et produisait, en moyenne, 12 à 15.000 barils par an. Enfin, à Port-Louis, il y avait, vers 1784, des usines de sardines pressées.

En quoi consiste-t-elle exactement ? « La fabrication de ce produit, déclare M. Pérard, est simple : la sardine entière, sans être vidée, est placée dans des cuves avec du sel ; une couche de sardines alterne avec une couche de sel ; au bout de huit jours, on l'enlève des cuves ; on la lave dans une saumure fraîche, et on la place dans des barils en rangs serrés ; ceux-ci, une fois rem-

plis, sont fermés en exerçant une pression sur le couvercle à l'aide d'une grosse pierre, d'où le nom de *sardine pressée* donnée à cette préparation » (1).

Lorsque l'industrie de la sardine pressée était prospère en Bretagne, et elle l'a été jusque vers le milieu du xix^e siècle, car, en 1847, Douarnenez expédiait encore 90.000 barils, payés chacun 50 francs en moyenne, la plus grande partie de la production était dirigée par bateaux sur Nantes, La Rochelle, Rochefort et surtout Bordeaux, qui est devenu, par la suite, le marché le plus important de ces produits. A partir de 1850, l'industrie de la sardine pressée a été abandonnée en Bretagne pour celle des conserves à l'huile, et elle est passée presque entièrement aux mains des Espagnols, si bien que, même en France, on consomme de la sardine pressée espagnole. Le port de Bordeaux en reçoit annuellement 200.000 cuveaux environ de chacun 4 à 500 sardines, et du poids de 20 à 25 kilogrammes ; les centres de consommation sont : la Bretagne, la Vendée et toute la région du Midi. Il y a donc là un débouché important pour l'industrie sardinière ; il serait bon que les fabricants dirigent leurs efforts de ce côté, car, en déduisant le fret et les droits de douane, on peut estimer qu'il revient aux fabricants une somme de 14 à 20 francs par millier de sardines pressées, pour les couvrir de leurs

(1) *Réforme sociale*, 1910, p. 250.

frais d'achat du poisson, du sel et de la main-d'œuvre (1).

En outre, d'autres préparations augmenteraient les débouchés offerts à la matière première et assureraient la conservation de la sardine sans lui enlever ses qualités : par exemple, la sardine saurée et la sardine marinée en saumure épicée.

Enfin, on peut citer encore, comme moyens d'augmenter la capacité de production des usines et la vente des conserves, tous les procédés qui tendraient à faciliter le transport et la conservation des sardines. Nous devons signaler à cet égard des pratiques récentes, de nature à accroître notablement l'activité de l'industrie sardinière ; la disette de sardines, que l'on a remarquée sur les côtes bretonnes pendant les années 1901 à 1908, n'a pas toujours présenté un caractère de généralité absolue ; il arrive souvent, en effet, que la crise n'est que partielle et ne s'étend qu'à une partie des côtes ; par exemple, dans ces dernières années, le poisson se montrait très abondant sur les côtes de la Loire-Inférieure et de la Vendée, alors que dans le Morbihan et le Finistère la pêche était presque nulle. Il se produit alors des mouvements, des déplacements momentanés parmi les populations maritimes ; les pêcheurs des contrées moins favorisées, attirés par un gain plus rémunérateur, se transportent avec leurs bateaux sur les lieux

(1) *Rapport présenté au Ve Congrès des Fabricants en 1908*, par M. Armand Rödel : *Compte rendu*, p. 25.

de pêche fructueuse. Ils viennent de tous les ports de la Bretagne, de Douarnenez et de Concarneau principalement, et ils écoulent les produits de leurs pêches dans les usines de la Vendée ou de la Loire-Inférieure. Cette affluence des marins concentrés dans la même région a pour résultat, sans doute, de provoquer une baisse du prix de la sardine ; les usines du pays en bénéficient, mais les pêcheurs de la région ne voient pas sans dépit cette concurrence qui s'établit à leurs dépens. Toutefois, il est possible de procéder de la sorte sans nuire aux intérêts des marins locaux ; en définitive, il s'agit d'empêcher qu'un grand nombre d'usines, dans le Morbihan ou le Finistère, soient obligées de chômer, et qu'en même temps l'afflux des marins sur les côtes plus favorisées de la Loire-Inférieure et de la Vendée ne nuise aux populations côtières de ces deux départements, les usines de la région ne pouvant pas offrir des prix rémunérateurs pour des quantités abondantes de poissons, qu'elles éprouvent quelques difficultés à absorber.

On a inauguré alors des pratiques nouvelles. Des vapeurs sont armés par les fabricants dans les parties du littoral où la sardine manque, et se dirigent sur les lieux où la pêche est satisfaisante. Ils se placent au milieu de la flottille des sardiniers, embarquent au large la pêche de ceux-ci. Puis, lorsque les acheteurs jugent la provision suffisante, ils reviennent à leurs usines qu'ils alimentent de la matière première indispensable.

Dans la dernière campagne, en 1911, ce procédé a été

employé d'une façon très heureuse par certains fabricants du Morbihan (Belle-Ile, Quiberon, Gâvres, etc.). Ils ont évité un chômage prolongé de leur maison, en allant se procurer à l'Ile-d'Yeu, où la pêche était très abondante, les stocks de sardines nécessaires pour satisfaire leur clientèle.

Les vapeurs employés pour ce service jaugent environ 200 tonneaux et font une vitesse moyenne de 9 nœuds, c'est dire que, dans la même journée, le vapeur peut aller chercher le poisson à l'Ile-d'Yeu et le débarquer le soir même, en excellent état de conservation, au port près duquel se trouve l'usine. Chaque vapeur rapporte par voyage environ 100.000 sardines, ce qui représente le travail d'une journée pour une usine d'importance moyenne. Le poisson est préparé et conservé selon les méthodes ordinaires. Assurément, le prix de revient des produits ainsi obtenus se grève du frêt, et les fabricants n'useront de ce procédé que lorsque les pêches opérées dans des endroits éloignés seront très abondantes, de telle façon que le cours du poisson soit assez bas pour leur permettre de réaliser un bénéfice suffisant.

Ils se trouvent, en effet, en raison du frêt, en état d'infériorité vis-à-vis des usines favorisées par le voisinage des bancs de sardines, et qui n'ont pas à supporter cette augmentation de frais généraux.

Néanmoins, malgré cette objection, il est à prévoir que, dans les années de crise partielle, la majorité des fabricants utilisera ce moyen d'approvisionnement de

leurs usines, et les conséquences de ces nouvelles pratiques seront les suivantes : elles apporteront un remède à la crise sardinière, chaque fois que celle-ci se manifestera seulement sur une partie de la côte. La présence, sur les lieux de pêche, d'acheteurs envoyés par de nombreuses maisons, aura pour effet de maintenir les prix à un niveau assez élevé : le nombre des acquéreurs empêchera l'avalissement des cours. Dans ces conditions, les marins pêcheurs, encouragés par la certitude d'obtenir des prix rémunérateurs sur les lieux où la pêche est abondante, n'hésiteront pas à se déplacer le long du littoral de la Bretagne. Enfin, les usiniers et les pêcheurs ne seront pas seuls à tirer profit de cette pratique nouvelle : les ouvriers soudeurs, les sardinières, et, d'une façon générale, tout le personnel des usines, jouira, grâce à cette innovation, d'un travail et d'un gain réguliers pendant la durée de la campagne.

Ajoutons que, spécialement pour l'augmentation des débouchés offerts à la sardine fraîche, d'autres mesures pourraient encore être recommandées ; ainsi, il y aurait lieu d'organiser des transports rapides par des wagons réfrigérants aménagés d'une façon particulière. Les chemins de fer belges et hollandais se servent déjà d'un matériel de ce genre ; l'Etat français ou les Compagnies devraient les imiter.

Enfin, des mesures accessoires, mais non à dédaigner cependant, auraient également pour résultat de favoriser l'industrie sardinière. Il s'agirait de lui concéder les

mêmes avantages que les Gouvernements étrangers accordent à nos concurrents, savoir le « drawback » pour les huiles d'olives et pour le fer-blanc ; une telle mesure aurait pour résultat de diminuer de 4 franc le prix de revient de chaque caisse de sardines, et équivaldrait à la création d'une prime d'un million à l'exportation pour l'industrie des conserves. En effet, par le drawback, les fabricants de sardines pourraient demander, lors de l'exportation, le remboursement des droits de douane acquittés sur les matières premières (huiles, fer-blanc) servant à la fabrication des conserves. Ils recevraient ainsi l'équivalent d'une prime à l'exportation des conserves de sardines. Un vœu a été voté en ce sens au IV^e Congrès des Fabricants tenu à Nantes les 16 et 17 avril 1907 (1). D'autre part, ceux-ci ont toujours demandé aux pouvoirs publics de ne pas élever les droits sur les huiles, autres que celles d'olives, et les graines oléagineuses, qui sont nécessaires à leur industrie ; étant donné que les huiles entrent pour une bonne part dans le prix de revient des boîtes de sardines, toute élévation du tarif douanier sur les graines oléagineuses, les graines comestibles et les fers-blancs, constituerait une très grande entrave à la vente des conserves françaises à l'étranger (2).

En dehors des procédés qui viennent d'être décrits,

(1) *Compte rendu*, p. 14.

(2) Voir *Compte rendu du VI^e Congrès*, 1909, p. 15.

on a songé à l'organisation coopérative facilitée par le crédit maritime, et enfin à la colonisation, comme remèdes à la crise sardinière. Ce sont là autant de mesures qui seraient susceptibles de rendre plus fructueux et moins incertain le métier des pêcheurs bretons. Les efforts des producteurs seraient ainsi rendus plus utiles. D'une part, il convient de rendre plus efficace, par la coopération, le travail de ceux qui persistent à suivre la carrière de pêcheur ; d'autre part, il importe de montrer aux marins qu'ils pourraient porter leurs efforts ailleurs.

SECTION III

LA COOPÉRATION ET LE CRÉDIT MARITIME

Tous les essais d'amélioration de la condition des pêcheurs sardiniers, notamment le problème de l'engin, de la rogue, de la réglementation de la pêche, les perfectionnements à apporter au matériel de pêche pourraient être plus facilement résolus par une entente générale des pêcheurs, par la mise en commun de leurs intérêts de classe, autrement dit par la coopération. On sait que la coopération se présente sous diverses formes : consommation, — crédit et production.

Les coopératives de consommation, sur lesquelles nous n'insistons pas, car elles ne concernent pas direc-

tement notre sujet, ne paraissent pas appelées à réussir en Bretagne; en effet, ces coopératives supposent, pour bien fonctionner, l'habitude de la vente au comptant et, dans toutes les localités du littoral breton, les familles usent du crédit dans une large mesure. D'autre part, la coopérative ne pourrait être prospère que si les pêcheurs ne se fournissaient pas ailleurs des objets nécessaires à leur entretien. Or, étant donnée l'apathie propre au tempérament breton, il est certain que beaucoup d'entre eux ne se dérangeraient pas de 100 mètres pour aller à la coopérative.

Grâce aux coopératives de crédit et de production, les pêcheurs pourraient améliorer leurs engins, transformer leur matériel, acquérir des bateaux robustes, pontés, qui leur permettraient de faire de plus grands parcours pour découvrir des bancs de sardines, au lieu d'attendre près de la côte que le poisson vienne jusqu'à eux; ils pourraient également acheter de la roque en plus grande quantité. Les usiniers eux-mêmes se montreraient disposés à favoriser la constitution des coopératives de crédit. Au II^e Congrès des Fabricants, tenu à Lorient, le 10 avril 1905, il a été dit que, « seuls, des syndicats composés uniquement de pêcheurs pourront réussir à obtenir que les pêcheurs comprennent quel est leur véritable intérêt. Les syndicats d'achat semblent indispensables pour supprimer entre les producteurs et les pêcheurs tous les intermédiaires plus ou moins coûteux. A la formation de ces syndicats, l'appui des

pouvoirs publics semble utile, et les fabricants se déclarent disposés à étudier dans quelle mesure ils peuvent venir en aide aux syndicats constitués dans ce but par les pêcheurs ». En outre, le Congrès vota à l'unanimité un vœu invitant le Gouvernement à étudier sans retard la création d'un crédit maritime analogue au crédit agricole (1).

Ces desiderata ont été écoutés ; des sociétés locales et des caisses régionales de crédit maritime mutuel ont été créées par les lois des 23 avril 1906 et du 18 juin 1909. La loi du 18 juin 1909 prévoit que des prêts d'une durée de dix ans pourront être faits aux sociétés coopératives de navires pêcheurs pour l'achat de bateaux. La commission de contrôle du crédit maritime mutuel, instituée au Ministère de la Marine, comprend notamment trois membres du Conseil supérieur de la navigation maritime ou du Conseil supérieur des Pêches maritimes (2). En outre, un second Décret du 4 novembre 1909 indique les conditions auxquelles les Sociétés coopératives maritimes, qui se proposent de demander des avances spéciales à la société locale de crédit maritime peuvent obtenir satisfaction ; le remboursement des avances est garanti par la responsabilité solidaire de tous les membres de la Société coopérative bénéficiaire (art. 10 du décret). Peut-être ces mesures législatives

(1) *Compte rendu du II^e Congrès*, p. 13.

(2) Décret du 4 novembre 1909.

récentes faciliteront-elles en Bretagne la constitution de Sociétés coopératives de crédit maritime.

Mais, jusqu'à présent, leur développement est des plus restreints. Ce sont des syndicats auxquels sont reliées des organisations coopératives ; on peut citer les syndicats des pêcheurs de Douarnenez, de Concarneau, de l'île Tudy, d'Audierne, de Saint-Guénolé et de Tréboul. Leur but immédiat est surtout d'obtenir le relèvement du prix du poisson et notamment du prix de la sardine par une sage réglementation de la pêche ; grâce à cette réglementation, le marin pêcheur ne devra pas capturer des quantités de poissons hors de proportion avec les besoins de la fabrication et de la consommation journalières, et les pêcheurs seront ainsi assurés d'obtenir un prix minimum plus rémunérateur de leurs avances et de leur travail. Le capital de ces Syndicats est constitué par le produit des cotisations, le produit des ventes de poisson pêché en sus du maximum, les subventions de l'État, des départements et des communes, enfin des dons volontaires des particuliers. Il est dit, d'autre part, dans les statuts, que le Syndicat s'efforcera de réaliser des achats directs de roque et de filets pour le compte de ses adhérents ; enfin qu'il organisera des œuvres de prévoyance, d'assistance et de mutualité, telles que les fondations de caisses de chômage, de secours mutuels destinés à venir en aide aux veuves et aux orphelins.

Signalons parmi les associations de prévoyance et

de secours mutuel constituées par les syndicats, *la Solidarité des pêcheurs de Douarnenez* et le *Sou du marin*. La première de ces associations, fondée le 17 février 1900, a pour but : 1° de donner des indemnités en cas de perte totale des bateaux ou même de grosses avaries ; 2° de donner des indemnités aux patrons et matelots pour les effets de mer et les filets de pêche perdus en mer ; 3° de subvenir aux premiers besoins des veuves et des orphelins des membres de la Société noyés ou tués par accident de mer ; 4° de procurer des secours en cas de maladie ou de blessure grave.

Le *Sou du marin*, fondé par les inscrits maritimes du quartier du Croisic, est une association mutuelle de prévoyance qui se propose : 1° de venir en aide aux victimes d'accident de mer ; 2° de secourir les veuves et les orphelins ; 3° de venir en aide aux vieillards ; 4° de procurer des secours en cas de chômage.

En somme, toutes ces coopératives se sont tournées plutôt du côté de la prévoyance que du côté de la production. La raison de ce fait provient, sans doute, de ce que la coopérative de pêche isolée ne peut pas réussir ; elle n'a quelque chance de succès que si elle s'étend à tout le littoral et comprend les marins des multiples ports de la Bretagne. Une coopérative locale serait, en effet, à la merci d'une crise ; le manque de poisson compromettrait gravement son existence et causerait sa ruine, si la situation se prolongeait quelque temps ; seule une puissante coopérative dont les affiliés appar-

tiendraient à tous les ports du sud de la Bretagne pourrait résister à des crises partielles, car il est bien rare que le poisson, absent d'un point de la côte, ne se retrouve pas abondant vers une autre région. Les fabricants l'ont bien compris, et, s'ils ont éparpillé leurs usines, disséminé leur personnel et leur machinisme tout le long du littoral breton, c'est précisément pour parer aux aléas de la pêche, pour compenser le chômage d'une fabrique par la production d'autres usines placées sur des points du littoral plus favorisés (1).

En attendant que la coopération donne de meilleurs résultats, ne serait-il pas possible d'atténuer les effets des crises sardinières en incitant les pêcheurs bretons à se diriger vers d'autres régions ?

SECTION IV

L'ÉMIGRATION EN ALGÉRIE ET EN TUNISIE

L'une des causes de la misère dont souffrent trop fréquemment les pêcheurs bretons est la surpopulation du littoral breton. Si les pêcheurs sont atteints par le bas prix du poisson, quand la pêche est abondante, cela provient, en partie, de ce qu'ils sont trop nombreux; une foule trop grande de marins pêche la sardine. Pen-

(1) Voir De Seilhac, p. 146.

dant l'été, 90 0/0 des inscrits se livrent à cette pêche : près de 5.000 à Douarnenez, près de 3.500 à Concarneau, pour ne citer que ces deux ports ; or, c'est beaucoup trop pour la capacité actuelle des usines. Le nombre de celles-ci s'est sans doute accru, mais dans une proportion bien plus faible que la population. Depuis 50 ans, la population des côtes bretonnes a considérablement augmenté : c'est ainsi que Douarnenez a passé de 3.000 à 30.000 habitants, en comptant les faubourgs de Tréboul et de Ploaré ; et, si la pêche actuelle est d'un rendement médiocre, ce n'est pas seulement par suite du dépeuplement ou de la désertion des fonds littoraux par le poisson ; c'est surtout à cause de la multiplication de la population.

De là des tentatives pour diriger les pêcheurs bretons vers les côtes algérienne et tunisienne. On a songé depuis longtemps à jeter sur certains points du littoral africain des noyaux de pêcheurs bretons ; on pensait ainsi faciliter la colonisation algérienne et tunisienne, en même temps qu'on décongestionnait la Bretagne où le taux de la natalité est à peu près semblable à celui de l'Allemagne.

Le chiffre des naissances est de 31 pour 1.000 habitants dans le Finistère, de 28 pour 1.000 dans le Morbihan (au lieu du taux moyen de 20,7 pour 1.000 en France).⁽¹⁾

(1) Statistique générale de la France, Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale ; résultats statistiques du recensement générale de la population en 1906.

Dès le 18 avril 1845, le comte Guyot concédait à un ancien capitaine de la marine marchande l'entreprise d'un village de pêcheurs à Aïn-Bénian; mais, comme il n'y avait pas d'eau potable ni de voies de communication à l'intérieur, et qu'enfin l'atterrissage des barques était difficile, ce premier essai échoua complètement.

Un peu plus tard, un village maritime fut créé à Sidi-Ferruch et peuplé de Bretons, qui émigrèrent avec leurs femmes et leurs enfants. Ces familles ne purent s'y maintenir, en l'absence de routes frayées vers Alger pour la vente du poisson frais.

En 1872, des familles bretonnes furent de nouveau établies en Tunisie sur l'initiative de l'amiral Guédon; ces familles, pas plus que leurs devanciers, ne restèrent dans le pays.

En 1892, M. Cambon, gouverneur général de l'Algérie, se décida, sur une conclusion d'un Rapport de M. Bouchon-Brandely, à faire rechercher les coins du littoral méditerranéen les plus susceptibles de recevoir nos nationaux. L'Etat accordait le voyage gratuit; le Gouvernement général, 100 francs par pêcheur célibataire; chaque ménage avait droit à 200 francs, et, en outre, à une indemnité de logement de 10 francs par mois; tous ces avantages ne déterminèrent qu'un mouvement d'émigration insignifiant. Une autre expérience, tentée

(1) Bonnart, *la Pêche côtière et la colonisation maritime en Algérie*. Paris, 1902.

en 1893, par M. Cambon, dans la région du cap Matifou, où il créa successivement trois villages voisins, Jean-Bart, Surcouf et La Pérouse, dans le but de contrebalancer le nombre des pêcheurs naturalisés par des Français d'origine, fut un peu plus heureuse ; mais ces villages, peuplés d'une vingtaine de familles, sont habités presque exclusivement par des Provençaux et des Corses ; la Bretagne ne fournit qu'un infime contingent, malgré le système des primes employé comme précédemment.

Enfin, en Tunisie, des pêcheurs Bretons furent installés à Tabarka, en 1891 ; mais, comme il n'y avait aucune usine pour la fabrication des conserves ni aucun marché pour la vente du poisson frais, les Bretons découragés abandonnèrent la Tunisie dès 1894.

Les causes de ces insuccès répétés sont multiples : d'abord les Bretons, foncièrement attachés à leur sol natal, s'adaptent difficilement à une nouvelle existence ; ils ne peuvent oublier leurs habitudes, leur pays dont le ciel brumeux et les rochers de granit leur plaisent autant que les bruyères violettes et les genêts d'or. La race bretonne n'est pas faite pour la colonisation ; elle est restée trop profondément attachée à ses coutumes mystiques, à son rude langage et au pittoresque pays où elle a passé son enfance. Toutes les promesses de propriétés à exploiter dans des parages lointains ne peuvent émouvoir ces âmes simples et rêveuses. — En outre, il est douteux que les Bretons puissent suppor-

ter sans inconvénient physique le climat et la température du climat africain.

En tout cas, il serait indispensable que l'Administration dote les ports où elle transporterait les Bretons, de l'outillage indispensable, qu'elle établisse des voies de communication avec les villes de la côte, et que l'atterrissage de la rade soit facilité ; enfin, il est manifeste que l'établissement des usines doit précéder l'arrivée des pêcheurs, de manière que ceux-ci soient assurés de trouver aisément l'écoulement du produit de leur pêche. Or, toutes les fois que des essais de colonisation ont été tentés, l'Administration ne s'est nullement préoccupée d'aplanir les difficultés de l'installation pour nos marins. La colonisation ne pourra avoir de résultat que si les avantages offerts aux pêcheurs bretons sont suffisants pour les inciter à quitter l'Armorique.

A une époque plus récente, des idées nouvelles ont été élaborées pour faciliter la colonisation des côtes algérienne et tunisienne par les Bretons. Voici, notamment, les plans conçus par M. Pichon, jadis résident général de Tunisie, et par M. Augustin Bernard, professeur à la Faculté des lettres d'Alger.

M. Pichon se préoccupait de créer sur la côte tunisienne des usines de conserves de poissons, d'établir, par les soins de l'Administration, des familles de pêcheurs autour de ces usines, et aussi de créer des Sociétés coopératives entre les pêcheurs avec l'aide de la fabrique de conserves.

M. Augustin Bernard recommandait la marche suivante : constituer deux comités, l'un en Bretagne, l'autre en Tunisie, destinés à organiser la tentative d'émigration bretonne ; s'aboucher avec des patrons déjà installés en Tunisie, pour savoir dans quelle mesure ils consentiraient à employer les Bretons et par quel salaire ils les rémunéreraient ; les deux comités auraient été en même temps chargés de s'entendre avec des industriels bretons ou vendéens, disposés à fonder des usines de conserves dans l'Afrique du Nord. Ces industriels amèneraient avec eux leur personnel auquel ils garantiraient le travail ; il est certain, en effet, que les côtes de la Tunisie et de l'Algérie sont fertiles en sardines. « La sardine y est en si grande abondance, écrit M. Garelle, usinier au Pouliguen, qu'une usine pourrait facilement fabriquer 100.000 caisses, puisque les Italiens pêchent sur ce littoral, chaque année, en cinq mois, une quantité de poisson suffisante pour fabriquer plus de 400.000 caisses, qu'ils expédient en Italie. Et cette exploitation est relativement restreinte, faite par des étrangers non fixés à demeure sur la colonie. Certaines années, on a pêché à Tabarka, en un seul endroit, jusqu'à 2.700 tonnes de sardines en une seule campagne de cinq mois (1). » En outre, les matières nécessaires à la fabrication des conserves se trouvent sur place à des prix modérés et sont de qualité excellente ;

(1) *Rapport*, cité par M. De Seilhac, p. 144.

ainsi les huiles de Tunisie coûtent 100 francs les 100 kilogrammes au lieu de 155, 160 francs et même 198 francs, prix des huiles de Provence. Or, il faut 7 kilogrammes d'huile pour la fabrication d'une caisse de 100 boîtes du format appelé « quart bas ».

Mais, malgré l'abondance du poisson sur les côtes algérienne et tunisienne, l'Administration ne pourra vaincre l'attachement des Bretons à leur sol natal, que si elle les dirige vers des ports méditerranéens parfaitement outillés, où les maisons seront construites, les usines édifiées et les voies de communication établies avant l'arrivée des pêcheurs. Signalons cependant que, tout récemment, devant l'impuissance des mers Bretonnes à nourrir toute la population de pêcheurs qui les sillonnent, une nouvelle tentative a été faite pour diriger les pêcheurs Bretons sur les côtes de Mauritanie, dans les parages du cap Blanc et du banc d'Argum. Un port suffisamment protégé, Port-Étienne, a été créé ; il peut abriter toute une flottille. Il est gardé par un fort qu'occupe une garnison de 120 tirailleurs, pourvu d'un service sanitaire et d'un poste de télégraphie sans fil qui le relie à la mère-patrie et reçoit, chaque nuit, le signal horaire de la Tour Eiffel par l'intermédiaire de Dakar.

En novembre et décembre 1911, huit bateaux, sous la direction de M. Gravel, ont quitté Douarnenez pour la côte africaine. Ils doivent séjourner au cap Blanc quatre ou cinq mois ; les pêcheurs auront à exercer leur acti-

tivité sur une zone d'environ cent mille kilomètres carrés, où le poisson blanc abonde. Ces pêcheurs, groupés en une société, sous la présidence de M. Pernès, de Douarnenez, ont reçu deux subventions : l'une de 25.000 francs, du Ministère des Colonies ; l'autre, de 19.200 francs du Ministère de la Marine. Peut-être ce nouvel essai donnera-t-il des résultats plus fructueux que les précédents.

CONCLUSION

Nous avons vu que l'industrie sardinière française, qui était autrefois la première du monde, ne suffit plus aujourd'hui à alimenter le marché mondial ; elle est concurrencée de plus en plus par l'industrie étrangère ; en face d'une production nationale variant, suivant les années, de 400.000 à 1.200.000 caisses, il faut tenir compte désormais des productions espagnole et portugaise, que l'on peut évaluer de 1.200.000 à 1.800.000 caisses ; de la production norvégienne, qui se chiffre annuellement par plusieurs centaines de milliers de caisses, sans parler de l'importance de la fabrication américaine et de celle du Japon dont la concurrence commence à devenir menaçante. Sans doute, les produits américains, norvégiens ou japonais ne sont pas de véritables sardines, et surtout ils sont loin d'avoir la qualité qui est unanimement reconnue aux produits français ; mais la circonstance qu'ils sont vendus sous le nom de sardines n'en est pas moins de nature à occasionner un préjudice considérable à notre industrie nationale, et les difficultés que rencontrent les usiniers sous l'action de la lutte

internationale sont encore accrues par l'insuffisance fréquente de la pêche sur la côte bretonne et par les conflits que les améliorations d'outillage provoquent entre les patrons et les ouvriers.

Il importe donc que cette industrie, pour triompher des obstacles qu'elle rencontre chaque jour, soit énergiquement protégée par les pouvoirs publics. Le développement du marché des rogues, l'amélioration des engins de pêche, le perfectionnement du machinisme dans les usines, l'évolution de la pêche vers le large, l'enseignement professionnel, l'organisation coopérative pour la réglementation de la pêche, l'achat des appâts et des bateaux, le crédit mutuel, enfin une colonisation habilement préparée et méthodiquement conduite, tels sont les remèdes qui apparaissent des plus efficaces pour améliorer le sort, si longtemps misérable, des pêcheurs bretons, pour atténuer le retour des crises et pour maintenir dans toute sa vigueur une industrie dont la conservation est indispensable à la prospérité nationale.

BIBLIOGRAPHIE

- De Seilhac, *la Pêche de la sardine*, 1903.
- Pierre Lemy, *les Conservees alimentaires de poissons*. Paris, 1901.
- Yves Madurec, *la Crise sardinière*. Paris, 1903 ; *La Fraude dans les conservees alimentaires*. Paris, 1903.
- Caillo, *Recherches sur la pêche de la sardine et les industries qui s'y rattachent*. 1855, Nantes.
- Fabre-Domergue, *Etude sur le rôle et les procédés de la pisciculture maritime*. Paris, 1900.
- Baudoin, *la Pisciculture maritime*. Paris, 1897.
- Roché, *la Culture des mers en Europe*, Paris, 1898.
- Bonnard, *la Pêche côtière et la colonisation maritime en Algérie*. Paris, 1902.
- Bouchon-Brandely, *Rapport* publié au *Journal Officiel* des 12 et 13 juin 1887.
- Ouizille, *Contribution à l'étude de la crise sardinière*. Rapport à la Chambre de Commerce de Lorient, Lorient, 1903.
- Le Gall, *L'Industrie de la pêche dans les ports sardinières bretons*. Thèse, Rennes, 1904.
- Röpers, *Exposition de la condition économique et sociale du pêcheur sardinier*. Thèse, Paris, 1906.
- De Villers, *Un épisode de la crise sardinière en Bretagne*. Thèse, Rennes, 1910.
- Le Bail, *L'Industrie sardinière*, série d'articles parus dans le *Populaire* de Nantes, année 1909.

La Crise sardinière, communication à la Société d'Economie sociale par M. Pérard, ingénieur des Arts et Manufactures, et discussion subséquente (*Réforme sociale*, 1910, p. 234 et suiv., 300 et suiv.).

Comptes rendus des Congrès de Fabricants français de conserves de sardines, depuis 1904.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	5
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Historique de l'industrie sardinière en Bretagne .	10
<i>Section I.</i> — Histoire de la pêche à la sardine.....	10
<i>Section II.</i> — Histoire de la rogue..	17

DEUXIÈME PARTIE

Les conditions techniques de la pêche et de l'industrie de la sardine sur les côtes de la Bretagne	22
---	----

<i>Section I.</i> — Les procédés techniques de la pêche de la sardine.	22
<i>Section II.</i> — La condition économique et sociale du pêcheur sardinier.....	31
<i>Section III.</i> — La fabrication des conserves de sardines....	40

TROISIÈME PARTIE

Les crises de l'industrie sardinière en Bretagne	50
<i>Section I.</i> — L'absence de poisson.....	51
<i>Section II.</i> — Le conflit entre les fabricants et les ouvriers soudeurs à l'occasion du machinisme.....	55

QUATRIÈME PARTIE

Les remèdes proposés pour l'amélioration de l'industrie
sardinière

101

<i>Section I.</i> — La protection de la pêche.....	102
§ I. — La lutte contre le dépeuplement des fonds marins..	102
§ II. — Le perfectionnement des engins de pêche.....	119
§ III. — L'enseignement technique et professionnel.....	128
<i>Section II.</i> — Protection de l'industrie sardinière.....	132
§ I. — La protection contre la concurrence étrangère.....	133
§ II. — La protection de l'industrie sardinière française contre la fraude.....	139
§ III. — Nouvel essor imprimé à l'industrie de la sardine pressée.....	148
<i>Section III.</i> — La coopération et le crédit maritime.....	156
<i>Section IV.</i> — Emigration en Algérie et en Tunisie.....	161
CONCLUSION.....	169
BIBLIOGRAPHIE.....	171

VU : *Le Président de la Thèse,*
G. PERREAU.

VU : *Le Doyen,*
P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TOURS. — IMPRIMERIE E. MENARD ET CIE.
